

# **Rapport sur la Compétitivité des Entreprises Ivoiriennes**

**Novembre 2023**

## **SOMMAIRE**

**Avant-propos**  
**Présentation de l'ONCE**  
**Liste des acronymes**  
**Résumé**

### **I. Introduction**

1. Contexte et objectif
2. Enjeu de l'évaluation de la compétitivité d'un pays
3. Présentation de la Côte d'Ivoire
4. Choix d'économies de comparaison

### **II. Cadre théorique de la compétitivité**

1. Définition / Pensées empiriques de la compétitivité et ses dimensions
2. Théories économiques liées à la compétitivité

### **III. Indicateurs de compétitivité**

1. Indicateurs Mondiaux de Compétitivité
2. Indicateurs Opérationnels de Compétitivité

### **IV. Analyse de la compétitivité ivoirienne**

1. Positionnement de la Côte d'Ivoire
2. Attractivité de la Côte d'Ivoire
3. Taux de pénétration du marché intérieur
4. Facteurs déterminants de la compétitivité

### **V. Compétitivité sectorielle**

1. Secteur primaire  
Focus filière riz
2. Secteur secondaire  
Focus transformation anacarde
3. Secteur tertiaire  
Focus environnement fintech

### **VI. Conclusion**

## **AVANT-PROPOS**

L'économie ivoirienne, riche et diversifiée, repose sur le dynamisme de ses entreprises. Depuis l'indépendance en 1960, la Côte d'Ivoire a connu une croissance significative de son secteur privé, stimulant ainsi le développement économique et social du pays. Toutefois, au 21<sup>e</sup> siècle, l'environnement commercial mondial est devenu de plus en plus complexe et concurrentiel, exigeant des entreprises ivoiriennes de s'adapter et de renforcer leur compétitivité pour prospérer dans un contexte en constante évolution.

Ce rapport sur la compétitivité des entreprises ivoiriennes est le résultat d'une étude menée par SIKAFINANCE à l'initiative de l'ONCE, dans le but d'analyser les facteurs qui influencent la compétitivité des entreprises en Côte d'Ivoire. L'objectif est de fournir une évaluation de la situation actuelle et des perspectives, tout en proposant des recommandations concrètes pour stimuler la compétitivité des entreprises ivoiriennes.

L'étude s'appuie sur une approche multidisciplinaire, combinant des analyses économiques, des évaluations sectorielles, des enquêtes, et des entretiens. Les données recueillies ont été soigneusement examinées pour offrir une vision complète de l'état actuel de la compétitivité des entreprises en Côte d'Ivoire.

Ce rapport vise à être un outil précieux pour la conduite de la mission de l'ONCE en vue d'améliorer la compétitivité des entreprises ivoiriennes.

**Le comité de rédaction**

## **PRESENTATION DE L'ONCE**

L'Observatoire National sur la Compétitivité des Entreprises (ONCE), est un instrument d'analyse et d'aide à la décision sur la problématique relative à la compétitivité des entreprises ainsi que des pôles régionaux de développement.

La création de l'Observatoire s'inscrit dans le cadre des initiatives prises par le Gouvernement de la Côte d'Ivoire en vue de soutenir et consolider la relance économique amorcée ces dernières années.

En tant qu'outil de gouvernance, l'Observatoire est chargé entre autres missions :

- de suivre et d'évaluer la compétitivité des filières porteuses de croissance et des pôles régionaux ;
- de contribuer à la réalisation d'études, d'analyses et de réflexions sur la compétitivité ;
- de proposer au Gouvernement des mesures et réformes pour améliorer la compétitivité des entreprises ;
- d'assurer la veille stratégique de la position compétitive des entreprises Ivoiriennes.

Dans ce cadre, des rencontres thématiques sur différents secteurs d'activité sont régulièrement organisées ; ce qui permet de rassembler en un même lieu les principaux acteurs du domaine exploré pour des échanges interactifs poussés.

**Le Secrétaire Exécutif de l'ONCE**

## **LISTE DES ACRONYMES**

BAD – Banque Africaine de Développement

BCE – Banque Centrale Européenne

BM – Banque Mondiale

BCEAO – Banque Centrale des Etats de l’Afrique de l’Ouest

BRVM – Bourse Régionale des Valeurs Mobilières

BTP – Bâtiment et Travaux Publics

CCDD - Cadre de Coopération pour le Développement Durable

CEDEAO – Communauté Economique Des Etats de l’Afrique de l’Ouest

CI – Côte d’Ivoire

CNRA - Centre National de Recherche Agronomique

CPI - Corruption Perception Index

DB – Doing Business

DPPSE - Direction des Prévisions, des Politiques et des Statistiques Economiques

ESPC – Etablissement de Santé de Premier Contact

FAO - Organisation des Nations Unies pour l’Alimentation et l’Agriculture

FMI – Fonds Monétaire International

FCFA – Franc de la Communauté Financière Africaine

IDE – Investissements Directs Etrangers

IDH – Indice de Développement Humain

INED - Institut National d’Etudes Démographiques

INS – Institut National de la Statistique

GCI - Global Competitiveness Index

MIRAH - Ministère des Ressources Animales et Halieutiques

OCDE – Organisation de Coopération et de Développement Economique

OMPI - Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle

PIB – Produit Intérieur Brut

PME – Petites et Moyennes Entreprises

R&D – Recherche et Développement

RCM – Rapport de la Compétitivité Mondiale

SAPH – Société Africaine de Plantations d’Hévéas

SNUD - Système des Nations Unies pour le Développement

UE – Union Européenne

UEMOA – Union Economique et Monétaire Ouest-Africaine

UMOA – Union Monétaire Ouest-Africaine

USD – United States Dollar

## **RESUME DU RAPPORT**

Ce rapport vise d'abord à évaluer la compétitivité des entreprises ivoiriennes en se basant sur une analyse de divers facteurs économiques et structurels.

Il part d'une vue d'ensemble de l'économie ivoirienne, mettant en évidence sa croissance constante au cours des dix dernières années (2012-2022). Il souligne également les opportunités et les défis liés à la compétitivité des entreprises dans le pays.

Ensuite, le rapport examine les principaux domaines qui influent sur la compétitivité des entreprises ivoiriennes.

Ainsi, différents horizons sont couverts.

- L'environnement réglementaire et politique : Le rapport évalue l'impact de la stabilité politique et de la réglementation sur l'investissement et les opérations commerciales ;
- Les infrastructures : Il analyse l'état des infrastructures, y compris les transports, les télécommunications et l'énergie, en tant que facteurs clés pour la compétitivité ;
- La main-d'œuvre et l'éducation : Le rapport se penche sur la qualité de la main-d'œuvre en termes de compétences et d'éducation, ainsi que sur les défis liés à la formation et au développement des talents ;
- L'accès aux marchés internationaux : L'importance des accords commerciaux, de l'exportation et de l'ouverture aux marchés internationaux est analysée ;
- L'innovation et la technologie : Le rapport évalue la capacité des entreprises ivoiriennes à innover et à adopter des technologies de pointe.
- Le soutien gouvernemental : Il examine les politiques et les incitations gouvernementales visant à promouvoir la compétitivité des entreprises, y compris les programmes de subventions et d'investissement.

Le rapport conclut par des recommandations pour améliorer la compétitivité des entreprises ivoiriennes.

**Le Comité de Rédaction**

## **I. Introduction**

### **1. Contexte et objectif**

A la sortie de la crise post-électorale de 2011, la Côte d'Ivoire a entamé un processus de stabilisation et de redressement économique. Ces initiatives se sont accompagnées d'une croissance économique soutenue, d'un retour des investissements étrangers, de réformes structurelles, une redynamisation des exportations et une stabilité politique. Il était donc question de contenir les taux de pauvreté, de chômage et de réduire l'inégalité infrastructurelle sur l'étendue du territoire national.

Après la récession accusée en 2011 (4,9%), la Côte d'Ivoire avait enregistré une croissance remarquable de 10,9% en 2012, avant d'observer une croissance moyenne de 7,8% entre 2013 et 2019, s'inscrivant au rang des pays à croissance rapide dans le monde. Malgré le marasme économique qu'avait entraîné la Covid 19, le pays avait réussi à garder la croissance (+2%) en 2020, avant de reprendre son dynamisme avec un taux de croissance moyen se situant à 7,1% entre 2021 et 2022. Cette croissance a été tirée par la consommation privée et soutenue par l'investissement public.

Dès lors, après une décennie de croissance, l'appréhension de la compétitivité de l'économie ivoirienne s'avère cruciale. En d'autres termes, La Côte d'Ivoire est-elle en mesure d'observer durablement cette embellie ?

Les rapports relatifs à la compétitivité jouent un rôle essentiel en établissant un panorama exhaustif de la compétitivité économique d'une nation, comparativement à un groupe de nations préalablement sélectionné. Ces rapports procurent des données rigoureusement vérifiées, objectives et hautement fiables, constituées pour être mises à profit par les décideurs ainsi que d'autres parties prenantes dans le cadre d'un dialogue constructif et pour orienter les choix en matière de politiques à entreprendre. De manière plus poussée, ces rapports servent à stimuler des échanges fructueux entre les secteurs public, privé, académique et de la recherche, en accentuant l'importance de la compétitivité dans la promotion d'une dynamique de croissance économique durable. D'un point de vue synthétique, le rapport sur la compétitivité des entreprises ivoiriennes vise à offrir une image complète de sa situation actuelle, à mettre en évidence les opportunités et les défis, et à fournir des orientations pour renforcer les positions sur les marchés.

### **2. Les enjeux de l'évaluation de la compétitivité**

Dans un contexte de mondialisation et d'interconnexion économique croissante, l'évaluation de la compétitivité des entreprises d'un pays repose sur son développement économique, sa stabilité et sa prospérité à long terme. La compétitivité d'un pays peut être définie comme sa capacité à maintenir et à améliorer sa position économique dans un contexte mondial concurrentiel. Cela englobe la capacité à produire des biens et des services de haute qualité à des prix compétitifs, à attirer des investissements étrangers, à stimuler l'innovation et à créer un environnement favorable aux affaires. Cette évaluation est bien plus qu'une simple mesure économique ; elle reflète la capacité d'un pays à s'adapter et à prospérer dans un environnement en constante évolution. Les enjeux de la compétitivité sont fondamentalement d'ordre économique et entrepreneurial ;

- Croissance économique durable

La compétitivité est un moteur essentiel de la croissance économique durable. Les pays compétitifs sont mieux préparés à résister aux chocs économiques et à capitaliser sur les opportunités. En encourageant l'innovation, la productivité et la diversification des industries, ils créent un écosystème propice à une croissance continue.

- Attractivité des investissements étrangers

Les investissements étrangers jouent un rôle vital dans le développement économique. Les pays évalués comme compétitifs attirent plus facilement les investissements directs étrangers, créant ainsi des emplois, transférant des technologies et stimulant le développement de nouvelles industries.

- Création d'emplois

L'évaluation de la compétitivité est étroitement liée à la création d'emplois. Les économies compétitives sont dynamiques et génèrent de nouvelles opportunités d'emploi, améliorant ainsi la qualité de vie de la population et réduisant le chômage.

- Innovation et avancées technologiques

Les pays compétitifs sont à la pointe de l'innovation et de l'adoption de nouvelles technologies. L'investissement dans la recherche et le développement favorise l'émergence de nouvelles idées, de produits innovants et de solutions aux défis économiques et sociaux.

- Positionnement sur la scène mondiale

L'évaluation de la compétitivité permet aux pays de se situer par rapport à leurs pairs sur la scène mondiale. Cela a des implications en termes de positionnement dans les négociations commerciales internationales et dans la capacité à établir des partenariats stratégiques.

- Implications pour les politiques publiques

L'évaluation de la compétitivité guide l'élaboration des politiques économiques et industrielles. Les gouvernements peuvent utiliser les résultats pour identifier les domaines nécessitant des améliorations et mettre en œuvre des réformes ciblées. Cela peut inclure des efforts pour l'éducation et la formation, réduire les obstacles bureaucratiques, favoriser l'innovation et améliorer l'accès aux marchés mondiaux.

L'évaluation de la compétitivité d'un pays est un processus complexe et crucial pour son développement économique et sa prospérité à long terme. Il est clair que cet enjeu transcende les frontières nationales et a des implications profondes pour la croissance, l'emploi, l'innovation et la position de la Côte d'Ivoire sur la scène mondiale. La poursuite constante de la compétitivité est un moteur puissant qui guide les politiques publiques vers une croissance économique soutenue et une amélioration de la qualité de vie pour les générations futures.

### 3. Présentation de la Côte d'Ivoire

La Côte d'Ivoire est un pays en voie de développement à revenu intermédiaire d'Afrique de l'Ouest, bordée au nord par le Mali et le Burkina Faso, à l'ouest par le Liberia et la Guinée, à l'est par le Ghana et au sud par l'océan Atlantique. Avec une superficie de 322 462 km<sup>2</sup>, la Côte d'Ivoire a une population estimée à 29 389 150 habitants en 2021 selon l'INS, et devrait atteindre les 50 millions d'habitants en 2050 selon l'INED (Institut National d'Etudes Démographiques). L'histoire de la Côte d'Ivoire reste complexe, marquée par la colonisation européenne, principalement française. Le pays a obtenu son indépendance en 1960. Depuis lors, il a connu des périodes de stabilité et d'instabilité politique, y compris une guerre civile dans les années 2000. Ces dernières années, des efforts ont été déployés pour rétablir la paix et la stabilité. Le pays se distingue par sa diversité culturelle avec plus d'une soixantaine d'ethnies et une grande hospitalité qui facilite l'immigration des ressortissants de la sous-région, mais aussi d'autres horizons. Le pays est également caractérisé par une diversité géographique, allant de savanes et de forêts tropicales à des plaines côtières et des montagnes.

Sur le plan économique, la Côte d'Ivoire est l'une des économies les plus développées de l'Afrique de l'Ouest, principalement en raison de la production et de l'exportation de produits agricoles tels que le cacao et la noix de cajou (dont la Côte d'Ivoire est le premier producteur mondial), le café, l'huile de palme et le coton. Le secteur des ressources naturelles, notamment le pétrole et les mines, joue également un rôle important dans l'économie de la Côte d'Ivoire. Troisième économie de la CEDEAO après le Nigéria et le Ghana avec un PIB en 2022 de 70 milliards USD, la Côte d'Ivoire devrait voir son PIB passer à 77 milliards USD en 2023, reprenant le rang de 2<sup>ème</sup> puissance économique au Ghana, selon le Fonds monétaire international.

La culture, la musique, la danse, l'art et la littérature occupent également une place importante dans la vie quotidienne des habitants. Les danses traditionnelles et urbaines ivoiriennes ont trouvé une reconnaissance internationale, classant le pays parmi les plus heureux d'Afrique. Par ailleurs, la cuisine ivoirienne est réputée pour ses saveurs variées et son utilisation d'ingrédients locaux. Bien que la Côte d'Ivoire ait fait face à des défis (politique, social, sécuritaire), elle continue de progresser et de se développer sur de nombreux fronts.

### 4. Choix d'économies de comparaison

Cette partie est consacrée à la sélection de pays ou groupes de pays qui pourraient être utilisés comme points de référence pour évaluer les performances de la Côte d'Ivoire dont l'objectif à moyen terme est d'intégrer le cercle des pays à revenu intermédiaire à tranche supérieure. Dans le but d'assurer une comparaison optimale des données recueillies, nous avons restreint la sélection aux pays possédant les caractéristiques suivantes :

- un PIB/Habitant supérieur ou égal à 2 000 dollars US ;
- une croissance moyenne positive sur les 5 dernières années ;
- un secteur agricole occupant au moins 4% du PIB ;
- Une population en dessous de 100 millions d'habitants.

Notre échantillon inclut à la fois des pays d'Afrique subsaharienne, du Maghreb et d'autres régions du monde qui présentent un niveau de développement dont le modèle économique pourrait inspirer la Côte d'Ivoire. Parmi les pays sélectionnés figurent le Ghana, le Kenya, le Maroc, la Tunisie, le Botswana<sup>1</sup>, la Malaisie, le Chili, le Costa Rica et le Vietnam. Bien que les pays de l'UEMOA ne constituent pas une base stimulante de comparaison, un rapprochement pourrait être fait dans le but de situer le pays dans son environnement économique le plus proche.

<sup>1</sup> *La présence du Botswana dans cet échantillon s'explique par le fait que la Côte d'Ivoire exporte la quasi-totalité de sa production aurifère qui représente la 4<sup>e</sup> exportation du pays.*

## II. Cadre théorique de la compétitivité

### 1. Définition / Pensées empiriques de la compétitivité et ses dimensions (coût, qualité, innovation...)

La compétitivité économique d'un pays est souvent définie comme sa "capacité à gagner des parts de marché à l'exportation". Cependant, cette définition soulève des questions sur la pertinence de la compétitivité en lien avec le bien-être des habitants. Les gains de compétitivité pourraient être obtenus par des moyens tels que la réduction des coûts, mais cela ne garantit pas nécessairement une amélioration du bonheur des citoyens. Certains considèrent également l'amélioration du solde commercial comme un indicateur de compétitivité, mais il n'existe pas de preuve empirique que cela favorise une croissance plus forte ou un niveau de vie plus élevé des populations.

En outre, l'idée que des produits coûteux à produire rendent un pays non compétitif est remise en question. Les termes de l'échange, c'est-à-dire le rapport entre les prix des produits d'exportations et des importations, sont également importants dans cette évaluation. Ainsi, vendre des produits à des prix élevés tout en achetant des produits d'importation à bas prix peut être avantageux pour un pays.

Malgré ces complexités, le concept de compétitivité reste utile pour comparer les pays entre eux, ce qui peut aider à identifier les obstacles spécifiques qui entravent la performance économique d'un pays. Il met en avant le rôle du commerce international et souligne l'importance de l'analyse comparative pour comprendre les différences entre les nations et les blocages potentiels. En fin de compte, la compétitivité peut aider à cerner des domaines d'amélioration tout en offrant une opportunité de réflexion sur les dynamiques économiques.

### 2. Théories économiques liées à la compétitivité (avantage comparatif, avantage compétitif)

Le cadre théorique de la compétitivité économique englobe une série d'approches conceptuelles et de modèles analytiques visant à comprendre les mécanismes et les déterminants qui influencent la capacité d'une nation, d'une région ou d'une entreprise à prospérer et à maintenir un avantage concurrentiel dans un environnement mondialisé. Ce cadre théorique repose sur plusieurs dimensions clés qui interagissent de manière complexe pour façonner la compétitivité économique.

Elle joue un rôle crucial dans la croissance économique, la création d'emplois et le bien-être général d'une économie. La compétitivité peut être mesurée à différents niveaux : au niveau macroéconomique pour les pays, au niveau microéconomique pour les secteurs d'activité et les entreprises.

Plusieurs théories et approches économiques contribuent à la compréhension de la compétitivité économique. Voici quelques-unes des perspectives les plus influentes :

**Avantage Comparatif de David Ricardo** : Cette théorie classique suggère que les pays devraient se spécialiser dans la production de biens et de services pour lesquels ils ont un avantage comparatif, c'est-à-dire un coût d'opportunité plus bas que les autres pays. Cela favorise les échanges internationaux et renforce la compétitivité en capitalisant sur les forces spécifiques de chaque pays.

**Avantage Concurrentiel de Michael Porter** : Porter a développé le modèle du diamant pour expliquer la compétitivité. Il identifie les facteurs de base (conditions de facteurs, demande, industries connexes et stratégie, structure et concurrence) qui interagissent pour créer un environnement favorable à la compétitivité au niveau des secteurs et des entreprises.

**Théorie de la Productivité** : La productivité est un élément clé de la compétitivité. Les pays et les entreprises qui peuvent produire davantage de biens et de services avec moins de ressources ont un avantage compétitif. L'amélioration de la productivité est souvent associée à l'innovation technologique, à l'efficacité opérationnelle et à l'éducation de la main-d'œuvre.

**Théorie des Clusters** : Cette approche met en avant l'importance des regroupements géographiques d'entreprises et de fournisseurs dans des secteurs spécifiques. Les clusters favorisent l'innovation, la spécialisation, l'échange d'idées et de compétences, renforçant ainsi la compétitivité régionale et sectorielle.

**Facteurs Institutionnels et Macroéconomiques** : Les politiques gouvernementales, la stabilité macroéconomique, le cadre réglementaire, le système éducatif et les infrastructures jouent un rôle crucial dans la compétitivité économique. Des institutions solides et des politiques favorables peuvent améliorer la confiance des investisseurs et encourager l'innovation.

**Innovation et Recherche et Développement (R&D)** : L'investissement dans la R&D et l'innovation est essentiel pour améliorer la compétitivité à long terme. Les pays et les entreprises qui développent de nouvelles technologies, de nouveaux produits et de nouvelles méthodes de production peuvent gagner un avantage concurrentiel significatif.

En somme, la compétitivité économique est un concept multidimensionnel qui intègre des facteurs tels que la productivité, l'efficacité, l'innovation, les avantages comparatifs et les politiques institutionnelles. Un mélange équilibré de ces éléments peut aider les nations et les entreprises à prospérer dans un environnement économique mondial concurrentiel.

### III. Indicateurs de compétitivité

#### 1. Présentation des principaux indicateurs utilisés pour évaluer la compétitivité

La compétitivité d'une économie est un concept multidimensionnel et complexe qui englobe une riche variété de facteurs, allant de l'infrastructure économique aux politiques gouvernementales, en passant par l'innovation et la qualité de vie. Elle détermine la capacité d'une nation à maintenir et à améliorer sa position économique sur la scène mondiale, influençant ainsi sa prospérité et son développement durable.

Pour évaluer et comparer la compétitivité entre les pays, il est essentiel de se référer à deux catégories principales d'indicateurs : les indicateurs mondiaux de compétitivité et les indicateurs opérationnels de compétitivité. En combinant ces deux catégories d'indicateurs, il est possible d'obtenir une compréhension complète et nuancée de la compétitivité d'un pays. Les indicateurs mondiaux fournissent une perspective large et stratégique, offrant un aperçu des facteurs structurels et systémiques qui façonnent la compétitivité. Parallèlement, les indicateurs opérationnels offrent une analyse plus détaillée et ciblée, mettant en lumière les dynamiques économiques quotidiennes et les interactions de marché.

Ensemble, ces indicateurs forment un cadre robuste et intégré pour évaluer la compétitivité. Ils guident les décideurs dans l'élaboration de politiques efficaces, orientées vers la croissance et l'innovation, et aident les entreprises dans la prise de décisions éclairées, alignées avec les opportunités et les défis du marché mondial.

#### 2. Indicateurs Mondiaux de Compétitivité

Les **Indicateurs Mondiaux de Compétitivité (Global Competitiveness Index - GCI)** offrent une vue panoramique de la performance économique d'un pays. Ils intègrent divers aspects tels que l'infrastructure, l'éducation, l'innovation, la gouvernance et la qualité de vie dans une mesure globale. Ces indicateurs, tels que l'Indice de Compétitivité Mondiale (GCI) et l'Indice d'Innovation Mondial, permettent une analyse stratégique de la compétitivité, identifiant les forces et les faiblesses à long terme d'un pays et établissant des benchmarks internationaux.

Dans le cadre de ce rapport, les indicateurs mondiaux de compétitivité qui seront utilisés sont les suivants :

- **Indice de Compétitivité Mondiale (Global Competitiveness Index - GCI) :** le GCI mesure la compétitivité économique en évaluant des facteurs tels que l'infrastructure, la stabilité macroéconomique, la santé, l'éducation, et l'innovation. Il permet de comparer la performance économique entre les pays et d'identifier les domaines nécessitant des améliorations.
- **Indice de Facilité de Faire des Affaires (Ease of Doing Business Index) :** cet indice mesure la réglementation affectant les entreprises, notamment la création d'entreprise, l'obtention de permis, l'accès au crédit, et la protection des investisseurs. Il indique la facilité avec laquelle les entreprises peuvent opérer dans un pays donné.

- **Indice de Développement Humain (Human Development Index - HDI) :** le HDI évalue la qualité de vie en mesurant l'éducation, l'espérance de vie, et le revenu par habitant. Il offre une perspective holistique du bien-être humain et du développement social.
- **Indice de Perception de la Corruption (Corruption Perception Index - CPI) :** le CPI évalue le niveau perçu de corruption dans le secteur public d'un pays. Il influence la confiance des investisseurs et peut avoir un impact significatif sur l'économie.
- **Indice de Liberté Économique (Economic Freedom Index) :** cet indice mesure le degré de liberté économique dans divers aspects tels que le commerce, les affaires, la fiscalité, et la réglementation gouvernementale. Il reflète la flexibilité et l'ouverture du marché.
- **Indice d'Innovation Mondial (Global Innovation Index) :** cet indice mesure la capacité d'innovation d'un pays en se basant sur des facteurs comme les institutions, le capital humain, la recherche, l'infrastructure, et la sophistication du marché. Il indique la capacité d'un pays à générer de nouvelles idées et technologies.
- **Indice de Compétitivité des Talents Mondiaux (Global Talent Competitiveness Index) :** cet indice évalue la capacité d'un pays à attirer, développer et retenir les talents. Il prend en compte des éléments tels que l'éducation, la mobilité professionnelle, et la qualité de vie.

Les indicateurs mondiaux de compétitivité offrent une analyse complète et nuancée de la performance économique d'un pays. Ils permettent une évaluation rigoureuse et systématique, guidant les décideurs, les chercheurs, et les entreprises dans la compréhension des dynamiques économiques à l'échelle mondiale. Leur analyse contribue à la formulation de politiques et de stratégies efficaces, alignées avec les défis et les opportunités du marché international.

### 3. Indicateurs Opérationnels de Compétitivité

Les **indicateurs opérationnels de compétitivité** représentent des mesures spécifiques et tangibles qui reflètent la performance quotidienne de l'économie. Contrairement aux indicateurs mondiaux qui offrent une vue d'ensemble, ces indicateurs se concentrent sur des aspects plus ciblés de l'économie. Ils incluent des mesures telles que les exportations, les importations, les Investissements Directs Étrangers (IDE), et la productivité du travail. Les indicateurs opérationnels de compétitivité reflètent la performance quotidienne de l'économie, permettant une analyse plus détaillée et ciblée des tendances à court terme, des opportunités, et des défis spécifiques.

Dans le cadre de ce rapport, les indicateurs opérationnels de compétitivité qui seront utilisés sont les suivants :

- **Les Exportations et Importations :** les exportations et les importations mesurent la valeur et le volume des biens et services échangés avec d'autres pays. Une augmentation

des exportations peut indiquer une compétitivité accrue sur les marchés internationaux, tandis que les importations peuvent refléter la demande intérieure.

- **La Productivité du Travail** : la productivité du travail mesure la quantité de biens et services produits par heure de travail. Une productivité élevée peut indiquer une utilisation efficace de la main-d'œuvre et une économie plus compétitive.
- **La Balance Commerciale** : c'est la différence entre la valeur des exportations et des importations, peut être un signe de compétitivité. Une balance commerciale positive peut indiquer une économie forte.
- **Les Investissements Directs Etrangers (IDE)** : les IDE représentent les investissements directs dans une économie par des entités étrangères. Un niveau élevé d'IDE peut signaler un climat d'investissement attractif et une confiance dans la stabilité économique.
- **Les (dépenses d'investissement) en infrastructures (en % du PIB)** : la qualité des infrastructures, telles que les routes, les ports, et les réseaux de communication, influence la compétitivité en facilitant le commerce et l'investissement.
- **L'éducation et la Formation** : la qualité et l'accessibilité de l'éducation et de la formation influencent la compétitivité à long terme en développant une main-d'œuvre qualifiée et adaptable.
- **Les Recherches et Développement (R&D)** : les investissements en R&D indiquent la capacité d'innovation. Une forte R&D peut conduire à de nouvelles technologies et améliorer la compétitivité.
- **Le taux de pénétration du marché intérieur** : c'est un ratio qui évalue la part des importations dans l'économie d'un pays.

Les indicateurs opérationnels de compétitivité offrent une analyse précise et ciblée de la performance économique. Ils permettent aux décideurs, aux chercheurs, et aux entreprises de comprendre les dynamiques économiques à court terme et de réagir rapidement aux opportunités et aux défis.

## IV. Analyse de la compétitivité ivoirienne

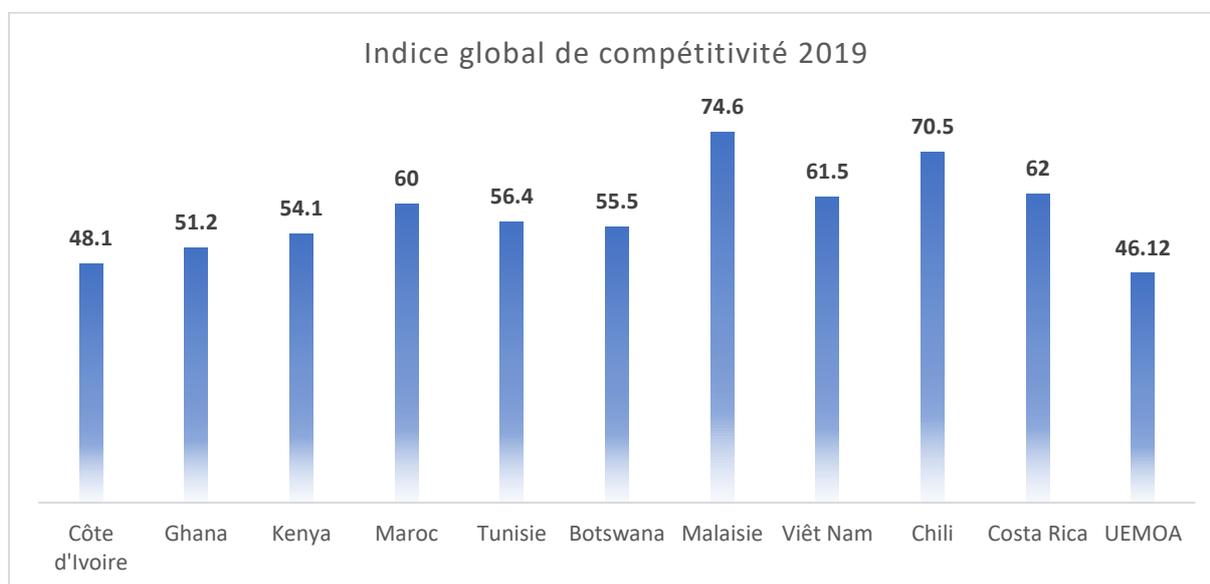
### 1. Le positionnement de la Côte d'Ivoire

#### 1.1. Indice de Compétitivité Mondiale (Global Competitiveness Index - GCI)

La compétitivité est un facteur clé pour le développement économique et la croissance d'un pays. Dans cette analyse comparative, nous examinerons les données sur la compétitivité des pays de notre échantillon, en mettant en évidence la situation de la Côte d'Ivoire.

Le pays a vu son indice de compétitivité passer de 47,6 en 2018 à 48,1 en 2019 selon le Global Competitiveness Index (GCI) en se classant à la 118<sup>e</sup> place mondiale, contre un rang de 114<sup>e</sup> un an plus tôt. La Côte d'Ivoire se situe parmi les pays ayant une compétitivité relativement faible de notre liste. Cette position se justifie par l'ambition du rapport de comparer l'économie ivoirienne à d'autres économies avec des avancées notables, en s'inspirant de leurs modèles économiques. Cependant, il est important de noter que la compétitivité d'un pays est un indicateur complexe qui dépend de nombreux facteurs économiques, politiques et sociaux.

En comparaison, le Ghana, voisin de la Côte d'Ivoire, affiche un indice de compétitivité légèrement supérieur à 51,2 en 2019. Cette situation peut être attribuée à des politiques économiques plus favorables, une meilleure infrastructure et une plus grande stabilité politique dans le pays, tandis que la Côte d'Ivoire revenait d'une longue décennie de crise de 2002 à 2011. Toutefois, le pays reste l'un des plus compétitif de la zone UEMOA qui affiche un score moyen de 46,12, soit 1,98 points de moins que la Côte d'Ivoire.



Source : Organisation internationale du travail

Il est important de noter que la compétitivité d'un pays est un processus évolutif et dépend de nombreux facteurs. Pour améliorer sa compétitivité, le pays gagnerait à poursuivre ses réformes économiques, l'investissement dans les infrastructures, le renforcement de l'éducation et de la formation professionnelle, ainsi que la promotion de l'innovation et de l'esprit d'entreprise. Ces efforts pourraient contribuer à stimuler la compétitivité du pays et à favoriser son développement économique durable en vue d'une rétribution.

## 1.2. Exportations et importations

### 1.2.1 Exportations

L'année 2022 est marquée par une amélioration des parts de marché à l'exportation du continent africain. Entre 2021 et 2022, l'Afrique a augmenté ses exportations de 19% à 661,4 milliards USD représentant que 2,7% des exportations mondiales.

Les 10 principaux exportateurs africains ont ainsi dépassé les trois quarts (75,7 %) de toutes les ventes internationales de marchandises expédiées d'Afrique en 2022.

Principaux pays exportateurs africains (en millions USD)		Montants	Variation
1	Afrique du Sud	123 615	-0,10%
2	Algérie	68 359	76,36%
3	Nigéria	63 339	33,15%
4	Angola	51 269	51,93%
5	Egypte	48 149	18,30%
6	Maroc	42 331	15,73%
7	Libye, Etat de	41 450	25,50%
8	Congo, République démocratique du	29 518	32,16%
9	Ghana	21 350	37,50%
10	Tunisie	18 545	12,86%

Source : Centre du commerce international

Premier pays exportateur de l'UEMOA est 11ème africain, la Cote d'Ivoire a exporté pour 11 218 milliards FCFA en 2022.

Sur la période 2018-2022, les principaux produits exportés sont le cacao fèves et ses transformations, les produits pétroliers et l'or brut. Ces trois produits ont représenté 56,4% du total des exportations en 2022.

**La fève de cacao et ses transformations, avec 3 087 milliards FCFA en 2022, représentent 30,80% du total des exportations. Quant aux exportations de fèves cacao en 2022, elles se chiffrent à 1 995 milliards FCFA contre 1 802 milliards FCFA en 2018, soit une hausse de 10,7%.**

Les produits pétroliers (13,7% du total des exportations de 2022), avec 650 milliards FCFA en 2018 sont passés à 1 373 milliards FCFA en 2022, soit une hausse de 111,1 %. L'or brut (11,9% du total des exportations de 2022), avec 444 milliards FCFA en 2018 est passé à 1 191 milliards FCFA en 2022, soit une hausse de 168,1%.

### Groupes de produits exportés

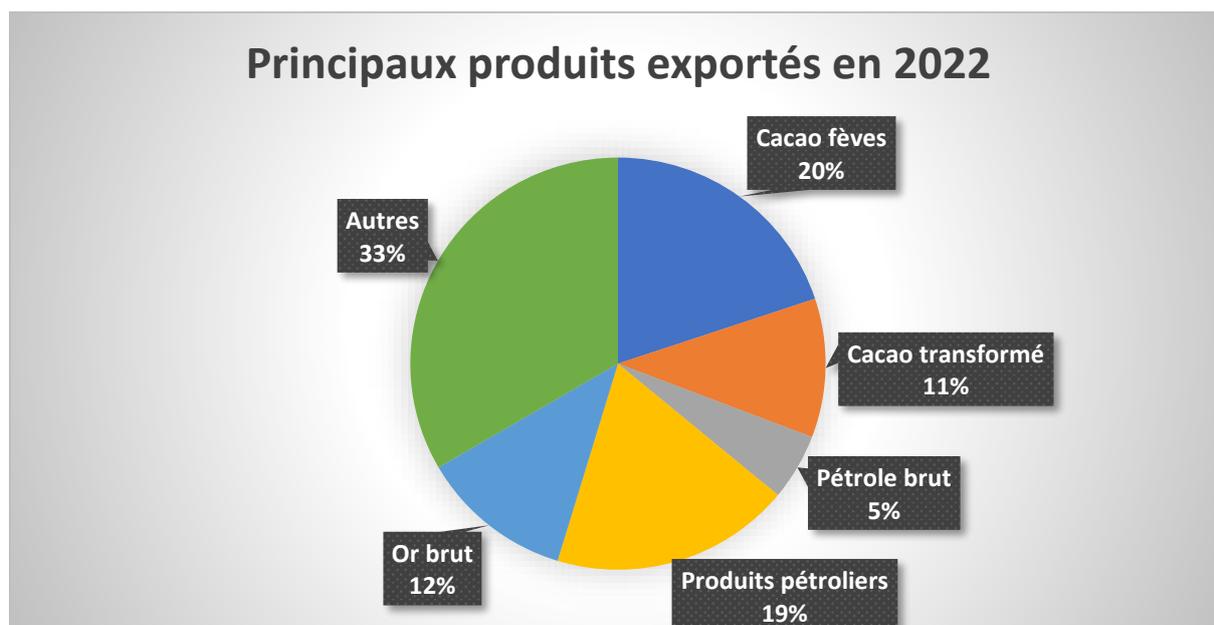
Les exportations ivoiriennes sont dominées par les produits de l'agriculture industrielle et d'exportation (40,8% du total des exportations en 2022). La valeur des exportations de ce groupe de produits est passée de 3 180 milliards FCFA en 2018 à 4 090 milliards FCFA en 2022, soit une hausse de 28,6%. Cette hausse est en grande partie imputable à la fève de cacao qui représente 48,8% des exportations en 2022 de ce groupe.

**Les produits manufacturés, 2ème groupe des produits à l'exportation**, représentent 20,4% de la valeur totale des exportations en 2022. La valeur de ces produits est passée de 1 138 milliards FCFA en 2018 à 2 042 milliards FCFA en 2022, soit une hausse de 79,5%.

**La valeur des exportations des produits de première transformation**, 3ème groupe des produits exportés, est passée de 1 208 milliards de FCFA en 2018 à 1 871 milliards en 2022, soit un bond de 54,9% sur la période. Ce groupe est dominé par le cacao transformé et l'huile de palme cumulant 75,2% des exportations en valeur du groupe en 2022.

**Les produits miniers, 4ème groupe des produits à l'exportation**, connaissent une hausse de 101,0% sur la période 2018-2022. En effet, la valeur des exportations de ce groupe est passée de 903 milliards FCFA en 2018 à 1 815 milliards FCFA en 2022. Ce groupe est tiré vers le haut par l'or qui représente 65,6% de la valeur exportée en 2022.

**Les autres groupes de produits à l'exportation sont les conserves** et les préparations alimentaires et l'agriculture vivrière, l'élevage et la pêche. Ces deux groupes ont représenté 2,0% de la valeur totale des exportations en 2022 contre 1,8% en 2018.



Source : DGD

## Orientation géographique des exportations

**L'Europe demeure le premier débouché de la Côte d'Ivoire**, avec une part dans les exportations en valeur du pays de 27,7% en 2022, après 30,3% en 2021. La zone économique européenne a été suivie par la CEDEAO (22,9%), l'Asie (20,2%), l'Europe hors UE (12,5%) et l'Amérique (8,4%). Relativement à 2021, les parts de l'UE, de l'Asie et de l'Amérique ont respectivement diminué de 2,6, 1,3 et 2,2 points de pourcentage. A l'opposé, les parts de la CEDEAO et des autres pays européens ont gagné respectivement 6,2 et 2,0 points de pourcentage.

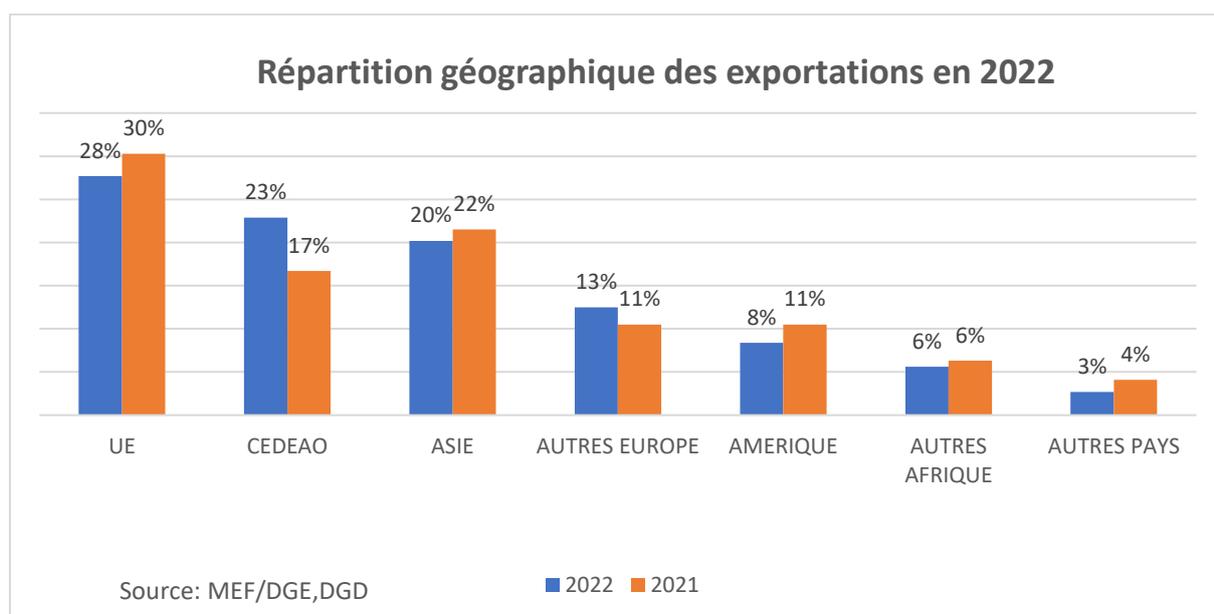
**Dans l'UE**, les principales destinations des exportations ivoiriennes ont été les Pays Bas (8,8%), la France (4,6%), la Belgique (4,1%), l'Allemagne (3,5%) et l'Espagne (2,0%). Les principaux produits exportés ont été le cacao fèves, le cacao transformé et le caoutchouc naturel.

**En Asie**, la Malaisie (4,5%), la Chine (4,3%), l'Inde (4,2%), le Vietnam (3,5%) et le Pakistan (1%) ont été les principaux acquéreurs des produits ivoiriens. Ces exportations concernent majoritairement les fèves de cacao, le caoutchouc, la noix de cajou et le coton masse.

**Dans la zone CEDEAO**, la Côte d'Ivoire a eu pour principaux clients le Mali (9,1%), le Burkina Faso (5,3%), le Ghana (2,4%), le Togo (1,5%) et le Sénégal (1,3%). Leurs achats ont été constitués essentiellement de produits transformés, notamment l'huile de palme, et les produits pétroliers autres que le pétrole brut.

**Sur le reste du continent européen**, la Suisse (8,2%), le Royaume-Uni (2,7%) et la Turquie (1,5%) ont été les principaux acheteurs des produits ivoiriens notamment les fèves de cacao et l'or.

**En Amérique**, les Etats-Unis (5,4%), le Canada (1,3%), le Brésil (0,8%) et le Mexique (0,7%) ont été les principaux destinataires des exportations ivoiriennes, composées majoritairement de fèves de cacao et de cacao transformé.



Le tableau suivant présente les principaux pays qui importent des produits de la Côte d'Ivoire.

Principaux pays clients de la Côte d'Ivoire de 2018 à 2022 en milliards FCFA						
Pays clients	2018	2019	2020	2021	2022	Principaux produits exportés
Mali	316,31	360,74	380,8	485,17	909	Pétrole et dérivés
Pays-Bas	748,86	796,03	715,28	735,99	885,75	Cacao
Suisse	237,53	350,62	462,67	460,95	822,76	Or
États-Unis	599,03	449,66	480,18	688,22	545,3	Cacao
Burkina Faso	340,78	344,83	291,32	334,33	529,5	Pétrole et dérivés
France	353,38	440,68	372,04	425,9	462,24	Cacao
Malaisie	253,84	371,51	375,79	443,62	451,43	Cacao et cacaoutchouc
Chine	98,65	217,51	262,8	308,11	429,31	Caoutchouc et minerais
Ghana	195,9	136,85	135,79	176,5	425,82	Commerce tout genre
Inde	290,9	275,38	148,52	187,73	420,92	Noix de cajou et caoutchouc

Source : DGD / DSEE/Sikafinance Pro

### Les entreprises qui exportent le plus en Côte d'Ivoire

Selon sika finance, voici des exemples d'entreprises qui expédient le cacao de la Côte d'Ivoire à leurs partenaires commerciaux du monde entier.

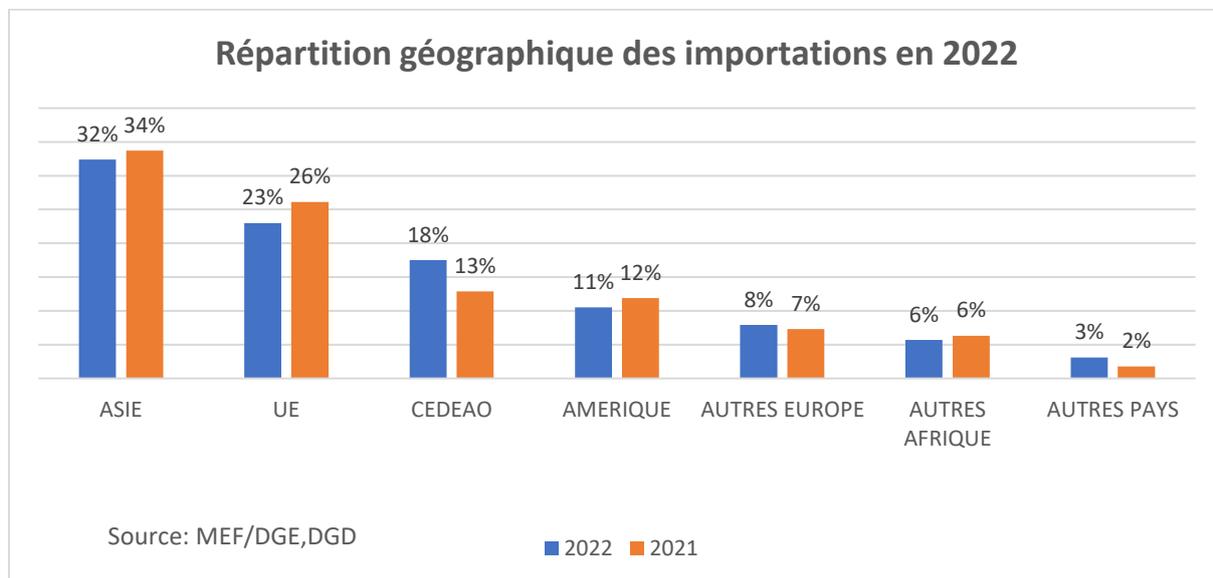
RAISON SOCIALE	CHIFFRE D'AFFAIRES (milliards FCFA)	NATIONALITE
CARGILL WEST AFRICA	432 478	ETATS-UNIS
SOCIETE AFRICAINE DE CACAO	331 694	SUISSE
OLAM COCOA PROCESSING CI	171 704	SINGAPOUR
CARGILL COCOA SARL	169 699	ETATS-UNIS
GROUPEMENT DES EXPORTATEURS ET PROFESSIONNELS DE PRODUITS AGRICOLES	134 140	CÔTE D'IVOIRE
SOCIETE AWAHUS SERVICES (SAS)	112 276	CÔTE D'IVOIRE
CEMOI-CI	99 364	FRANCE
BARRY CALLEBAUT NEGOCE	96 965	SUISSE
KINEDEN COMMODITIES SA	76 998	CÔTE D'IVOIRE
TAN IVOIRE TAN IVOIRE	75 205	CÔTE D'IVOIRE

Source : Sikafinance Pro

## 1.2.2 Importations

### Les Principaux produits importés et répartition par groupe de produits

En termes d'importations, l'Asie, avec 32,4% des achats en valeur, est restée le principal fournisseur de la Côte d'Ivoire. Elle a été suivie par l'UE (23,0%) ainsi que la CEDEAO (17,5%) dont la part a augmenté de 4,7 points de pourcentage par rapport à 2021.



Les principaux produits importés sont le pétrole brut, les machines mécaniques et le riz. En 2022, avec 2 758 milliards FCFA, ces produits représentent 24,6% de la valeur des importations totales. Le niveau des importations de pétrole brut est passé de 860 milliards FCFA en 2018 à 1 500 milliards FCFA en 2022, soit une hausse de 74,5%. Les achats de machines mécaniques sont passés de 460 milliards FCFA en 2018 à 752 milliards FCFA en 2022 (+63,4%). Les importations de riz en 2022 se chiffrent à 505 milliards FCFA contre 385 milliards FCFA en 2018 (+31,1%).

**En Asie**, la Chine (14,9%), l'Inde (5,4%), le Vietnam (2,6%), la Corée du Sud (1,9%) et le Japon (1,5%) ont été les principaux fournisseurs de la Côte d'Ivoire. Les importations en provenance d'Asie ont été en grande partie constituées de riz, de « fer, fonte, acier et ouvrages en métaux », de machines mécaniques et de matériels de transport routier sauf véhicules de tourisme.

**Au niveau de l'UE**, la Côte d'Ivoire a importé des produits essentiellement de la France (6,9%), la Belgique (4,7%), l'Allemagne (2,1%), les Pays-Bas (2,1%) et l'Italie (2,0%). L'UE a approvisionné la Côte d'Ivoire en machines mécaniques et en « produits pétroliers autres que le pétrole brut ».

**Dans la zone CEDEAO**, le Nigéria (12,5%) est resté le premier fournisseur devant le Togo (2,7%) et le Ghana (1,0%). Les importations en provenance du Nigéria ont concerné principalement le pétrole brut.

## Pays à l'origine des plus grands déficits commerciaux de la Côte d'Ivoire

La Côte d'Ivoire a enregistré pour la 3<sup>ème</sup> fois de son histoire un déficit commercial de 1 010,49 milliards FCFA (soit 1,64 milliards de dollars US) en 2022.

Ce déficit fait suite à celui subi par le pays, d'abord en 1978, puis en 2013 avec des balances commerciales respectives de -4 millions de dollars et -434 millions de dollars, selon les données de la Banque mondiale. Il s'agit en outre du plus important déficit commercial que connaît la Côte d'Ivoire depuis 1960.

Parmi les partenaires commerciaux de la Côte d'Ivoire qui causent les balances commerciales les plus négatives en 2022, on enregistre le Nigéria, la Chine et le Bahamas. Ces déficits indiquent clairement les désavantages concurrentiels de la Côte d'Ivoire avec les pays ci-dessus, mais représentent également des opportunités clés pour la Côte d'Ivoire de développer des stratégies spécifiques à chaque pays pour renforcer sa position globale dans le commerce international.

<b>Pays Fournisseurs</b>	<b>Balance commerciale (en million USD)</b>	<b>Principaux produits importés</b>
Nigeria	-1 355	Pétrole
Chine	-1 182	Appareils et engins mécaniques (bulldozers, niveleuses...)
Bahamas	-367	Navigation maritime ou fluviale
Togo	-290	Huiles de pétrole ou de minéraux bitumineux
France	-290	Froment [blé] et méteil
Vietnam	-287	Céréales (riz)
Turquie	-285	Ciments hydrauliques, les ciments non-pulvérisés dits 'clinkers'
Pays-Bas	-227	Huiles de pétrole ou de minéraux bitumineux
Corée du Sud	-202	Voitures automobiles, tracteurs
Norvège	-196	Paquebots, bateaux de croisières, transbordeurs, cargos

Source : Centre du commerce international

## Pays sur lesquels la Côte d'Ivoire possède les plus importants excédents commerciaux

Selon la définition de l'importateur net d'Investopedia, un pays dont la valeur totale de tous les biens importés est inférieure à la valeur de toutes les exportations est dit avoir une balance commerciale positive ou excédentaire.

En 2022, la Côte d'Ivoire a enregistré les excédents commerciaux les plus élevés avec les pays suivants.

Pays Clients	Valeur (million FCFA)	Quantité (Tonnes)	Solde (FCFA)	Produits
Mali	909 003	1 387 981	904 527	Pétrole et dérivés
Suisse	822 755	5 354	794 760	Cacao
Pays-Bas	885 746	685 950	659 125	Or
Burkina Faso	529 495	768 976	522 654	Cacao
Malaisie	451 432	579 810	369 980	Pétrole et dérivés
Ghana	425 817	440 906	317 318	Cacao
Afrique du Sud	276 143	90 121	178 572	Cacao et cacaoutchouc
Royaume-Uni	276 038	419 987	151 874	Caoutchouc et minerais
Allemagne	354 804	257 220	122 175	Commerce tout genre
Australie	128 373	3 547	97 059	Noix de cajou et caoutchou

Source : DGD

Parmi les partenaires commerciaux ivoiriens qui génèrent les balances commerciales les plus positives, les excédents avec le Mali (904 milliards FCFA), la Suisse (795 milliards FCFA) et les Pays-Bas (659 milliards FCFA) sont les plus importants. Ces flux de trésorerie positifs indiquent clairement les avantages compétitifs de la Côte d'Ivoire par rapport aux pays ci-dessus, mais représentent également des opportunités clés pour la Côte d'Ivoire de développer des stratégies spécifiques à chaque pays afin d'optimiser sa position globale dans le commerce international.

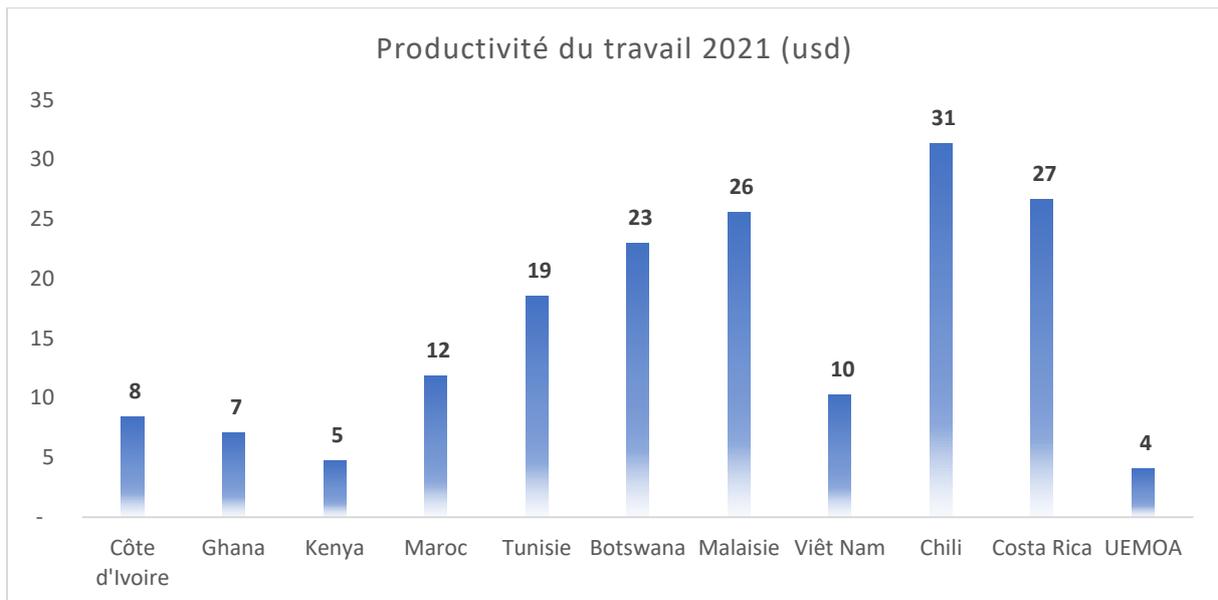
### 1.3. Productivité du travail

La productivité du travail est un indicateur clé pour évaluer l'efficacité et la performance économique d'un pays. La Côte d'Ivoire, avec une productivité du travail de 8 usd/h (PIB /nombre d'heure de travail), se positionne dans la moyenne parmi les pays étudiés. Cependant, il est important de noter que de nombreux pays ont réussi à obtenir une productivité du travail plus élevée, ce qui souligne l'importance d'investir dans des mesures visant à améliorer l'efficacité de la main-d'œuvre et à stimuler la croissance économique.

Parmi les pays qui affichent une productivité du travail plus élevée que la Côte d'Ivoire, nous pouvons citer le Maroc, la Tunisie, le Botswana, la Malaisie, le Viêt Nam, le Chili et le Costa Rica. Ces pays ont mis en place des politiques et des stratégies efficaces pour stimuler la

productivité de leur main-d'œuvre. Ils ont réussi à développer des secteurs économiques compétitifs, attirer des investissements étrangers et améliorer l'efficacité de leur main-d'œuvre.

Le Maroc, par exemple, a mis en œuvre des politiques favorables à l'investissement et a développé des secteurs économiques performants tels que l'industrie automobile et l'agroalimentaire. La Tunisie a également réussi à développer des secteurs économiques compétitifs et à améliorer l'efficacité de sa main-d'œuvre grâce à des politiques de développement réussies. Le Botswana, la Malaisie, le Viêt Nam, le Chili et le Costa Rica ont tous réalisé des progrès significatifs dans la promotion de la productivité du travail grâce à des politiques ciblées et à des investissements dans l'éducation et la formation.



Source : Banque mondiale

Entre temps, la Côte d'Ivoire a réalisé des progrès notables ces dernières années en matière de développement économique et de stabilité politique. Elle a réussi à attirer des investissements étrangers et à développer des secteurs économiques clés tels que l'agriculture, l'industrie et les services.

#### 1.4. Innovation

La nouvelle vision de l'économie mondiale et la concurrence de nouveaux marchés émergents déplacent l'attention de la production vers des produits plus sophistiqués à fort contenu technologique. Elle fait de la capacité d'innovation l'élément fondamental de la concurrence. Dans cette nouvelle ère, les systèmes économiques sont soumis à une pression croissante, qui trouve son originalité dans la complexité des réseaux transfrontaliers de flux de connaissances, d'idées et de technologies.

L'Indice mondial de l'innovation 2022 retrace ainsi les tendances mondiales en matière d'innovation dans un contexte de pandémie continue, de ralentissement de la croissance et d'autres défis en constante évolution.

Les investissements dans l'innovation ont prospéré au plus fort de la pandémie de COVID-19 et ont connu un véritable essor en 2021.

- Le nombre d'articles scientifiques publiés dans le monde a dépassé la barre des deux millions pour la première fois en 2021.

- En 2020, les investissements dans la R-D mondiale ont augmenté à un taux de 3,3%, ce qui ne constitue pas une baisse, mais un ralentissement par rapport au taux de croissance de la R-D historiquement élevé de 6,1% enregistré en 2019.

- Les subventions publiques des économies qui dépensent le plus en R-D ont enregistré une forte croissance en 2020, les gouvernements cherchant vigoureusement à atténuer les effets économiques de la crise sur l'avenir de l'innovation.

- Les entreprises qui dépensent le plus en R-D ont quant à elles augmenté leurs dépenses de R-D de plus de 11% en 2020, et de près de 10% pour atteindre plus de 900 milliards USD en 2021, soit plus qu'en 2019 avant la pandémie.

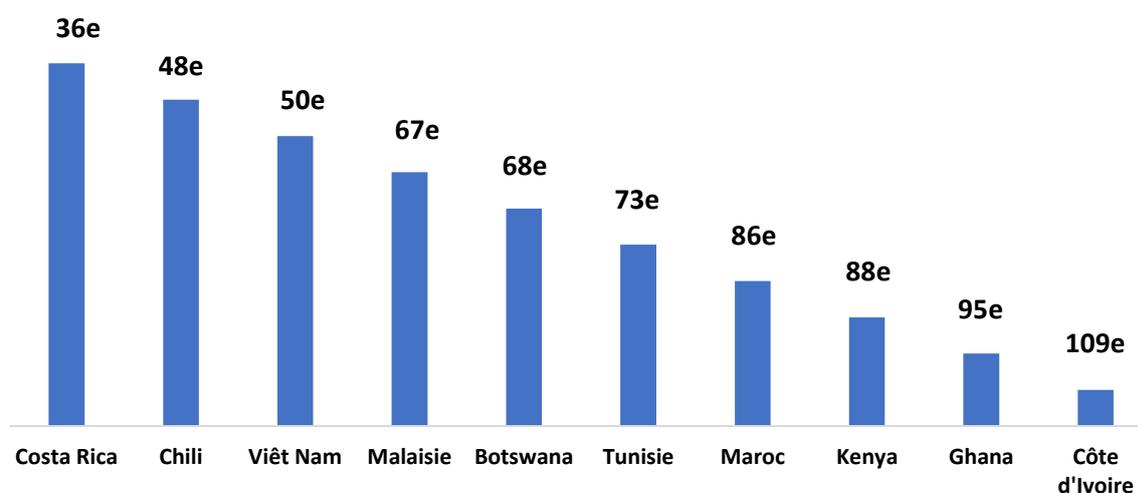
- L'activité de dépôt de demandes de propriété intellectuelle a augmenté pendant la pandémie mondiale, en 2020 et en 2021 également. Les dépôts de demandes d'enregistrement international de marques, un bon indicateur de l'esprit d'entreprise, ont enregistré une croissance particulièrement forte en 2021, avec une hausse de 15%.

Pour la douzième année consécutive, la Suisse se classe au premier rang de l'Indice mondial de l'innovation. Les États-Unis d'Amérique devançant la Suède pour passer à la deuxième position et se maintiennent en tête du classement mondial pour 15 des 81 indicateurs de l'Indice mondial de l'innovation 2022.

**En Afrique subsaharienne**, seule l'île Maurice (45<sup>e</sup>) et l'Afrique du Sud (61<sup>e</sup>) se classent dans le top 80 mondial. Cinq autres économies de la région se classent parmi les 100 premières cette année : le Botswana (86<sup>e</sup>), le Kenya (88<sup>e</sup>), le Ghana (95<sup>e</sup>), la Namibie (96<sup>e</sup>) et le Sénégal (99<sup>e</sup>).

L'île Maurice est la mieux classée de la région en ce qui concerne les institutions (22e), les infrastructures (70e), le perfectionnement du marché (16e) et les produits liés à la créativité (31e). Elle se place en tête du classement mondial pour ce qui concerne les opérations de capital-risque (1re) et réalise de très bons résultats en ce qui concerne les marques (15e), les importations de services informatiques (20e) et la création d'entreprises (20e). Le Botswana domine en termes de capital humain et de recherche (51e) et obtient de bons résultats au regard d'indicateurs tels que les dépenses consacrées à l'éducation (2e), la création d'entreprises (4e), l'accès au microcrédit (15e) et la rémunération de la propriété intellectuelle (22e). La Namibie se place en tête du classement au niveau mondial pour ce qui concerne les dépenses consacrées à l'éducation (1re) et réalise des résultats nettement supérieurs à la moyenne régionale en ce qui concerne le capital humain et la recherche. L'Afrique du Sud domine le classement régional pour ce qui est du perfectionnement des entreprises (63e) et des résultats en matière de connaissances et de technologie (56e).

## Classement Indice mondial de l'innovation 2022 (133 pays)



Source : Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI)

La Côte d'Ivoire quant à elle, première économie de la zone UEMOA a gagné 5 places au classement général des économies les plus innovantes de la planète en passant du 114<sup>ème</sup> rang en 2021 à la 109<sup>ème</sup> place en 2022.

Ce rang place le pays à la 15<sup>ème</sup> position sur les 31 pays en Afrique subsaharienne présents dans le rapport.

Cette faible performance s'explique par le fait que les résultats obtenus par le pays en matière d'innovation ont été mitigés par rapport au niveau d'investissement en innovation. De fait, alors que la Côte d'Ivoire s'est classée 108<sup>ème</sup> au niveau du produit de créativité, elle ne se retrouve qu'au 122<sup>ème</sup> rang en ce qui concerne le capital humain et recherche.

Dans le détail, la Côte d'Ivoire n'a obtenu des résultats supérieurs à la moyenne régionale que dans 3 composantes sur les 7 que comportent l'indice, à savoir, la qualité des institutions, la qualité des infrastructures et le Perfectionnement des entreprises.

En d'autres termes, dans le groupe des pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure, 14 pays ont enregistré des résultats inférieurs aux attentes eu égard à leur niveau de développement, y compris, la Côte d'Ivoire (109<sup>e</sup>).

### 1.5. Infrastructures

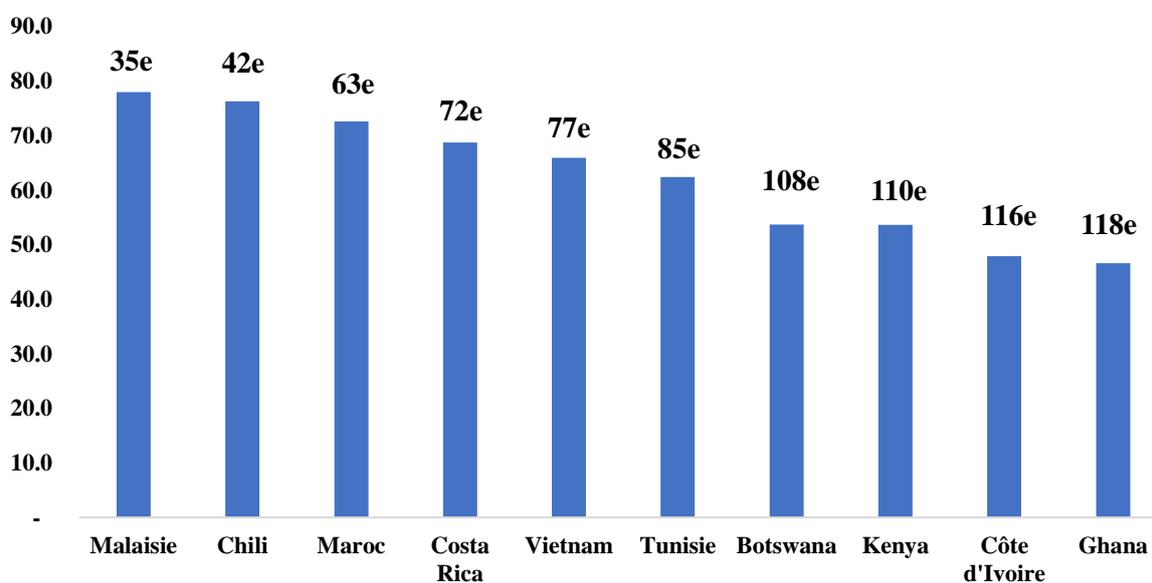
L'importance des infrastructures dans la promotion et le maintien de la compétitivité d'un pays ne saurait être sous-estimée. Constituant le socle sur lequel repose l'ensemble des activités économiques, sociales et politiques, l'infrastructure joue un rôle déterminant dans la facilitation et l'accélération des échanges commerciaux, l'attraction des investissements étrangers et le développement de l'innovation. En permettant une distribution efficiente des biens et des

services, elle diminue les coûts opérationnels, amplifie la productivité et par conséquent, améliore la compétitivité globale de l'économie.

Dans une ère où la globalisation et la connectivité numérique ont aboli les frontières traditionnelles, une infrastructure solide et fiable n'est pas simplement un avantage concurrentiel mais une nécessité impérieuse. Elle est intrinsèquement liée à la qualité de vie des citoyens, l'efficacité des services publics et la robustesse des institutions étatiques.

Sur le panel choisi, la Côte d'Ivoire se retrouve à l'avant-dernière position en matière d'infrastructures (116<sup>e</sup> rang sur le Global Competitiveness Index (GCI 2019)), devant le Ghana (118<sup>e</sup> rang sur le GCI 2019). Selon le GCI 2019, le score de la Côte d'Ivoire s'est dégradé en termes d'infrastructure, se positionnant ainsi à la 116<sup>e</sup> place. Cela est principalement lié à la baisse du score des infrastructures utilitaires (eau et électricité) qui ont fini à la 117<sup>e</sup> place. En termes d'infrastructure de transport, la Côte d'Ivoire arrive à 112<sup>e</sup> position grâce à la qualité des routes (94<sup>e</sup> rang) et à l'efficacité des services de transports aériens (73<sup>e</sup> rang).

### Classement de l'infrastructure des pays selon le GCI



Depuis 2018, la Côte d'Ivoire consacre en moyenne 17,1% de son budget au développement de ses infrastructures économiques, et 6,8% pour les infrastructures sanitaires afin de se conformer aux standards internationaux. Pour preuve, le pays a investi massivement ces dernières années dans l'amélioration de ses infrastructures routières avec notamment la construction de ponts, d'autoroutes, etc.

#### 1.6. Environnement des affaires

La Côte d'Ivoire est en train de se positionner comme l'une des économies émergentes les plus dynamiques du continent. Avec un score de 60,7 dans l'indicateur "Doing Business" de 2020, la Côte d'Ivoire offre un environnement relativement favorable pour faire des affaires. Ce score, qui reste meilleur que ceux du Ghana (60) et l'ensemble de l'UEMOA (54,88), demeure

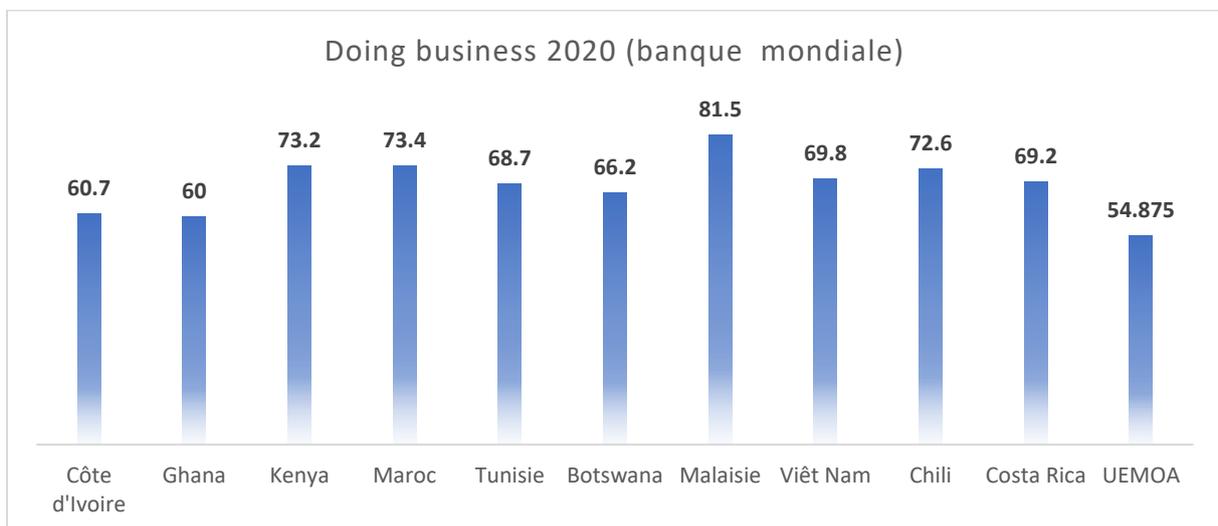
largement faible par rapport aux pays tels que la Malaisie (85,1), le Maroc (73,4) et le Kenya (73,2).

Bien que le pays ne soit pas en tête de liste parmi les pays mentionnés, il présente des opportunités d'investissement et de développement économique intéressantes. Le pays a mis en place ces dernières années des réformes visant à améliorer le climat des affaires et à attirer les investisseurs.

L'une des forces de la Côte d'Ivoire réside dans son secteur agricole prospère. Le pays est l'un des principaux producteurs mondiaux de cacao et de café, ce qui offre des opportunités d'investissement dans l'agro-industrie. De plus, le Gouvernement ivoirien a mis en place des mesures incitatives pour encourager les investissements étrangers dans d'autres secteurs clés tels que l'énergie, les infrastructures, les télécommunications et le tourisme. Le pays a également fait des progrès significatifs dans la simplification des procédures administratives et la réduction des délais pour créer une entreprise. Les réformes ont permis d'accélérer le processus de création d'entreprise et de faciliter l'accès aux permis de construire. A cela, il faut ajouter des efforts déployés pour améliorer la protection des investisseurs et renforcer l'état de droit.

La Côte d'Ivoire bénéficie également d'une main-d'œuvre jeune et dynamique, ce qui en fait un marché attractif pour les entreprises cherchant à s'implanter dans la région. Le pays dispose d'une population en croissance et d'une classe moyenne émergente, offrant ainsi un potentiel de consommation important.

Malgré les progrès réalisés, il reste des défis à relever. La corruption, par exemple, reste un problème préoccupant en Côte d'Ivoire. Le gouvernement a toutefois pris des mesures pour lutter contre ce fléau et renforcer la transparence des transactions commerciales.



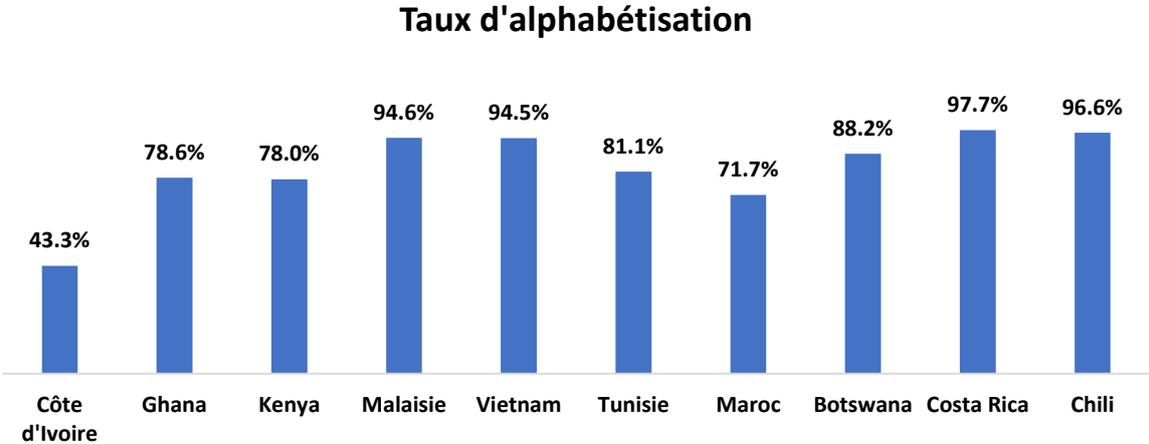
Source : Banque mondiale

La Côte d'Ivoire offre un environnement propice à l'investissement et présente des opportunités intéressantes pour les entrepreneurs et les investisseurs. Si la Côte d'Ivoire ne présente pas la meilleure note en termes de facilité des affaires, elle a réalisé des réformes significatives pour améliorer le climat des affaires et attirer les investissements. Il est recommandé aux

investisseurs intéressés par la Côte d'Ivoire de prendre en compte les opportunités et les défis spécifiques du pays, ainsi que de rechercher des conseils d'experts pour maximiser leurs chances de réussite.

### 1.7. Éducation, formation et compétences de la main-d'œuvre

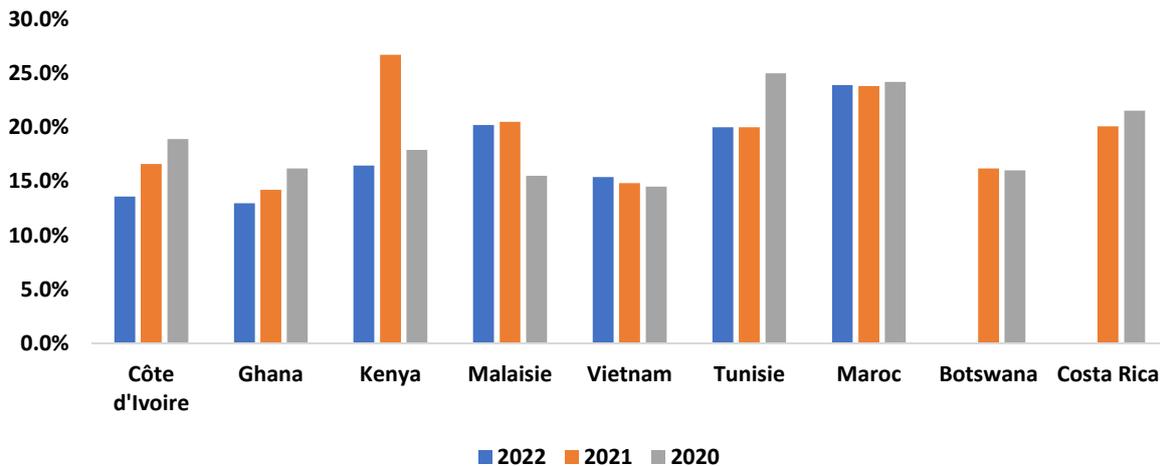
L'éducation et la formation de la main-d'œuvre sont des composantes cruciales de la croissance économique et du développement humain. Selon les recommandations de l'UNESCO, les pays devraient consacrer 4 à 6% de leur PIB à l'éducation et/ou 15 à 20% de leurs dépenses publiques. Ces dernières années, la Côte d'Ivoire a investi dans le secteur de l'éducation, notamment en augmentant le nombre d'écoles et en lançant divers programmes de formation. Cependant, le taux d'alphabétisation reste relativement faible comparé à des pays comme le Ghana ou le Kenya.



Source : UNESCO

Bien que l'éducation soit un pilier majeur pour la Côte d'Ivoire, on remarque que le pourcentage du budget alloué à ce secteur s'est considérablement réduit entre 2020 et 2022. En effet, la part de l'éducation dans le budget se situait à 18,8% et 16,60% en 2020 et 2021 respectivement, s'inscrivant dans la marge recommandée par l'UNESCO (15% à 20% du budget). Mais en 2022, cette part a chuté à 13,8% du budget.

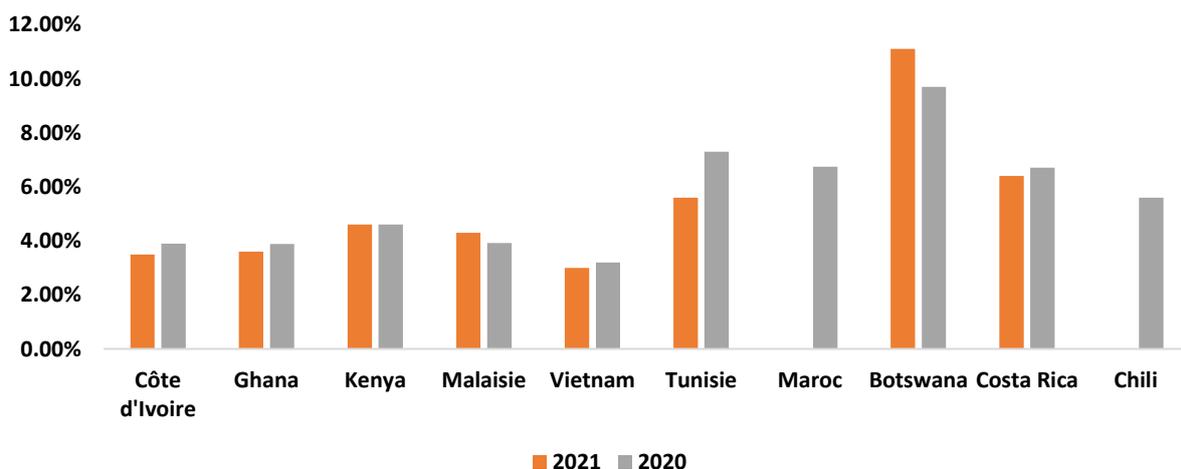
## Part de l'éducation dans le budget national



Source : Loi des finances

Ces niveaux restent tout de même élevés comparativement à ceux du Ghana (16,20% en 2020, 14,2% en 2021, et 12,97% en 2022), du Botswana (16% en 2020 et 16,20% en 2021) et du Vietnam (14,50% en 2020 et 14,82% en 2021). Cependant, la réduction de la part de l'éducation dans le budget de ces pays peut être compréhensible, compte tenu de leur taux d'alphabétisation élevé. En effet, la Côte d'Ivoire présente le plus faible taux d'alphabétisation du panel. Des efforts restent donc à faire afin de maintenir la part du budget allouée à l'éducation dans la marge recommandée (15 à 20%) et porter les dépenses totales liées à l'éducation à plus de 4% du PIB. Ces dernières se situaient à 3,9% en 2020 et 3,5% en 2021, parmi les plus faibles du panel.

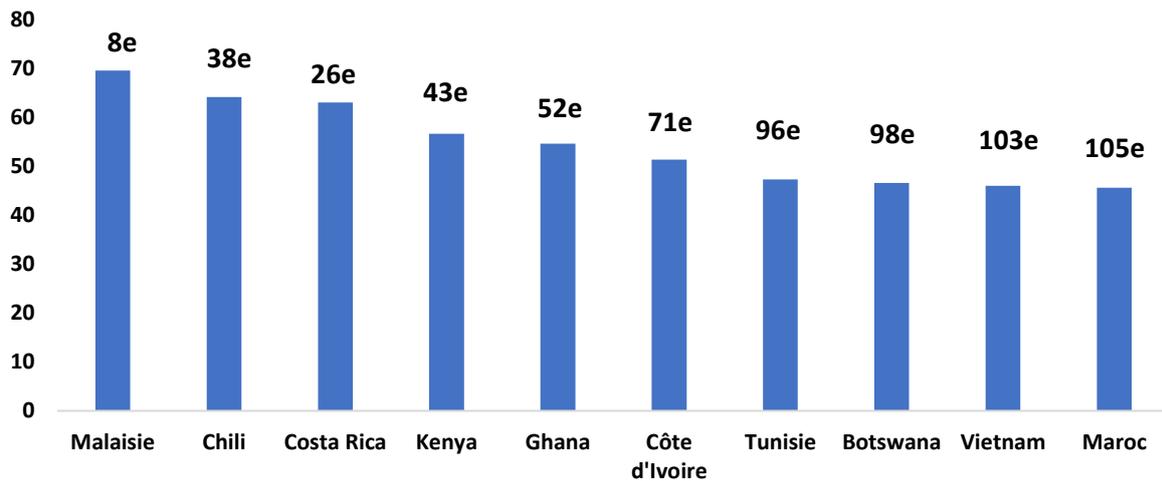
## Dépenses d'éducation en pourcentage du PIB



Source : Loi des finances

En ce qui concerne la compétence de la main d'œuvre, la Côte d'Ivoire mise sur le développement des compétences techniques et professionnelles. Les compétences techniques sont de plus en plus valorisées dans un environnement économique où la spécialisation et la rapidité d'exécution sont nécessaires. Dans le contexte ivoirien, les secteurs tels que l'agriculture, le bâtiment, le tourisme et la technologie demandent des compétences spécifiques. La Côte d'Ivoire a donc entrepris d'importantes initiatives visant à favoriser l'acquisition de compétences clés, par la mise en place d'institutions spécialisées.

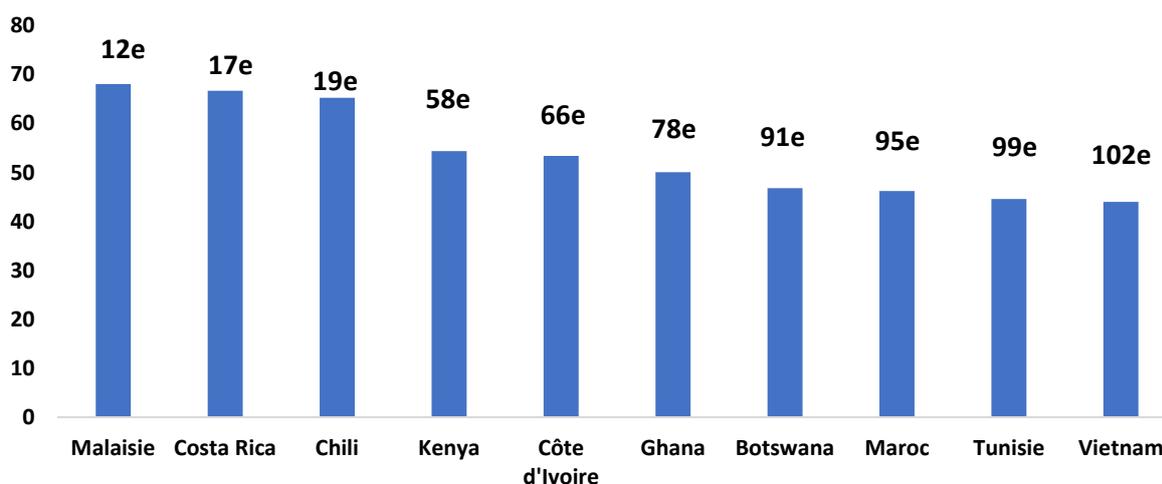
**Classement des compétences de la main-d'oeuvre selon GCI 2019**



Source : Banque mondiale

Pour preuve, la Côte d'Ivoire s'est classée 71<sup>e</sup> dans le GCI 2019 en termes de compétences de la main d'œuvre actuelle, en 6<sup>ème</sup> position du panel. Au niveau de la qualité de l'enseignement technique et professionnel, la Côte d'Ivoire occupe la 66<sup>ème</sup> place du classement. Cela montre que les mesures incitatives du pays pour l'amélioration de la formation technique sont efficaces. De même, en termes de compétences des diplômés, le score de la Côte d'Ivoire s'est amélioré, plaçant le pays en 90<sup>e</sup> position. En conclusion, le pays dispose d'une main-d'œuvre de qualité comparativement à la Tunisie, le Botswana, le Viet Nam et le Maroc.

### Classement de la qualité de l'enseignement technique selon GCI 2019



Source : Banque mondiale

Bien que la qualité de la formation technique et professionnelle de la Côte d'Ivoire soit relativement bien classée, il convient de noter qu'elle reste un sujet de préoccupation. Le manque d'infrastructures, de matériels didactiques modernes et de formateurs hautement qualifiés sont des obstacles majeurs à l'atteinte d'une économie concurrentielle et développée, surtout si l'on y ajoute une déconnexion entre les compétences enseignées et les besoins réels du marché.

#### 1.8. Investissements directs étrangers (IDE)

La Côte d'Ivoire, est devenue une destination de choix pour les investissements étrangers au cours des dernières années. Grâce à sa stabilité politique, à ses réformes économiques et à son potentiel de croissance, le pays a réussi à attirer l'attention des investisseurs du monde entier. Le pays doit son attrait à sa stabilité politique et économique, son potentiel de croissance, des réformes économiques et un cadre légal favorable, des infrastructures développées ainsi qu'une main d'œuvre qualifiée.

Dès lors, voici des facteurs qui continuent de participer à embellir l'image ivoirienne à l'international :

##### a. La stabilité politique

La Côte d'Ivoire a réussi à instaurer une stabilité politique après une période de troubles (1999-2011). Cette stabilité politique est essentielle pour rassurer les investisseurs et leur donner confiance dans l'environnement des affaires du pays. De plus, le pays a mis en œuvre des politiques économiques solides et des réformes visant à promouvoir la croissance économique et à attirer les investissements étrangers. Ces mesures ont contribué à créer un climat des affaires favorable et prévisible.

#### b. Potentiel de croissance économique

La Côte d'Ivoire possède un énorme potentiel de croissance économique. Le pays est le premier producteur mondial de cacao et de noix de cajou, un important exportateur de café et possède d'importantes réserves de pétrole et de gaz. De plus, le secteur des services, y compris les télécommunications et la finance, connaissent une croissance rapide. Ces facteurs combinés offrent des opportunités d'investissement attrayantes dans divers secteurs de l'économie ivoirienne.

#### c. Réformes économiques et cadre légal favorable

La Côte d'Ivoire a entrepris des réformes économiques pour améliorer son climat des affaires et faciliter les investissements étrangers. Des mesures ont été prises pour simplifier les procédures administratives, réduire la bureaucratie et renforcer la protection des droits de propriété. De plus, le pays a mis en place des incitations fiscales et des mécanismes d'encouragement pour attirer les investissements étrangers. Ces réformes ont créé un cadre légal favorable et transparent pour les investisseurs.

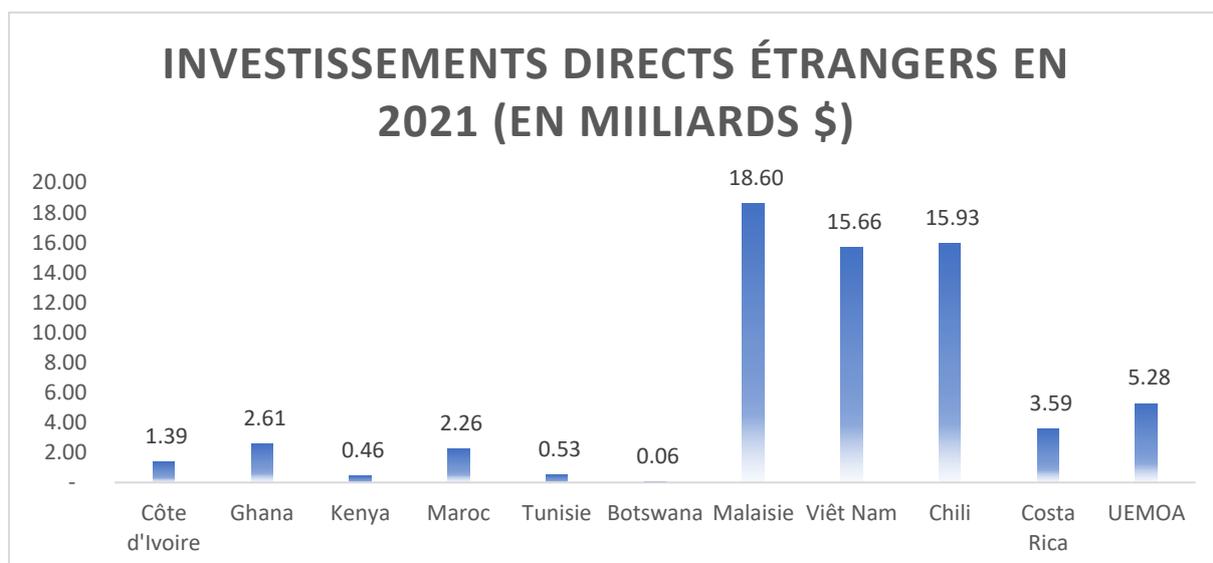
#### d. Infrastructures développées

La Côte d'Ivoire dispose d'infrastructures modernes, notamment des ports maritimes, des aéroports internationaux et un réseau de transport bien développé. Ces infrastructures de qualité facilitent les échanges commerciaux, les importations et les exportations, ce qui en fait un avantage majeur pour les investisseurs étrangers. De plus, le pays a lancé des projets d'infrastructures ambitieux, tels que des parcs industriels et des zones économiques spéciales, pour stimuler davantage les investissements.

#### e. Main-d'œuvre qualifiée

La Côte d'Ivoire dispose d'une main-d'œuvre jeune, dynamique et de plus en plus qualifiée. Le pays investit dans l'éducation et la formation professionnelle pour développer les compétences nécessaires au marché du travail. Les investisseurs étrangers peuvent bénéficier de cette main-d'œuvre qualifiée et productive, ce qui contribue à renforcer leur compétitivité et leur productivité.

En 2021, la Côte d'Ivoire a attiré 1,39 milliard de dollars US d'investissements directs étrangers. Des chiffres qui demeurent faibles par rapport à son voisin direct le Ghana qui en affichait 2,61 milliards dollars US. Bien que le pays soit plus rassurant aux yeux des investisseurs comparativement au Kenya, à la Tunisie, au Botswana et à la moyenne des pays de l'UEMOA (0,74 milliards dollars US), il est à noter que le niveau d'IDE de la Côte d'Ivoire est en deçà de celui du Sénégal qui ressort à plus de 2,23 milliards dollars US sur la même période. Ce désavantage s'explique essentiellement par la stabilité politique dont jouit le Sénégal, ce qui en fait une destination de choix, ainsi que le dynamisme de sa diaspora.



Source : Banque mondiale

La Côte d'Ivoire a démontré sa capacité à attirer les investissements étrangers grâce à sa stabilité politique et économique, à son potentiel de croissance, à ses réformes économiques, à son cadre légal favorable, à ses infrastructures développées et à sa main-d'œuvre qualifiée. Le pays continue d'œuvrer pour améliorer son environnement des affaires et créer un climat propice aux investissements étrangers. Avec ses atouts et son engagement envers le développement économique, la Côte d'Ivoire se positionne comme une destination prometteuse et attractive pour les investisseurs internationaux.

### 1.9. Indice de développement humain (IDH)

L'Indice de Développement Humain (IDH) est un indicateur qui mesure le niveau de développement humain d'un pays en prenant en compte des facteurs tels que l'espérance de vie, le niveau d'éducation et le revenu par habitant. Selon les dernières données de l'Indice de Développement Humain (IDH) (2022), la Côte d'Ivoire a un Indice de Développement Humain (IDH) de 0,55. Cela place le pays dans la catégorie de développement humain moyen. Bien que la Côte d'Ivoire ait encore des défis à relever, il est important de noter que l'Indice de Développement Humain (IDH) du pays a augmenté au fil des ans, témoignant des progrès réalisés dans plusieurs domaines clés.

Avec un IDH de 0,55 en 2022, l'IDH de la Côte d'Ivoire ressort en croissance de 1,38% par rapport à cinq ans en arrière, qui place le pays à la 159<sup>e</sup> (+8) place mondiale sur les 191 participants. Si l'IDH de la Côte d'Ivoire est important que celui de l'ensemble des pays de l'UEMOA, il faut noter que ce niveau demeure faible en comparaison à notre échantillon. Le classement mondial est quant à lui dominé par la Suisse, la Norvège et l'Islande. Seuls 4 pays africains apparaissent dans le top 4 mondial. Il s'agit de l'île Maurice (63<sup>e</sup> à 0,802), des Seychelles (72<sup>e</sup> à 0,785), de l'Égypte (97<sup>e</sup> à 0,731) et de la Tunisie (97<sup>e</sup> à 0,731).

L'espérance de vie est l'un des composants de l'Indice de Développement Humain (IDH) et reflète la santé et la qualité de vie d'une population. En Côte d'Ivoire, l'espérance de vie est en augmentation, mais elle reste inférieure à la moyenne mondiale. Selon les données les plus

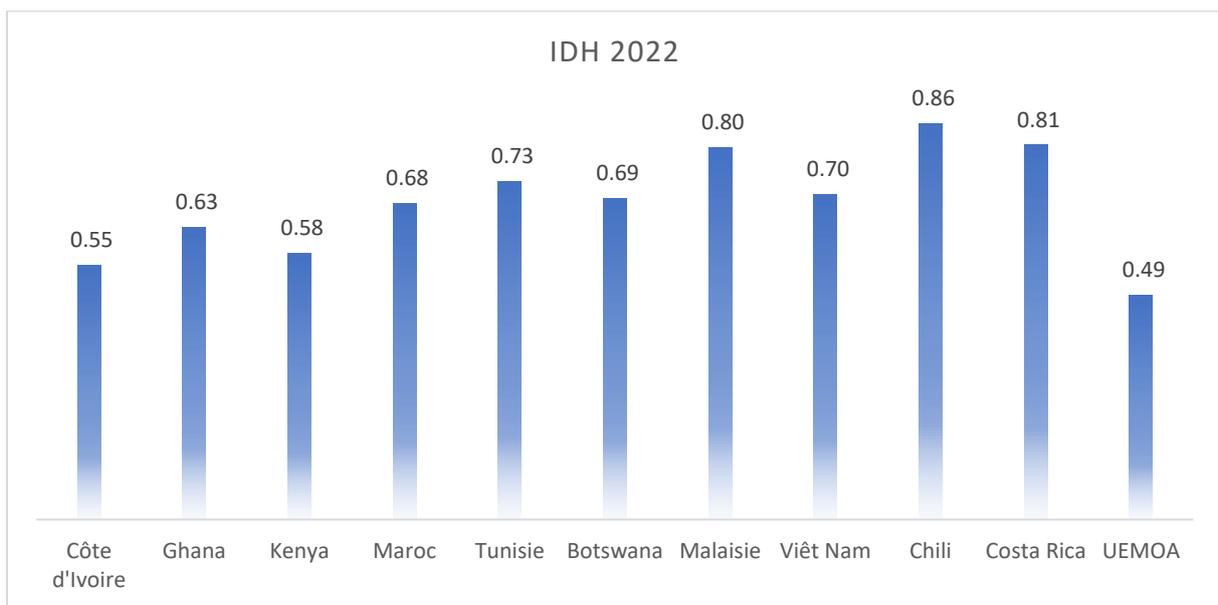
récentes, l'espérance de vie en Côte d'Ivoire est d'environ 58 ans. Cela met en évidence la nécessité de continuer à investir dans les soins de santé et l'amélioration des conditions de vie pour garantir une vie plus longue et plus saine aux citoyens ivoiriens.

a. Niveau d'éducation

Le niveau d'éducation est un autre facteur clé de l'Indice de Développement Humain (IDH). En Côte d'Ivoire, des efforts ont été déployés pour améliorer l'accès à l'éducation et l'alphabétisation. Cependant, des défis persistent, notamment en ce qui concerne l'éducation des filles et l'accès à l'éducation dans les zones rurales. Il est essentiel de continuer à investir dans l'éducation pour offrir à tous les Ivoiriens des opportunités d'apprentissage et de développement.

b. Revenu par habitant

Le revenu par habitant est également pris en compte dans le calcul de l'Indice de Développement Humain (IDH). En Côte d'Ivoire, le pays a connu une croissance économique ces dernières années portant le PIB/habitant à 2 310 dollars (USD) en 2022, mais des inégalités persistent. Il est donc crucial de mettre en place des politiques économiques inclusives qui permettent de réduire les écarts de revenus et de promouvoir un développement économique équitable pour tous.



Source : Banque mondiale

La Côte d'Ivoire a encore du chemin à parcourir en termes de développement humain, il est toutefois important de reconnaître les progrès réalisés. En continuant à investir dans ces domaines et en adoptant des politiques inclusives, la Côte d'Ivoire peut poursuivre sa marche vers un développement humain plus avancé et offrir une meilleure qualité de vie à ses citoyens.

## 2. Attractivité de la Côte d'Ivoire

### 2.1. Un environnement macroéconomique favorable

Malgré la crise sanitaire liée à la COVID-19, la Côte d'Ivoire a maintenu un rythme de croissance positive en 2020 (2%) et en 2021 (7%), grâce à la résilience de son économie diversifiée et à la mise en œuvre de mesures de soutien budgétaire et monétaire. Le pays a enregistré une croissance du PIB de 6,7 % en 2022, portée par la consommation privée, l'investissement public et les exportations. L'inflation reste modérée, malgré la hausse des prix des produits alimentaires, des transports et de l'énergie, et se situe à 5,2 % en moyenne en 2022. Le pays bénéficie également d'une stabilité politique et sociale qui rend son environnement propice au développement des affaires.

### 2.2. Un potentiel de développement important

La Côte d'Ivoire dispose d'un potentiel de développement important, qui repose sur ses atouts naturels, humains et géographiques. Le pays possède des ressources agricoles variées, qui lui permettent d'être le premier exportateur mondial de cacao et de noix de cajou et un important producteur de caoutchouc naturel et de banane dessert en Afrique. Il dispose également de ressources minières (or, pétrole, gaz, diamant, manganèse, etc.) qui contribuent à diversifier son économie. Avec l'abondance des ressources naturelles, la Côte d'Ivoire regorge d'opportunités pour des industries variées, de l'agroalimentaire à l'énergie.

De plus, le pays compte une population jeune (plus de 40 % ont moins de 15 ans) et dynamique, qui représente un marché intérieur en expansion. La Côte d'Ivoire possède une main-d'œuvre abondante, jeune, qualifiée et relativement bon marché. Les investissements dans l'éducation et la formation professionnelle ont permis de relever le niveau d'aptitude de cette main-d'œuvre à répondre aux besoins des industries modernes. Par ailleurs, le coût du travail est compétitif par rapport à d'autres pays, ce qui rend la production plus rentable.

Enfin, le pays bénéficie d'une position géographique stratégique, qui lui permet d'être connecté aux principaux marchés régionaux et internationaux. Le pays dispose du premier port d'Afrique de l'Ouest (Abidjan), qui assure plus de 90 % du commerce extérieur du pays et dessert les pays voisins enclavés (Burkina Faso, Mali, Niger). Il dispose également d'un réseau routier dense, d'un aéroport international moderne (Abidjan) et d'une ligne ferroviaire reliant Abidjan à Ouagadougou au Burkina Faso.

### 2.3. Un cadre incitatif pour les investisseurs

La Côte d'Ivoire offre un cadre incitatif pour les investisseurs nationaux et internationaux, qui se traduit par une amélioration constante du climat des affaires. Selon le rapport Doing Business 2020 de la Banque mondiale, le pays se classe au 110e rang sur 190 économies pour la facilité de faire des affaires, gagnant 11 places par rapport à l'édition précédente. Le pays a mis en œuvre plusieurs réformes visant à simplifier les procédures administratives, à renforcer la protection des investisseurs, à améliorer l'accès au crédit ou à faciliter le commerce transfrontalier.

Le pays dispose également d'un code des investissements qui prévoit des avantages fiscaux et douaniers pour les projets d'investissement dans des secteurs prioritaires ou dans des zones géographiques éloignées. Par ailleurs, le pays a signé des accords de protection et de promotion

des investissements avec plusieurs pays partenaires, ainsi que des conventions fiscales pour éviter la double imposition. Enfin, le pays est membre de la CEDEAO, qui offre un marché commun de 380 millions d'habitants et une libre circulation des personnes, des biens et des services.

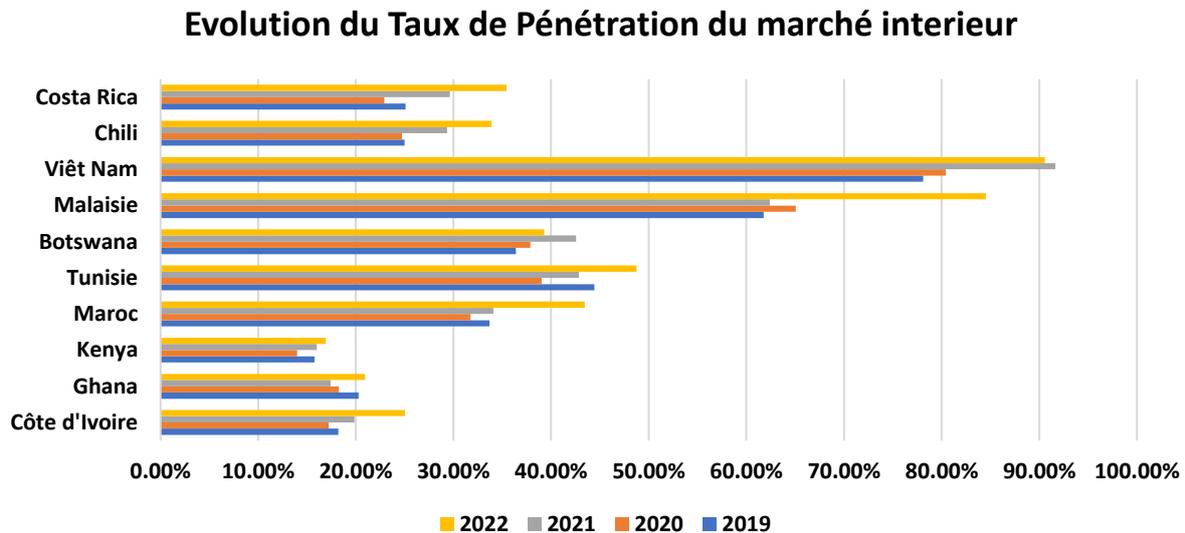
Par ailleurs, l'écosystème entrepreneurial en Côte d'Ivoire est en plein essor, avec un nombre croissant de start-ups et d'initiatives en matière de technologie. Le gouvernement soutient l'innovation à travers divers programmes et incitations, ce qui crée un environnement favorable à la modernisation et à l'efficacité de la production. Enfin, la récente approbation du « Startup Act » en janvier 2023 donnera un coup de boost à ce secteur, qui bénéficiera d'un cadre législatif et réglementaire pour le développement des startups et de l'écosystème de l'innovation.

En somme, la Côte d'Ivoire est un lieu de production attractif pour les investisseurs nationaux et internationaux, qui peuvent bénéficier d'un environnement macroéconomique favorable, d'un potentiel de développement important et d'un cadre incitatif pour les affaires. Le pays s'est engagé dans une nouvelle stratégie de développement à l'horizon 2030, qui vise à accélérer la transformation structurelle de son économie, à améliorer le capital humain, à renforcer le développement inclusif et durable, à préserver l'environnement et à consolider la gouvernance.

Pour atteindre ces objectifs, le pays peut compter sur le soutien du Système des Nations Unies pour le Développement (SNUD), qui a adopté en 2021 un nouveau Cadre de Coopération pour le Développement Durable (CCDD) avec le gouvernement ivoirien, couvrant la période 2021-2025. Le SNUD accompagne le pays dans la mise en œuvre des Objectifs de Développement Durable (ODD), en privilégiant les solutions innovantes, intégrées et durables, et en ciblant les groupes, les communautés et les zones les plus vulnérables.

### 3. Taux de pénétration du marché intérieur

Le taux de pénétration du marché intérieur est souvent négligé dans les conversations autour des indicateurs économiques, éclipsé par des mesures plus populaires telles que le PIB, le taux d'emploi, et la balance commerciale. Cependant, ce taux est un indicateur crucial pour comprendre la dynamique de la compétitivité d'un pays dans un contexte international. En effet, il permet de mettre en évidence la dépendance ou non des Etats à l'importation ainsi que la santé du secteur de production.



Source : ITC / Sika Finance

Comme l'illustre le graphique ci-dessus, la Malaisie et le Viet Nam sont grandement dépendants des importations tandis que la Côte d'Ivoire se situe à un niveau confortable du taux de pénétration. Cependant, l'analyse approfondie des importations et de leur nature a mis en lumière de nouvelles informations. En effet, bien que le taux de pénétration des importations soit modéré en Côte d'Ivoire, on constate une évolution croissante de ce dernier sur la période 2019-2022. Le taux est passé de 18,20% en 2019 à 25,03% en 2022, montrant ainsi une augmentation progressive de la dépendance aux produits importés.

Ce constat est d'autant plus flagrant lors qu'on examine la nature des importations. Les pays comme la Malaisie, le Viet Nam, et la Tunisie présentent certes un niveau élevé du taux de pénétration des importations, mais il ressort que la plupart de ces importations sont destinées à des industries diverses (pour la production de biens qui sont ensuite exportés) et seulement une faible partie est destinée à la consommation (10,33% pour la Tunisie, 7,42% pour la Malaisie et 6,34% pour le Viet Nam). Cependant, ce n'est pas le cas des pays à faible taux de pénétration. En effet, la Côte d'Ivoire, le Ghana et le Kenya présentent une part importante des produits destinés à la consommation dans leurs importations. La situation de la Côte d'Ivoire est plus préoccupante avec la part des importations destinée à la consommation se situant à 19,13% en moyenne sur la période 2019-2022.

Le pays doit donc œuvrer en vue d'inverser cette tendance, d'autant plus que la Côte d'Ivoire est importatrice net de riz (1<sup>er</sup> pays africain qui importe le plus), de poissons et autres fruits de mer (2<sup>ème</sup> pays africain) et de produits laitiers (7<sup>ème</sup>).

#### 4. Facteurs déterminants de la compétitivité

Les facteurs déterminants de la compétitivité de la Côte d'Ivoire sont nombreux et diversifiés. Ces déterminants partent des atouts naturels aux politiques mises en place dans le pays. Ces facteurs concernent ainsi les ressources naturelles, les infrastructures, la main d'œuvre, l'environnement des affaires, l'innovation et la technologie, l'accès aux marchés internationaux et les politiques publiques.

##### 4.1. Les forces de la compétitivité ivoirienne

- **Ressources naturelles** : La Côte d'Ivoire dispose de ressources naturelles abondantes, telles que le cacao, le café, le coton, le pétrole et le gaz naturel. L'exploitation et la gestion efficaces de ces ressources peuvent contribuer à la compétitivité économique du pays.
- **Infrastructures** : Des infrastructures modernes et bien développées sont essentielles pour soutenir la compétitivité. Cela inclut les infrastructures de transport (routes, ports, aéroports), les infrastructures énergétiques (électricité, énergies renouvelables), les infrastructures de télécommunications, ainsi que les infrastructures de santé et d'éducation.
- **Jeunesse dynamique** : La population ivoirienne est jeune, ce qui constitue un potentiel démographique important. Cette main-d'œuvre jeune peut être un atout pour la productivité et le développement économique.
- **Environnement des affaires** : Un environnement des affaires favorable est essentiel pour encourager l'investissement et la compétitivité. Cela comprend des réglementations claires et stables, la lutte contre la corruption, la protection des droits de propriété, l'accès au financement, la facilitation des procédures administratives et la promotion de l'entrepreneuriat.
- **Accès aux marchés internationaux** : L'accès aux marchés internationaux est crucial pour la compétitivité. La Côte d'Ivoire peut bénéficier de la participation à des accords commerciaux régionaux et internationaux, ainsi que de la diversification de ses partenaires commerciaux pour augmenter ses exportations et attirer des investissements étrangers.
- **Stabilité politique et sociale** : La stabilité politique et sociale est un élément fondamental pour favoriser la compétitivité. Un environnement stable et sécurisé encourage les investissements, le développement des entreprises et le tourisme.

## 4.2. Faiblesses

- Dépendance économique : La dépendance excessive à l'égard des produits de base, en particulier le cacao et le café, rend l'économie vulnérable aux fluctuations des prix mondiaux.
- Inégalités socio-économiques : Malgré les progrès, les inégalités persistent en termes de revenus, d'accès aux soins de santé et d'éducation, ce qui peut entraîner des tensions sociales.
- Infrastructure sanitaire limitée : Le système de santé souffre de lacunes en termes d'infrastructures et d'accès aux soins, ce qui peut affecter la qualité de vie de la population.
- Pressions environnementales : L'exploitation intensive des ressources naturelles et la déforestation pour l'agriculture ont un impact sur l'environnement et la biodiversité.

## 4.3. Opportunités

- Diversification économique : La Côte d'Ivoire peut explorer de nouvelles sources de revenus en développant des secteurs tels que le tourisme, les technologies de l'information et les énergies renouvelables.
- Marché intérieur en croissance : Avec une population en expansion, le marché intérieur offre des opportunités pour le développement de l'industrie et des services.
- Investissements étrangers : L'amélioration de la stabilité politique attire les investissements étrangers directs, ce qui peut stimuler la croissance économique.
- Commerce régional : La position géographique de la Côte d'Ivoire en tant que plaque tournante régionale peut être exploitée pour renforcer les échanges commerciaux avec les pays voisins.

## 4.4. Menaces

La mise en place de ces mesures visant à optimiser la performance de l'économie ivoirienne devrait se faire dans un environnement tenant compte d'éléments exogènes.

- Fluctuations des prix des matières premières : Les variations des prix mondiaux du cacao, du café et d'autres produits de base peuvent impacter les revenus du pays.
- Instabilité régionale : Les conflits dans les pays voisins peuvent avoir des répercussions sur la sécurité et l'économie de la Côte d'Ivoire.
- Changements climatiques : L'impact des changements climatiques, tels que les sécheresses et les inondations, peut perturber la production agricole et l'économie.

- Concurrence mondiale : Dans un contexte de mondialisation, la Côte d'Ivoire doit faire face à la concurrence sur les marchés mondiaux pour ses produits et services.

## **Conclusion**

La Côte d'Ivoire possède des atouts significatifs, tels que ses ressources naturelles, sa diversité culturelle croissante et sa stabilité politique retrouvée. Cependant, des défis persistent, notamment la dépendance aux matières premières, les inégalités sociales et les pressions environnementales. En tirant parti de ses opportunités, en corrigeant ses faiblesses et en gérant les menaces, la Côte d'Ivoire peut progresser vers un développement économique et social plus durable.

## V. COMPETITIVITE SECTORIELLE

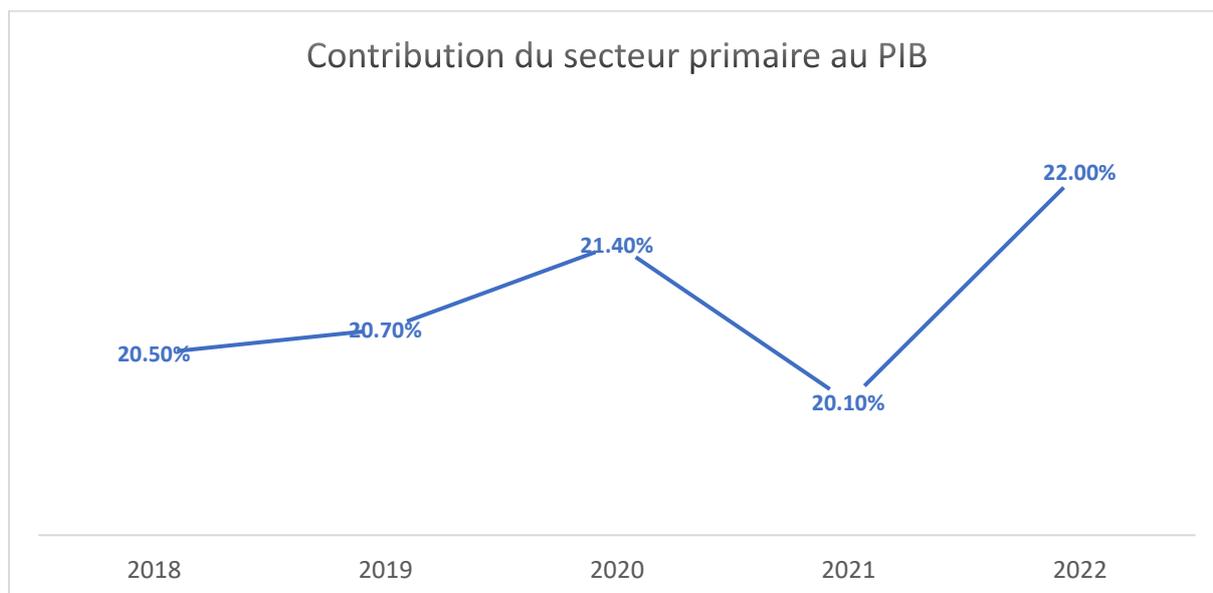
L'économie ivoirienne est structurée en secteurs d'activité allant de la production des matières premières aux services, en passant par la transformation. L'on observe ainsi un secteur primaire principalement axé sur l'agriculture, représentant 22% du PIB, également un secteur secondaire comptant environ 22% du PIB et concernant essentiellement le raffinage de pétrole, l'énergie, l'agro-alimentaire, le BTP et l'extraction minière. Le secteur tertiaire est le secteur le plus important de l'économie ivoirienne avec environ 56% du PIB en 2022. Il est dominé par les télécommunications, les transports, le commerce et les activités financières.

Dans son ensemble, l'économie ivoirienne est caractérisée par une forte prédominance du secteur agricole, un développement remarquable de l'industrie et une dynamique importante dans le secteur des services. Cependant, des problèmes socio-économiques persistent et nécessitent une attention continue pour améliorer la compétitivité des entreprises ivoiriennes.

## 1. Secteur primaire

Le secteur primaire est le secteur économique qui regroupe les activités liées à la production de matières premières. En Côte d'Ivoire, il comprend l'agriculture, l'élevage, la pêche et la sylviculture.

Ce secteur constitue le secteur économique le plus important en termes d'emplois, puisqu'il emploie 60 % de la population active masculine et 75 % de la population active féminine. Il est également important en termes de contribution au PIB, puisqu'il représente 22 % de la valeur ajoutée totale en 2022. Cette forte pondération est tirée par l'agriculture, qui représente 90 % de l'activité du secteur.



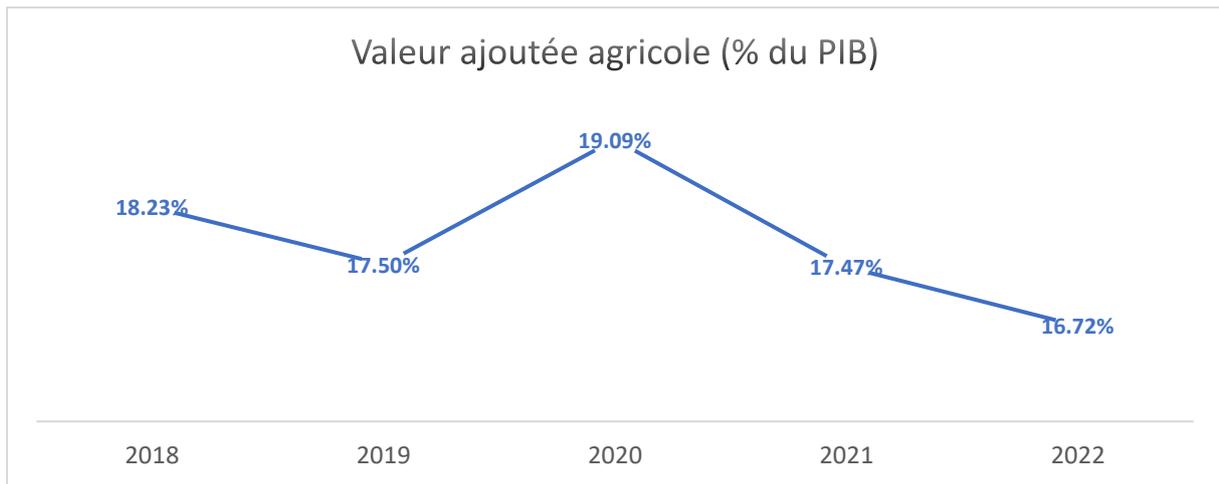
Source : MEF / DGE / DPPSE / INS

La contribution de ce secteur à la formation du PIB évolue sous la houlette de l'activité agricole qui est à son tour corrélée aux fluctuations des cours mondiaux de matières premières agricoles d'une part, et d'autre part au changement climatique. Alors que l'ensemble des secteurs étaient en berne à l'avènement de la Covid-19 en 2020, la contribution du secteur primaire à la formation du PIB est ressortie à 21,40%, en croissance de 3,38% en glissement annuel, avant de reculer de 6,07% à 20,10% en 2021. En 2022, la participation du secteur primaire à la formation du PIB est remontée à 22%.

### 1.1. Agriculture

La Côte d'Ivoire est un pays agricole par excellence. Elle est le premier producteur mondial de cacao et de noix de cajou. Elle est également un important producteur de café, de palmiers à huile, de coton, de riz, de bananes et d'ananas. L'agriculture est la branche la plus importante du secteur primaire ivoirien avec une pondération de 90%. Elle représente 18 % du PIB, 40% des exportations du pays et emploie 60% de la population active.

Avec une superficie agricole utile de 13 millions d'hectares, l'agriculture ivoirienne est aussi marquée par l'agriculture vivrière qui occupe une grande partie de la population rurale. Les principales cultures vivrières sont le riz, le manioc, le maïs, le sorgho et le mil.



Source : Perspective monde

Alors qu'elle se situait à 47,91% en 1960, la valeur ajoutée agricole en pourcentage du PIB en Côte d'Ivoire est descendue à 32,5% en 1990 puis à 18,23% en 2018 pour se situer à 16,72% en 2022. Cette évolution s'explique par l'émergence du secteur industriel avec une valeur ajoutée en pourcentage du PIB qui est passée de 13,14% en 1960, à 21,98% en 2022, après avoir atteint un pic à 26,27% en 1990.

### 1.1.1. Agriculture d'exportation

L'agriculture d'exportation est le socle de l'économie. Les productions phares du pays sont le cacao, la noix de cajou, caoutchouc naturel, le café, le palmier à huile, le coton qui ont porté le pays aux hauts rangs mondiaux.

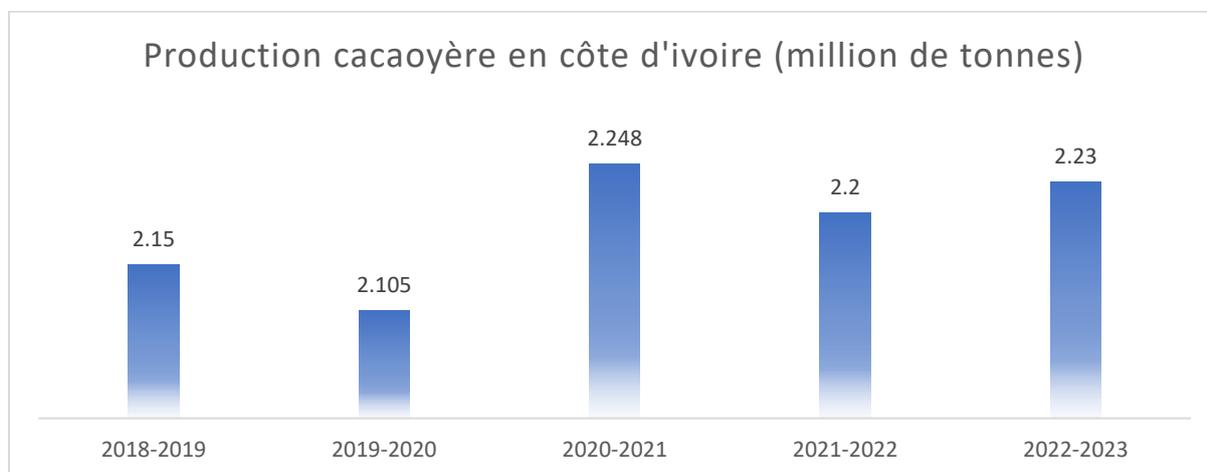
#### a. Le cacao

La Côte d'Ivoire constitue à elle seule, 40% de la production mondiale de cacao. La production cacaoyère de la Côte d'Ivoire en 2022 a atteint 2,4 millions de tonnes, soit une hausse de 5,85 % par rapport à 2021. Cette augmentation est due à un certain nombre de facteurs, notamment des conditions météorologiques favorables, une augmentation de la superficie plantée en cacao et une amélioration des rendements.

La région du Centre-ouest a été la principale zone de production de cacao en Côte d'Ivoire en 2022, avec une production de 864 000 tonnes, soit 36 % de la production nationale. Les autres régions importantes de production de cacao sont le Centre (440 000 tonnes), le Sud-ouest (300 000 tonnes) et le Nord (256 000 tonnes).

La production de cacao en Côte d'Ivoire est une source importante de revenus pour le pays. Le cacao représente environ 30 % des exportations de la Côte d'Ivoire et contribue à la création d'emplois pour des millions de personnes.

La production de cacao est susceptible de continuer à augmenter dans les années à venir, grâce à des investissements dans le secteur et à des conditions météorologiques favorables. Le gouvernement ivoirien a mis en place un plan de développement agricole pour 2023-2027. Ce plan vise à augmenter la production agricole, à améliorer la productivité et à réduire la pauvreté.



Source : Statista

Cette production assurée par 600 000 planteurs, est majoritairement exportée. En 2022, 31% de la production a fait l'objet d'une transformation primaire. Si le cacao représente plus de 21% du PIB ivoirien, des efforts restent à faire pour relever le niveau de vie de planteurs dont 80% vivent en dessous du seuil de pauvreté avec des pratiques culturelles qui demeurent rudimentaires.

La transformation et le négoce du cacao en Côte d'Ivoire restent dominés par les groupes internationaux qui engrangent les plus importants revenus. Il s'agit notamment de Cargill, Barry Callebaut, Olam...

Toutefois, l'on retrouve dans l'activité cacaoyère une bonne présence d'ivoiriens avec des sociétés qui s'illustrent parfaitement. Cette présence est dominée par des groupements en coopératives.

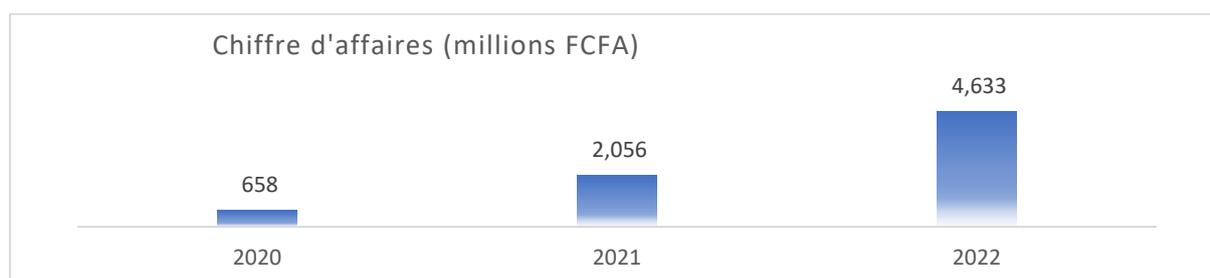
N°	Coopératives productrices de cacao	Chiffre d'affaires 2021 (millions FCFA)	Localité	Capital
1	Union des sociétés cooperative kimbe	65 634,64	DIBOBLY (DUEKOUE)	Ivoirien
2	Societe de produits agri	60 031,82	DALOA QUARTIER COMMERCE	Ivoirien
3	Coop nouvel esprit de ketesso	57 184,37	MARCORY ZONE4	Ivoirien
4	Societe des planteurs de djiboua	29 727,28	Divo - Lôh-Djiboua	ND

Source : Sikafinance Pro

Dans ce secteur dominé par les groupes internationaux et les coopératives locales, Diakité Cocoa products se distingue par ses bonnes performances financières.

- Diakité Cocoa products face à la concurrence étrangère

La société créée par les frères Diakité, est spécialisée dans la transformation de fève de cacao et aussi dans la commercialisation de fèves de cacao et de produits dérivés tels que le beurre de cacao, la poudre et la pâte de cacao. Opérant sur toute la chaîne de valeur de la filière, celle-ci a réalisé un chiffre d'affaires de 4,63 milliards FCFA en 2022, soit une croissance de 125% comparativement à un an plus tôt. Le bénéfice s'est quant à lui établi à 52 millions FCFA, en recul de 13% par rapport à 2021, malgré le poids de la concurrence étrangère.



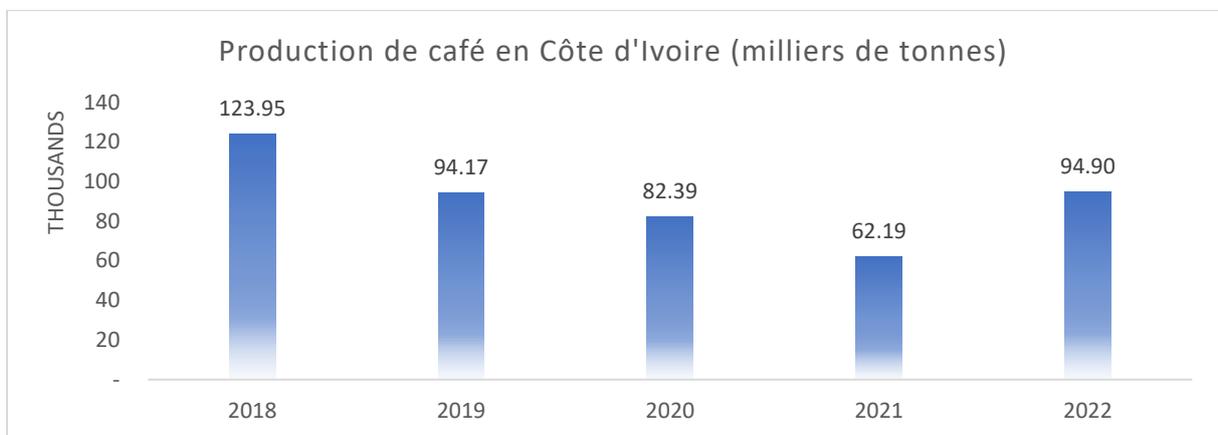
Source : Sikafinance Pro

Les perspectives du secteur du cacao en Côte d'Ivoire sont positives à court terme. La demande mondiale de cacao est en constante augmentation, ce qui devrait permettre au pays de maintenir ses exportations. Cependant, à moyen et long terme, le secteur devra relever les défis liés aux changements climatiques et à la baisse de la productivité. Pour ce faire, le gouvernement ivoirien devra poursuivre ses efforts de modernisation du secteur et de promotion de la durabilité.

## b. Le café

La caféiculture ivoirienne a été introduite au début du 20<sup>e</sup> siècle par des colons français. Elle s'est rapidement développée, et le café a été pendant très longtemps le deuxième produit d'exportation du pays, après le cacao. La Côte d'Ivoire est le quatrième producteur africain de café, après l'Éthiopie, l'Ouganda et la Tanzanie.

La production de café en Côte d'Ivoire est concentrée dans la région du Centre-Ouest, le long de l'axe routier Abidjan-Gagnoa-Daloa-Man. Les principales variétés cultivées sont le robusta, qui représente environ 90 % de la production, et l'arabica, qui représente environ 10 %. La culture du café en Côte d'Ivoire est principalement une activité familiale. Les plantations sont généralement de petite taille, et les producteurs utilisent des méthodes de production traditionnelles sur une superficie estimée à 500 000 hectares. En baisse depuis 2018, la production ivoirienne de café tend à se redresser en 2022 avec une production attendue à 94 900 tonnes, soit une hausse de 52,6% comparativement à 2021 où la production s'élevait à 62 190 tonnes.



Source : DPPSE

Le café ivoirien est réputé pour son arôme intense, son goût amer et corsé. Il est exporté vers de nombreux pays, notamment l'Algérie, la France et l'Italie. Tout comme le cacao, la production de café en Côte d'Ivoire est confrontée à plusieurs défis, notamment les fluctuations des prix du marché, les changements climatiques et la concurrence des autres pays producteurs.

Les producteurs ivoiriens sont pour la plupart organisés en coopératives assurant la production, la collecte et la vente de café cacao.

N°	Coopératives productrices de café	Chiffre d'affaires 2021 (millions FCFA)	Localité	Capital
1	Société coopérative ivoirienne des nouveaux agriculteurs	4 243,44	GAGNOA	Ivoirien
2	Scoops kouhayifla	331,94	ND	Ivoirien
3	Scoop gnamien oukahe	232,99	TIEBISSOU	Ivoirien
4	Scs allah kabo de duekoue	124,26	DUEKOUE	Ivoirien
5	Ste coop agri de kipiri	74,23	GUEYO	Ivoirien

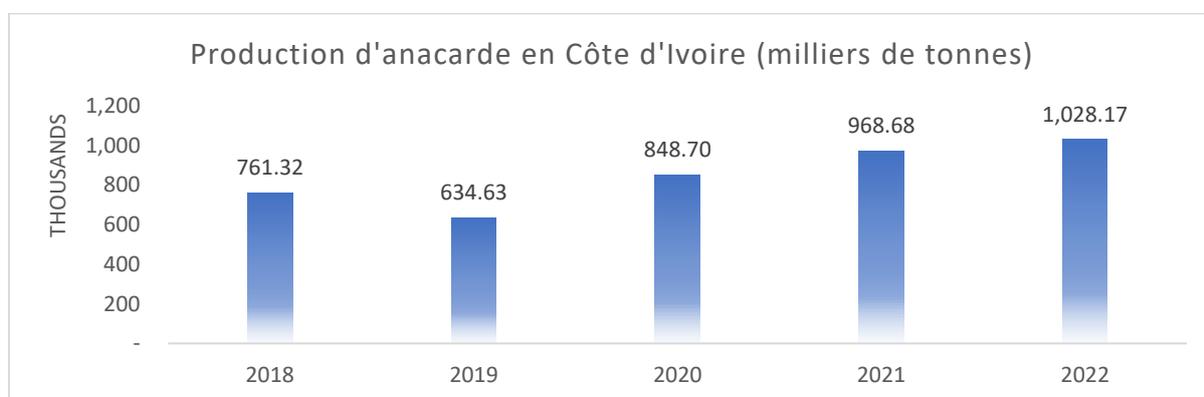
Source : Sikafinance Pro

Le gouvernement ivoirien a mis en place un plan de développement de la filière café, visant à augmenter la production et à améliorer la qualité du café ivoirien. Ce plan prévoit notamment de moderniser les plantations, de former les producteurs et de promouvoir le café ivoirien sur les marchés internationaux.

### c. La noix de cajou

La Côte d'Ivoire est le premier producteur mondial de noix de cajou, avec une production estimée à 1,25 million de tonnes en 2023 contre 1,03 millions en 2022. Cette production représente une importante source de revenus pour le pays, avec un chiffre d'affaires de plus de 600 milliards FCFA. La culture de l'anacardier est une activité agricole traditionnelle en Côte d'Ivoire. Elle est pratiquée par environ 2 millions de producteurs, majoritairement des petits exploitants. Occupant une superficie de 2,5 millions d'hectares, l'anacardier est une culture peu exigeante en termes de sol et de climat, ce qui en fait une culture adaptée aux conditions climatiques des régions de savane de la Côte d'Ivoire.

Le fruit de l'anacarde se compose d'une pomme et d'une coque renfermant une amande. L'amande est la partie valorisée actuellement. Elle est riche en protéines, en fibres et en vitamines. La coque est utilisée pour produire de l'huile de cajou. La noix de cajou est exportée vers de nombreux pays, notamment l'Inde, le Vietnam les États-Unis et l'Union européenne. En 2023, la production exportée de la Côte d'Ivoire est estimée à 1,1 million de tonnes de noix de cajou.



Source : DPPSE

Cependant, cette matière première reste peu rentable pour les planteurs ivoiriens qui sont bien souvent tentés d'exporter clandestinement leurs productions vers des pays limitrophes. Le gouvernement ivoirien a mis en place un plan de développement de la filière anacarde pour augmenter la production et la transformation de la noix de cajou. Ce plan prévoit notamment la construction de nouvelles usines de transformation et la formation des producteurs.

Cette culture, comme la culture du café, est assurée par des producteurs constitués en coopératives dont les plus performantes s'illustrent dans le tableau ci-dessous.

N°	Entités productrices d'anacarde	Chiffre d'affaires 2022 (millions FCFA)	Localité	Capital
1	SITA	1 319	Odiénné	Ivoirien
2	Ste coop nour daloa	988	Daloa	ND
3	Ecocajou s. A	740	Odiénné	Ivoirien
4	Ste coop ca yebegnan de kani	634	Kani	Ivoirien
5	Ste coop la destinee de seguel	568	Séguéla	Ivoirien

Source : Sikafinance Pro

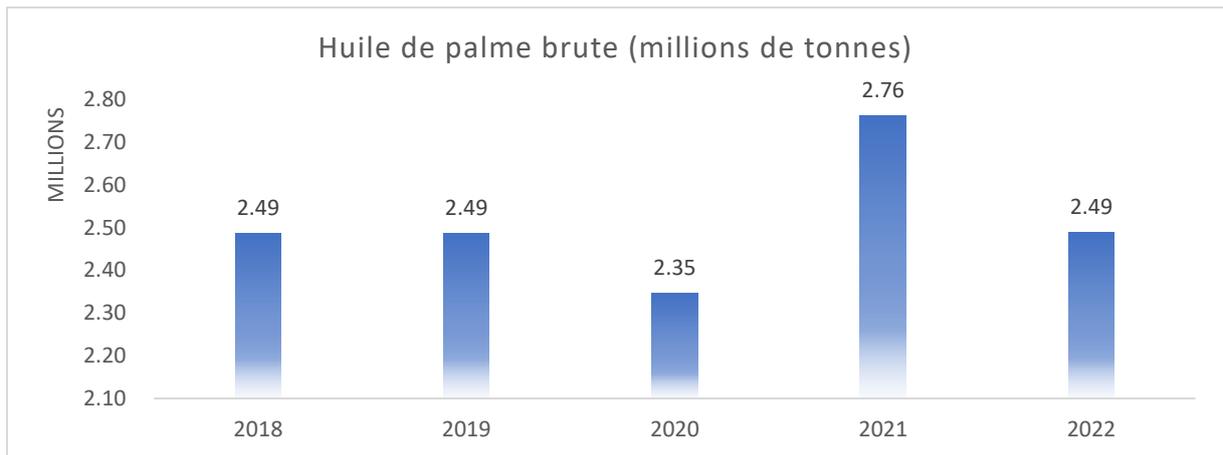
#### d. Huile de palme et caoutchouc

L'huile de palme et le caoutchouc sont également des cultures importantes en Côte d'Ivoire. Ils sont utilisés dans la production d'huile alimentaire, de produits cosmétiques et d'une variété d'articles en caoutchouc.

##### d.1 L'huile de palme

La Côte d'Ivoire est le deuxième (2<sup>ème</sup>) producteur d'huile de palme en Afrique, derrière le Nigéria et cinquième (5<sup>ème</sup>) producteur mondial. En 2022, la production ivoirienne d'huile de palme brute a atteint 2,49 tonnes, en baisse de 10% par rapport à 2021.

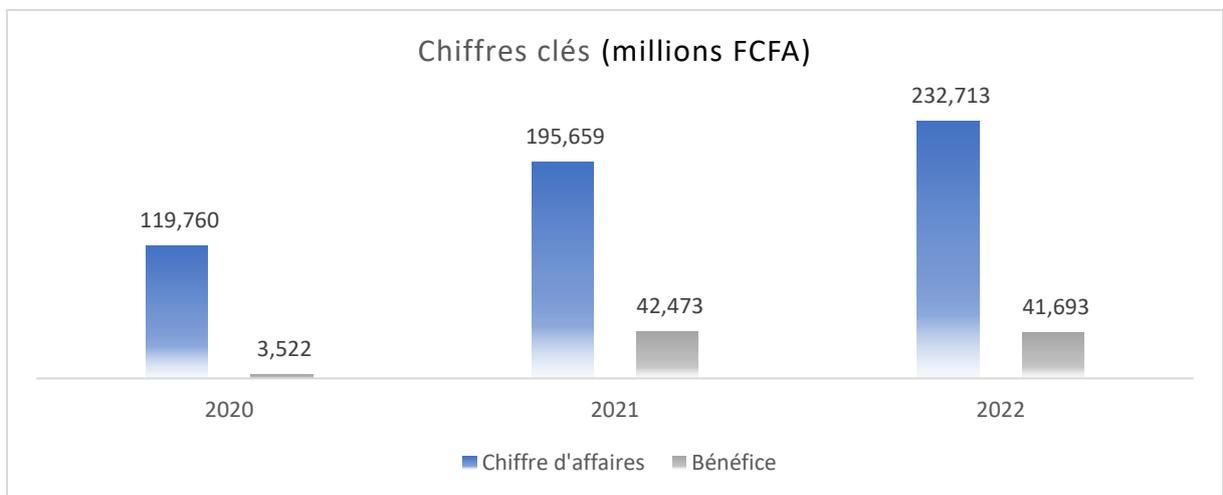
Cette production se partage entre petits planteurs villageois et plantations industrielles. Les premiers, environ 40 000, cultivent 175 000 hectares (soit 4,3 hectares en moyenne par actif), avec un rendement faible, de l'ordre de 5 à 8 t/ha. Les plantations industrielles, quant à elles, cultivent 115 000 hectares avec un rendement supérieur, de l'ordre de 20 à 25 t/ha.



Source : DPPSE

- Palmci

PALMCI est une filiale du groupe agro-industriel ivoirien SIFCA. Elle est le principal producteur d'huile de palme brute de la Côte d'Ivoire. Créée en 1997, la société produit plus de 300 000 tonnes d'huile de palme brute par an sur 8 sites de production implantés en Côte d'Ivoire. La hausse fulgurante des cours mondiaux d'huile de palme brute ces dernières années a permis à la société de s'affirmer sur la scène nationale. En 2022, Palmci a réalisé des revenus de 232,71 milliards FCFA, en progression de 18,94% par rapport à 2021 et presque le double des recettes de 2020. Quant au bénéfice, celui-ci est passé de 3,52 milliards FCFA en 2020, à 41,69 milliards FCFA à décembre 2022, ce qui représente une flambée de 1084%.



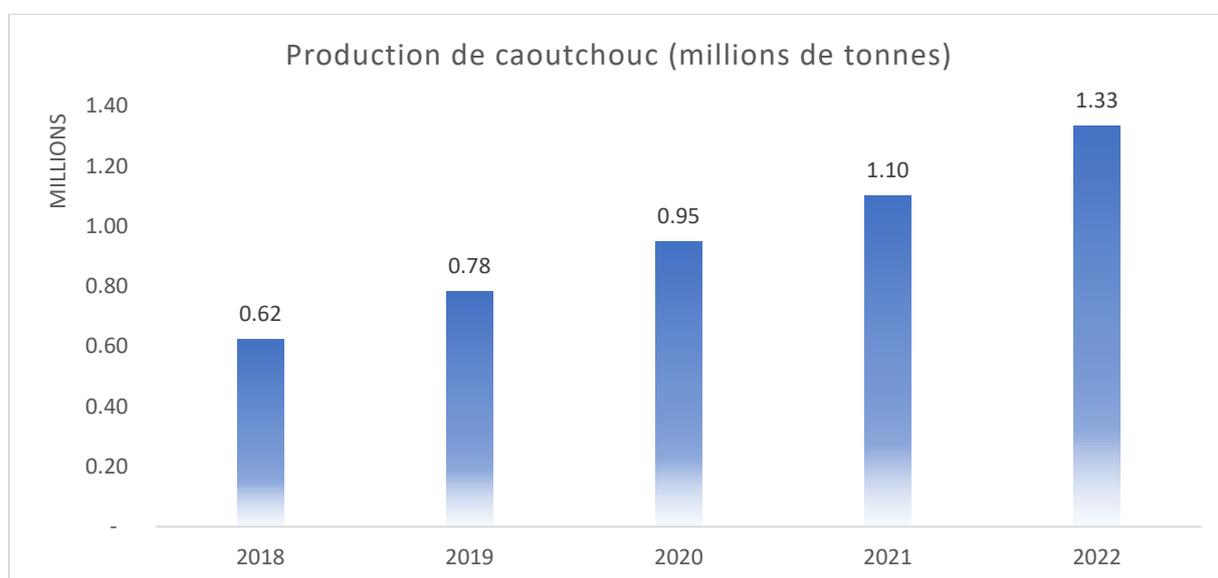
Source : Sika finance

N°	Entités productrices d'huile de palme	Chiffre d'affaires 2021 (millions FCFA)	Capital
1	PALMCI	195 659,43	Ivoirien
2	COMPAGNIE DIVOLAISE DU PALMIER	1 364,06	Ivoirien
3	HUILERIE MODERNE DE GRAND-LAHOU	26,88	NA
4	STE COOP AGRI SUD OUEST	13,42	Ivoirien

Source : Sikafinance pro

#### d-2 Le caoutchouc

La Côte d'Ivoire est le premier producteur de caoutchouc naturel en Afrique et quatrième dans le monde derrière l'Indonésie, la Thaïlande et le Vietnam. En 2022, la production ivoirienne de caoutchouc a atteint 1,3 million de tonnes, en hausse de 21% par rapport à 2021. La production de caoutchouc en Côte d'Ivoire se concentre dans le sud du pays, dans la région de la Nawa. Les plantations de caoutchouc couvrent une superficie de 400 000 hectares, dont 90 % sont des plantations industrielles.



Source : DPPSE

- SAPH

Tout comme sa consœur opérant dans le palmier à huile, la Société Africaine de Plantations d'Hévéas (SAPH) est filiale de SIFCA depuis 1999. Elle est le 1er producteur de caoutchouc naturel d'Afrique de l'Ouest, avec plus de 163 000 tonnes usinées par an. Forte de 5 773 employés permanents et 375 temporaires en 2021, et d'un réseau de 5 Unités Agricoles Intégrées, SAPH exploite 24 400 hectares de plantations industrielles, et assure l'encadrement de plus de 73 000 planteurs d'hévéa. Au 31 décembre 2022, l'agroindustriel affichait un bénéfice en hausse de 124% à 16,7 milliards FCFA par rapport à 2021 pour des revenus qui se sont accrus de 41% à 224,42 milliards FCFA sur la même période.



Source : Sikafinance Pro

N°	Entités productrices de caoutchouc	Chiffre d'affaires 2021 (millions FCFA)	Capital
1	SAPH	208 794,46	Ivoirien
2	COMPAGNIE DES CAOUTCHOUCS DU PAKIDIE	57 129,40	Ivoirien
3	COMPAGNIE HEVEICOLE DE CAVALLY	9 381,78	Belge
4	STE AGRICOLE DE COTE D'IVOIRE	8,78	ND
5	COOP D'EXPLOITATION AGRICOLE	5,15	Ivoirien

Source : Sikafinance Pro

Ces productions (huile de palme et caoutchouc) qui entrent dans le quotidien des ménages et industriels, ont une valeur fortement sensible aux fluctuations des cours mondiaux. Ces fluctuations ont emmené le gouvernement ivoirien à plafonner les prix de l'huile de palme en 2022 à 620 000 FCFA/T afin de protéger les consommateurs, dans un contexte dominé par les capacités de production de la Malaisie et de l'Indonésie.

En effet, compte tenu de la baisse de leurs productions d'huile de palme en 2020, l'Indonésie et la Malaisie qui sont par ailleurs les plus grands exportateurs, ont dû limiter leur offre pour protéger leurs différents marchés locaux, ce qui a boosté la demande mondiale.

Cette demande a par la suite été comblée par les importants stocks occasionnés par les mesures de restrictions, créant une forte offre. A ces stocks, il faut ajouter la morosité de l'industrie chinoise depuis la crise sanitaire. De fait, la Chine constitue d'une part, le principal marché d'huile de palme devant l'Inde et l'Union européenne, et d'autre part, plus de 40% de la demande mondiale de caoutchouc.

La Côte d'Ivoire est bien positionnée pour continuer à développer sa production d'huile de palme et de caoutchouc. Le pays dispose d'un climat favorable et de terres fertiles. Par ailleurs, le gouvernement ivoirien a mis en place plusieurs mesures pour soutenir le développement de ces filières, notamment des programmes de soutien aux petits planteurs et des investissements dans la recherche et le développement.

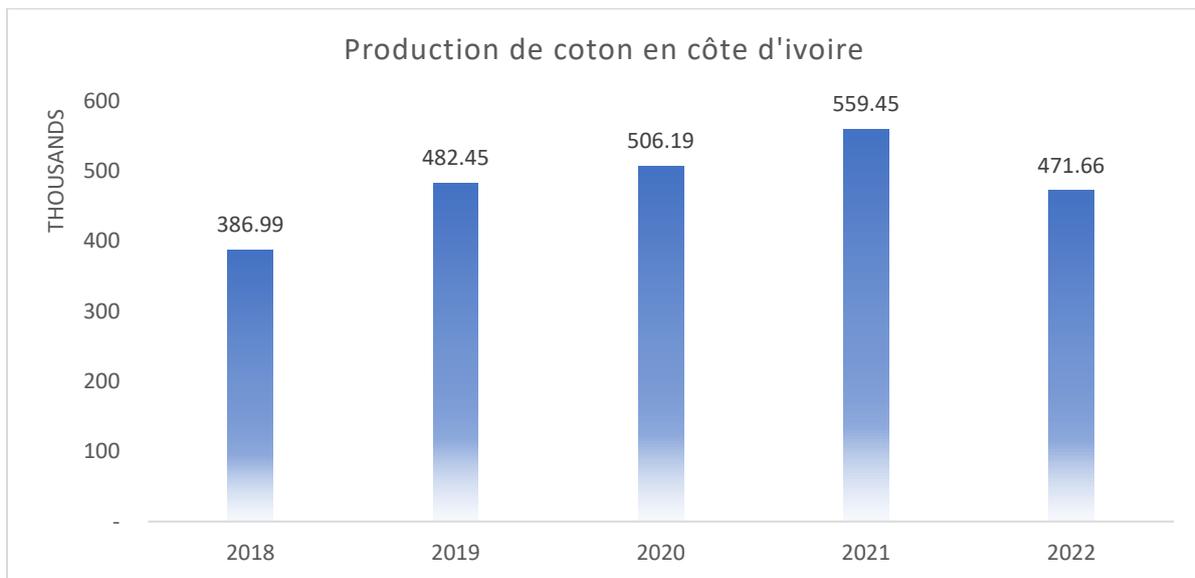
On s'attend à ce que la production ivoirienne d'huile de palme et de caoutchouc continue à augmenter dans les prochaines années.

Contrairement aux autres branches du secteur agricole ivoirien, ce secteur est animé par des entreprises à capitaux locaux qui s'illustrent de la plus belle des manières, à l'image de PALMCI et SAPH.

#### e. Le coton

La production de coton en Côte d'Ivoire est une activité importante pour l'économie du pays. Elle représente environ 2 % du PIB et emploie environ 2 millions de personnes, dont 1,5 million de petits exploitants agricoles. La Côte d'Ivoire est le deuxième producteur de coton en Afrique, après le Bénin en 2022. En 2022-2023, la production a été estimée à 269 000 tonnes, en baisse de 47 % par rapport à la campagne précédente. Cette baisse est due à une combinaison de facteurs, notamment les parasites.

La culture du coton est concentrée dans le nord du pays, dans les régions de Korhogo, Ferkessédougou, Boundiali et Mankono. Ces régions bénéficient d'un climat tropical semi-aride, qui est favorable à la culture du coton.



Source : DPPSE

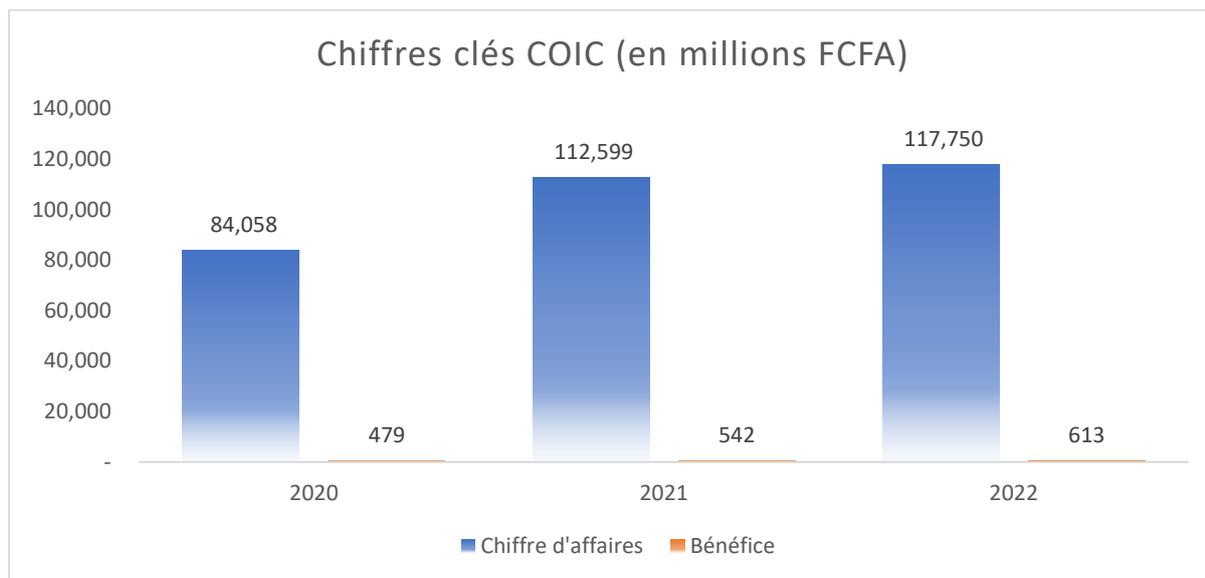
Les OPC (organisations de producteurs de coton) travaillent pour améliorer la productivité et la qualité de la production cotonnière. Elles mettent en place des programmes de formation, de vulgarisation et d'appui aux producteurs. Étendue sur 1,2 million d'hectares, la production de coton en Côte d'Ivoire est un secteur stratégique pour l'économie du pays. Elle contribue au développement rural, à la création d'emplois et à l'amélioration des revenus des populations locales, avec pour principaux débouchés la Chine, l'Inde et la Turquie.

La volatilité des prix du coton sur les marchés internationaux, les changements climatiques et la concurrence des autres pays producteurs de coton restent des défis pour cette branche coton. Les difficultés que rencontrent les industriels du coton tels que UTEXI, FTG et COTIVO contribuent fortement à ralentir le dynamisme de cette filière.

Malgré ces défis, la Côte d'Ivoire reste un acteur important sur le marché mondial du coton. Le pays est déterminé à maintenir sa production et à améliorer sa compétitivité.

- COIC

Née de la vision de l'homme d'affaires ivoirien Soukpafo KONE d'étendre la chaîne de valeur dans la branche cotonnière, à la faillite de la LCCI, la compagnie ivoirienne de coton (COIC) est très vite devenue une référence en matière de production de coton. La bonne orientation de cette vision a permis en 2017, l'acquisition de la Compagnie Ivoirienne de Développement des Textiles (CIDT). Ainsi, la COIC s'impose comme le leader de la filière coton en Côte d'Ivoire. En 2022, le chiffre d'affaires de la COIC est ressorti à 117,75 milliards FCFA, en croissance de 40% par rapport à l'exercice 2020. Le bénéfice qui était de 479 millions FCFA en 2021, est passé à 613 millions FCFA à fin décembre 2022.



Source : Sikafinance Pro

N°	Entités productrices de Coton	Chiffre d'affaires 2021 (Millions FCFA)	Capital
1	IVOIRE COTON	114 317	Suisse
2	COIC	112 599	Ivoirien
2	CIDT-SA	72 330	Ivoirien (COIC)

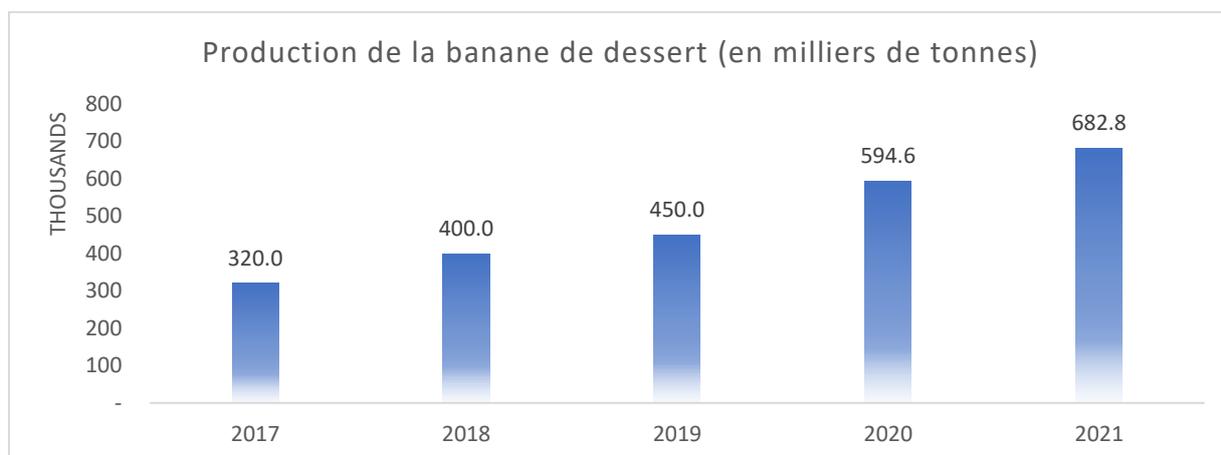
Source : Sikafinance Pro

f. La banane dessert

La culture de la banane occupe une importante place dans l'économie ivoirienne. Cette production est répartie en deux cultures. Il s'agit d'une part de la banane dessert qui représente une culture d'exportation, classant le pays au premier rang des producteurs africains, et d'autre part de la banane plantain qui se classe plus dans la catégorie des cultures de vivrière.

Selon les données de la FAO, la production totale de la banane dessert en Côte d'Ivoire en 2021 était de 682 811 tonnes. Cela représente une augmentation de 14,3 % par rapport à la production de 2020, qui était de 594 600 tonnes. Cette production est répartie sur environ 100 000 hectares, dont 60 % sont situés dans la région du Sud du pays. Chaque année, environ 80% de la

production est exportée principalement vers l'UE, marché sur lequel ces produits connaissent une concurrence agressive de la production latino-américaine.



Source : FAO

Il convient de noter que cette production est dominée essentiellement par des entreprises étrangères.

N°	Entités productrices de banane dessert	Chiffre d'affaires 2021 (Millions FCFA)	Capital
1	SCB	107 267	Français
2	PLANTATIONS JEAN EGLINS S.A.	10 734	Belge
3	BACIBAM	3 972	Français
4	TIABAM	3 424	Français
5	KOFFIBAM	3 251	Français

Source : Sika Pro

#### g. La mangue

La Côte d'Ivoire est le troisième producteur de mangue en Afrique, après le Kenya et l'Afrique du Sud. Selon le FAO, la production nationale est estimée à environ 180 000 tonnes par an en 2021. Environ 10% de cette production est exportée principalement vers l'Europe.

La culture de la mangue en Côte d'Ivoire est concentrée dans la zone nord du pays, notamment dans les régions de Korhogo, Sinématiali et Ferkessedougou. Ces régions bénéficient d'un climat favorable à la culture de la mangue, avec des températures chaudes et une pluviométrie régulière.

Les principales variétés de mangue cultivées en Côte d'Ivoire sont la Kent, la Keitt et l'Amélie. Ces variétés sont appréciées pour leur qualité gustative et leur aptitude à la conservation.

La production de mangue en Côte d'Ivoire est une activité importante pour l'économie du pays. Elle contribue à la création d'emplois et à la génération de revenus dans les zones rurales.

Toutefois, les pertes post-récolte demeurent élevées, se situant dans un intervalle de 30% et 60% de la production, du fait des piqûres des mouches du fruit et du rejet des mangues de moindre qualité. Cela constitue une bonne raison de développer la transformation au plan local.

Durant la campagne de la mangue, qui est très courte (1 à 3 mois), les pertes sont énormes, du fait de la périssabilité des fruits, des capacités de stockage limitées et de l'insuffisance des moyens de transport.

1- Forces

- Existence de l'Interprofession
- Existence d'unités de transformation
- Très bonne qualité de mangue (Kent)

2- Faiblesses

- Manque de financement
- Perte post récolte élevée
- Coût de revient des fruits trop élevé
- Productivité moyenne encore faible
- Pression fiscale sur la filière
- Promotion insuffisante sur les marchés extérieurs

3- Opportunités / enjeux

- Existence de marché national
- Existence d'un marché mondial
- Existence d'un marché sous régional

4- Menaces

- Maladies du verger dont la mouche des fruits, la cochenille farineuse, l'anthracnose...
- Changement climatique

En vue de profiter du plein potentiel de cette filière, le gouvernement ivoirien gagnerait à mettre en place des mesures pour soutenir la filière de la mangue.

- Le développement de la recherche et de l'innovation.
- L'appui aux producteurs pour améliorer la productivité et la qualité des fruits.
- La promotion des exportations.

La filière de la mangue a le potentiel de se développer encore davantage et la Côte d'Ivoire pourrait devenir un acteur majeur sur le marché mondial.

### 1.1.2. Agriculture vivrière

Outre les cultures d'exportation, de nombreuses familles pratiquent l'agriculture vivrière, cultivant des variétés telles que le riz, le manioc, le maïs, l'igname et le mil pour leur propre consommation.

Les éventuels surplus de cette production sont parfois commercialisés, généralement au marché du village ou de la ville la plus proche. En Côte d'Ivoire, l'agriculture vivrière est la forme d'agriculture la plus répandue. Elle représente environ 80 % de la production agricole totale du pays. Elle est pratiquée par la majorité de la population rurale, qui représente environ 50% de la population totale du pays.

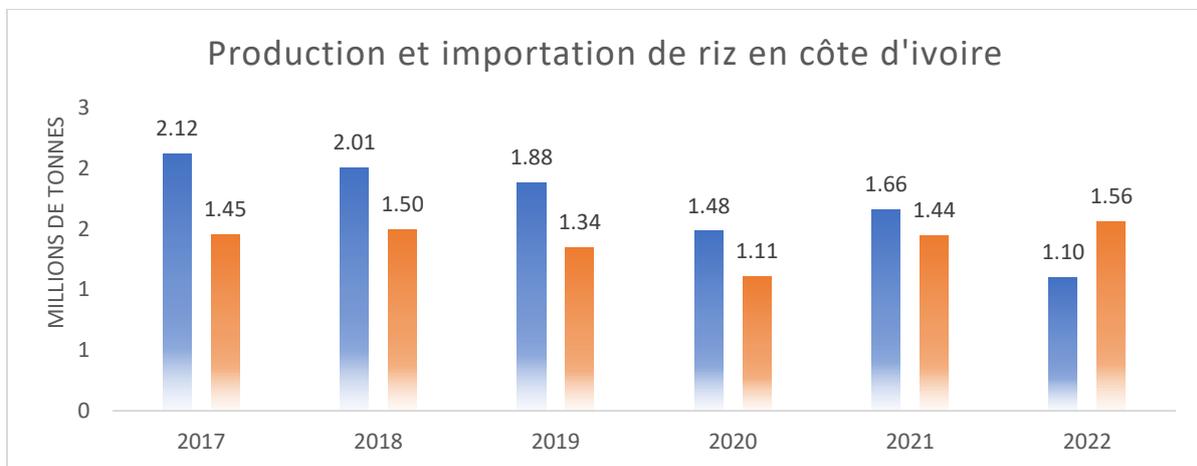
### a. Le riz

Le riz est une denrée alimentaire essentielle au quotidien des Ivoiriens. Il est l'aliment de base de la population, représentant environ 50% des calories consommées. Cette filière est donc très importante pour le pays, tant sur le plan social que sur le plan économique.

En 2022, la production nationale de riz est descendue à 1,1 million de tonnes après avoir atteint 2,12 millions de tonnes en 2017. La Côte d'Ivoire a importé environ 1,6 million de tonnes de riz en 2022, ce qui constitue un niveau plus important que celui de la production.

La production de riz en Côte d'Ivoire est dominée par la riziculture pluviale, qui représente 95% de la production totale. La riziculture irriguée, qui est plus productive, ne représente que 5% de la production.

La transformation du riz en Côte d'Ivoire est encore peu développée. La plupart du riz produit est vendu en vrac, soit directement aux consommateurs, soit aux transformateurs. Il existe cependant quelques grands moulins qui produisent du riz blanc.



Source : USDA / ITC / FOA / MIRAH

La commercialisation du riz en Côte d'Ivoire est assurée par un réseau de petits commerçants, de grossistes et de détaillants. Le riz importé est principalement commercialisé par les grandes surfaces et les importateurs.

La filière rizicole en Côte d'Ivoire est confrontée à plusieurs problèmes.

- La tradition de l'économie ivoirienne en tant qu'importatrice ;
- Un déficit de production, qui oblige le pays à importer du riz ;
- Une qualité du riz blanc ivoirien jugée médiocre ;
- Une faible mécanisation de la production.

Le gouvernement ivoirien a mis en place un plan de développement de la filière rizicole, qui vise à accroître la production, améliorer la qualité du riz blanc et mécaniser la production.

Les perspectives de la filière rizicole en Côte d'Ivoire sont positives. Le gouvernement ivoirien est déterminé à développer la filière et à réduire le déficit de production. La demande de riz en Côte d'Ivoire devrait également continuer à augmenter, en raison de la croissance démographique et de l'urbanisation.

## b. Le maïs

La culture du maïs est une activité importante en Côte d'Ivoire. Elle représente la deuxième céréale la plus cultivée après le riz, avec une production annuelle moyenne de 1 million de tonnes. La filière du maïs est un maillon essentiel de l'économie ivoirienne, contribuant à la sécurité alimentaire du pays et à la création d'emplois.

La production de maïs est concentrée dans les régions du nord et du centre du pays, où les conditions climatiques sont favorables à la culture. Les principales variétés cultivées sont le maïs blanc et le maïs jaune.

Le maïs est cultivé par des petits exploitants agricoles, pour la plupart des paysans en zones rurales. La superficie moyenne des exploitations est de 2 hectares.

La commercialisation du maïs est assurée par un réseau de commerçants, de coopératives et d'entreprises agroalimentaires. Les commerçants achètent le maïs aux producteurs et le revendent aux transformateurs ou aux exportateurs. Les coopératives regroupent les producteurs et leur facilitent l'accès aux marchés. Les entreprises agroalimentaires transforment le maïs en produits alimentaires, tels que la farine de maïs, l'huile de maïs ou les pop-corn.



Source : FAO

Le maïs est une céréale très consommée en Côte d'Ivoire. Il est utilisé pour la préparation de nombreux plats traditionnels, tels que le tô, le foutou ou les akara et est également exporté vers les pays de la sous-région.

### Les contraintes

La filière du maïs en Côte d'Ivoire est confrontée à un certain nombre de contraintes.

- La faible productivité des exploitations, qui est inférieure à 5 tonnes à l'hectare.
- L'insuffisance des infrastructures de stockage et de transformation.

### Les perspectives

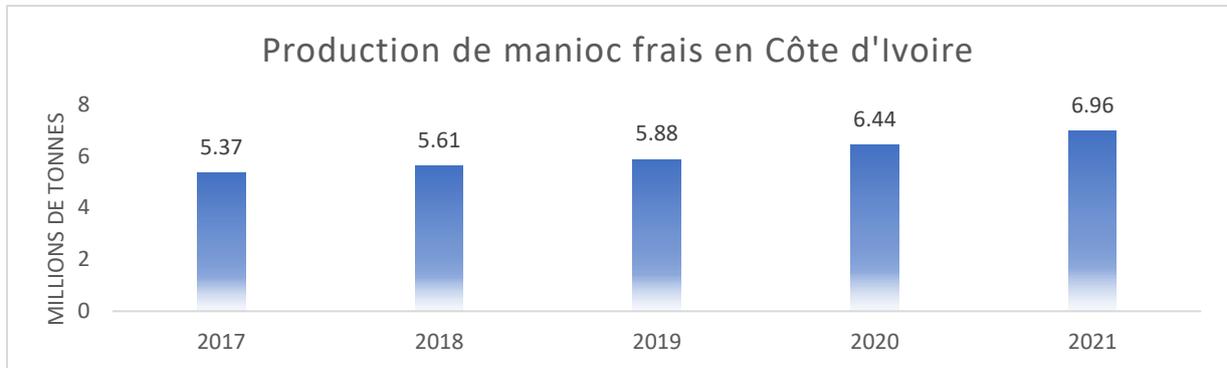
Le gouvernement ivoirien a mis en place un certain nombre de mesures pour soutenir la filière du maïs, notamment :

- La distribution de semences améliorées aux producteurs.
- La construction de silos de stockage.
- La promotion de la transformation locale du maïs.

Ces mesures devraient permettre d'augmenter la production et la productivité du maïs, de réduire les coûts de production et de créer des emplois dans la filière.

### c. Le manioc

Le manioc est un aliment de base important en Côte d'Ivoire. Il est cultivé par environ 2 millions de producteurs, principalement dans les zones rurales. Le pays a produit selon le FAO, près de 7 millions de tonnes en 2021. La production de manioc en Côte d'Ivoire est principalement une activité familiale. Les producteurs utilisent des méthodes traditionnelles, avec peu d'utilisation d'intrants. Les principales variétés cultivées sont le manioc doux et le manioc amer.



Source : FAO

La transformation du manioc en Côte d'Ivoire est principalement artisanale. Les produits transformés les plus courants sont l'attiéké, le foutou et le placali.

- L'attiéké est une semoule de manioc fermentée. C'est le produit de transformation du manioc le plus populaire en Côte d'Ivoire. Il est consommé quotidiennement par la plupart des Ivoiriens.
- Le foutou de manioc. Il est généralement consommé avec un accompagnement, comme la sauce tomate ou la sauce d'arachides.
- Le placali est une purée de manioc. Il est généralement consommé avec une sauce piquante.

Le manioc est commercialisé sur les marchés locaux, régionaux et nationaux. Les principaux débouchés sont la consommation locale et l'exportation.

Cette filière en Côte d'Ivoire présente de nombreuses perspectives de développement. Les principaux axes de développement sont les suivants :

- Améliorer la productivité de la production
- Développer la transformation industrielle du manioc
- Développer les exportations de produits transformés à base de manioc

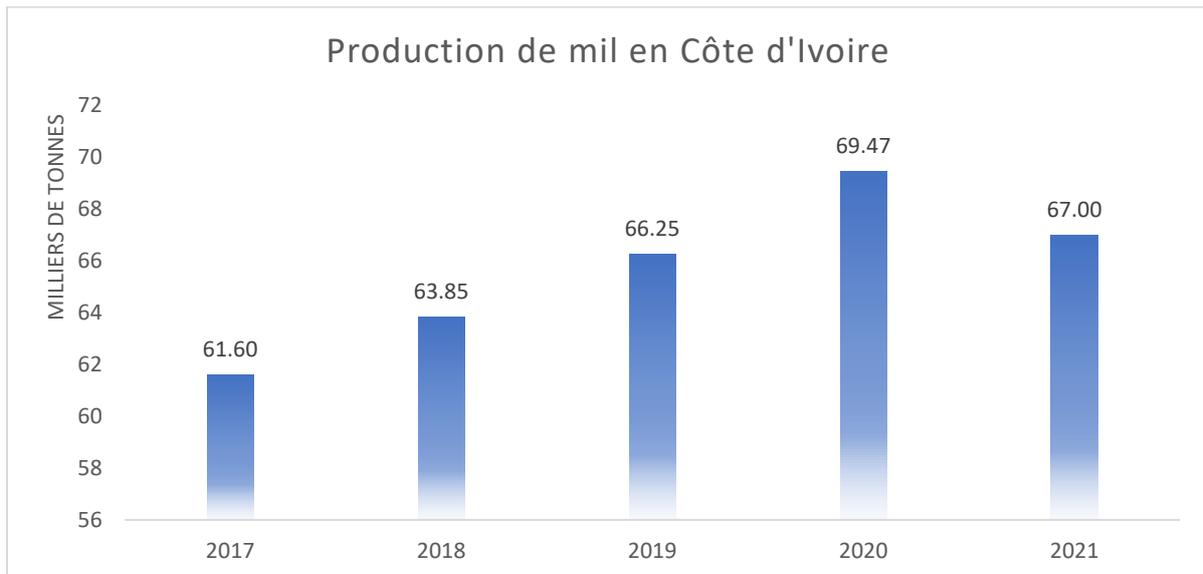
Le gouvernement ivoirien a mis en place plusieurs initiatives pour soutenir le développement de la filière du manioc. Parmi ces initiatives, on peut citer la création de l'Agence de développement de la filière Manioc (ADFMA) et le lancement du Plan national de développement du manioc (PNDM).

Le développement de la filière du manioc en Côte d'Ivoire pourrait contribuer à la réduction de la pauvreté, à la création d'emplois et à la diversification de l'économie nationale.

#### d. Le mil

Le mil est une céréale cultivée pour l'alimentation humaine et animale avec sa tige servant aussi comme matériau de construction en zone rurale. Il est très répandu en Afrique et particulièrement en Afrique de l'Ouest.

La Côte d'Ivoire est un producteur de mil de taille moyenne en Afrique de l'Ouest. La production nationale est estimée à environ 40 000 tonnes par an. La majeure partie de celle-ci est concentrée dans le nord du pays, dans les régions de la Marahoué, du Hambol, du Worodougou et du Poro. Le mil reste une céréale importante dans l'alimentation des populations du nord de la Côte d'Ivoire.



Source : FAO

La filière du mil en Côte d'Ivoire comprend de nombreux acteurs, notamment :

- Les producteurs, qui sont pour la plupart des petits exploitants agricoles.
- Les collecteurs, qui achètent le mil aux producteurs et le revendent aux transformateurs.
- Les transformateurs, qui produisent des produits à base de mil, tels que la farine, le couscous, les galettes, etc.
- Les commerçants, qui distribuent les produits à base de mil aux consommateurs.

La filière du mil en Côte d'Ivoire a le potentiel de se développer. Le pays dispose d'un climat favorable à la culture du mil et d'une population croissante qui est demandeur de produits à base de céréales.

Pour stimuler le développement de la filière, le gouvernement ivoirien a mis en place plusieurs initiatives, notamment :

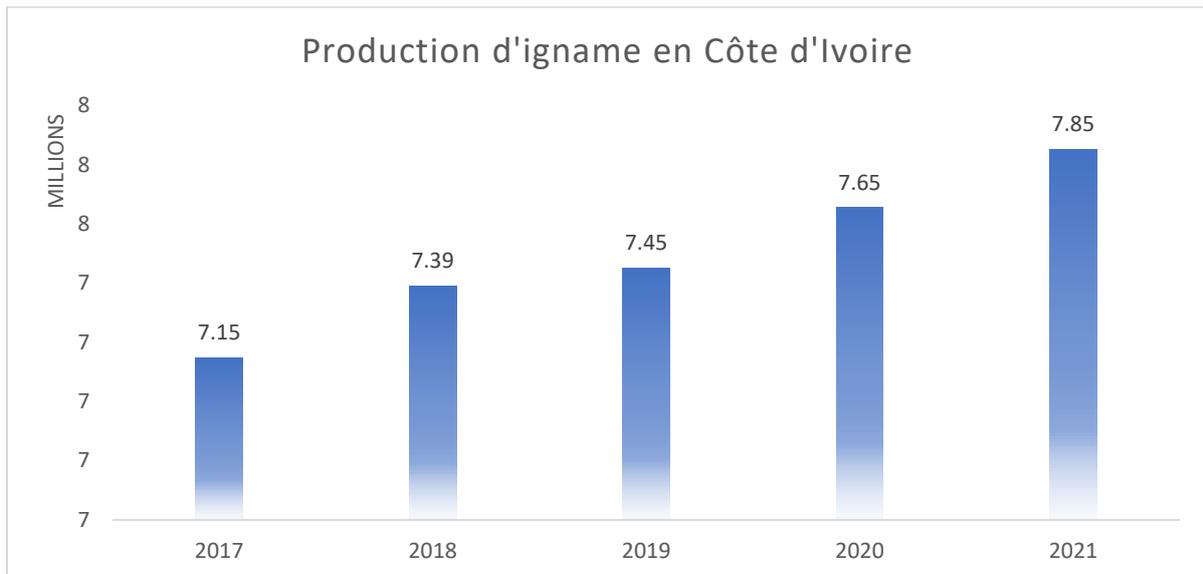
- La promotion de la culture de nouvelles variétés de mil à haut rendement.
- Le soutien aux producteurs à travers des programmes de formation et d'appui financier.
- La promotion de la transformation et de la commercialisation des produits à base de mil.

Ces initiatives devraient contribuer à augmenter la production et la consommation de mil en Côte d'Ivoire.

#### e. L'igname

L'igname est une plante alimentaire de la famille des Aracées, originaire d'Afrique et d'Asie du Sud-Est. Elle est cultivée dans de nombreuses régions tropicales et subtropicales, dont la Côte d'Ivoire.

En Côte d'Ivoire, l'igname est une culture traditionnelle et importante, qui occupe une place centrale dans l'alimentation des populations rurales. Elle est également une source importante de revenus pour les producteurs. La production d'igname en Côte d'Ivoire est estimée en 2021 à 7,9 millions de tonnes. Elle est répartie sur l'ensemble du territoire national, mais les principales zones de production se situent dans le nord et le centre du pays.



Les principales variétés d'igname cultivées en Côte d'Ivoire sont :

- L'igname Kponan, une variété précoce à chair blanche, est la plus cultivée du pays. Elle est principalement produite dans le nord de la Côte d'Ivoire.
- L'igname Assawa, une variété précoce à chair jaune, est également cultivée dans le nord du pays.
- L'igname Lokpa, une variété tardive à chair blanche, est cultivée dans le centre et le sud du pays.

L'igname est principalement consommée fraîche, mais elle peut également être transformée de différentes manières, notamment :

- En fufu / Foutou, une pâte épaisse à base d'igname cuite ;
- En ragoûts ;
- En frites.

L'igname est commercialisée sur les marchés locaux, régionaux et nationaux. Les principaux marchés d'écoulement sont Abidjan, Bouaké et Korhogo.

- La filière igname en Côte d'Ivoire est confrontée à plusieurs défis, notamment :
- La faible productivité des cultures, qui est due à des facteurs tels que la pauvreté des sols, les mauvaises pratiques culturales et les maladies.

- La faiblesse de l'organisation des producteurs, qui les rend vulnérables aux fluctuations des prix.
- Le manque de transformation industrielle, qui limite les débouchés de la filière.

### Perspectives

La filière igname en Côte d'Ivoire a un potentiel de développement important. Les efforts de recherche et de développement pourraient contribuer à améliorer la productivité des cultures et à développer de nouvelles variétés plus résistantes aux maladies. L'organisation des producteurs et le développement de la transformation industrielle pourraient également contribuer à renforcer la compétitivité de la filière.

L'agriculture vivrière joue un rôle important dans l'économie de la Côte d'Ivoire. Elle contribue à la sécurité alimentaire du pays, en fournissant une grande partie des besoins alimentaires de la population. Elle est également une source de revenus pour les populations rurales.

Cependant, cette agriculture est confrontée à un certain nombre de défis, notamment la pauvreté des agriculteurs, la dégradation des sols et le changement climatique.

1.2.

### 1.3. Elevage

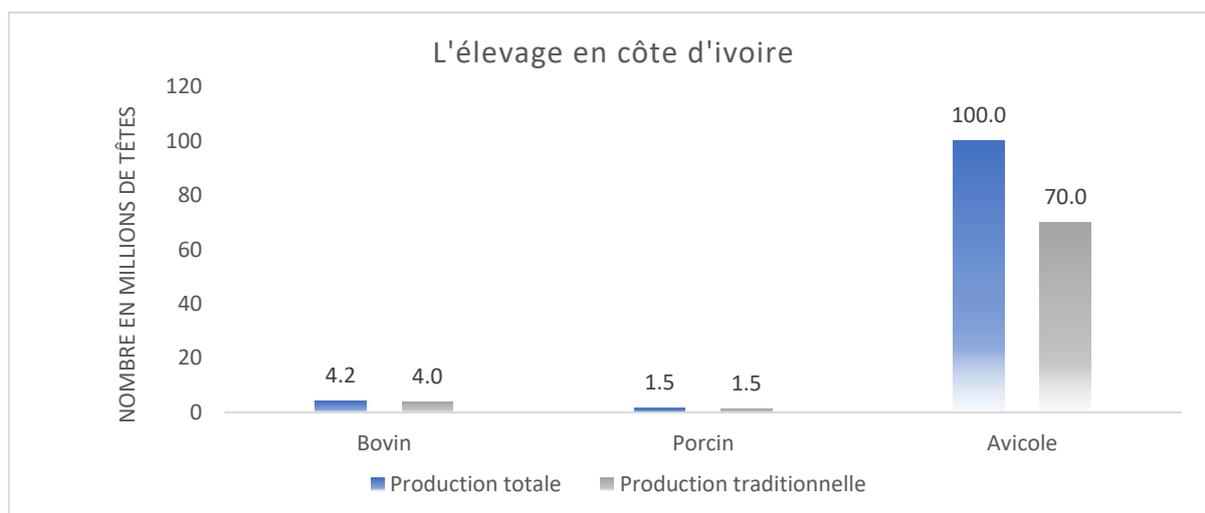
L'élevage est une activité en plein développement en Côte d'Ivoire. Son importance pour l'économie ivoirienne se situe au niveau de sa contribution à la sécurité alimentaire, à la création d'emplois et au développement rural. Il représente 2 % du PIB national, environ 4,5 % du PIB agricole et emploie 10 % de la population active, dont 70 % sont des femmes. En 2022, la Côte d'Ivoire a produit environ 63 000 tonnes de viande, dont 47 000 tonnes de viande bovine, 12 000 tonnes de viande de porc et 4 000 tonnes de viande de volaille. La production de lait est quant à elle ressortie à 150 000 tonnes.

En 2021, la production d'œufs a été estimée selon l'USDA (Département américain de l'Agriculture) à 963 millions, en baisse de 15% par rapport à 2020. Cette baisse de production est à son tour liée la hausse des prix des intrants et de l'alimentation pour les volailles sur la période, qui ont dû impacter considérablement les fermes couveuses.

Le cheptel ivoirien est composé de bovins, de porcs, de volailles et d'ovins-caprins. Les volailles sont la principale espèce élevée, avec un effectif estimé à 100 millions de têtes en 2022. Les bovins sont la deuxième espèce, avec un effectif estimé à 4,2 millions de têtes.

- L'élevage avicole (poulets) est le premier type d'élevage le plus important en Côte d'Ivoire. Le pays compte environ 100 millions de volailles, dont 70 % sont élevées de manière traditionnelle.
- L'élevage bovin est le second type d'élevage le plus important en Côte d'Ivoire. Le pays compte environ 4,2 millions de têtes de bétail, dont 95% sont élevées de manière traditionnelle. L'élevage bovin représente environ 60% de la production totale de viande, avec des animaux élevés en semi-liberté ou en stabulation libre.
- L'élevage porcin est le troisième type d'élevage d'importance en Côte d'Ivoire. Le pays compte environ 1,5 million de têtes, dont 97 % sont élevés de manière traditionnelle.
- L'élevage de petits ruminants (mouton, cabri, ...) est une filière importante en Côte d'Ivoire. Il représente environ 10% de la production totale de viande. L'élevage de petits ruminants est principalement traditionnel, avec des animaux élevés en semi-liberté.
- L'aquaculture est en pleine croissance en Côte d'Ivoire. Le pays compte environ 500 000 tonnes de production aquacole, dont 80 % sont des poissons.
- Autres élevages : Escargot, lapin, agouti, dinde...

L'élevage en Côte d'Ivoire est encore dominé par les pratiques traditionnelles, avec une faible productivité. Cependant, le secteur connaît une croissance soutenue, notamment dans les filières volaille et porc. Les atouts de l'élevage en Côte d'Ivoire sont nombreux notamment les conditions climatiques favorables, le potentiel foncier et la demande croissante.



Source : CNRA

Selon le Ministère des Ressources Animales et Halieutiques, la production nationale ne couvrait que 44,6% des besoins en 2021. Bien que ce taux se soit amélioré par rapport à 2019 (26,7%), cette couverture rend le pays dépendant vis-à-vis des importations. Cette faiblesse s'explique par certains facteurs, notamment la pauvreté des éleveurs, les maladies animales et la concurrence des importations.

Malgré ces défis, le secteur de l'élevage en Côte d'Ivoire a le potentiel de se développer de manière significative. Le gouvernement ivoirien met en place des programmes pour soutenir le développement du secteur, notamment la Politique Nationale de Développement de l'Élevage, de la Pêche et de l'Aquaculture (PONADEPA 2022-2026) qui vise à réduire la dépendance et atteindre progressivement l'autosuffisance en protéines animales et halieutiques.

Si les techniques traditionnelles sont les plus dominantes, il faut retenir que celles-ci sont pratiquées par des Ivoiriens, avec une bonne présence dans la volaille. La production à grande échelle est également pratiquée par des entreprises qui s'illustrent de la meilleure manière. SIPRA (Société Ivoirienne de Production Animale), FOANI et bien d'autres se disputent les parts de ce marché.

N°	Producteurs	Chiffre d'affaires 2022 (millions FCFA)	Capital
1	SIPRA	69 752	Ivoirien
2	FOANI	3 498	Ivoirien
3	Mansa	1 088	Ivoirien

Source : Sikafiance Pro

#### 1.4. Pêche

Bien qu'étant une filière importante, la pêche demeure encore peu développée en Côte d'Ivoire. Elle représente environ 0,4% du PIB et emploie environ 1,5 million de personnes, dont la plupart sont des pêcheurs artisanaux. La pêche maritime a cependant un énorme potentiel dans le pays avec une zone d'exercice de 207 000 km<sup>2</sup> pour 550 km de littoral.

En 2023, la pêche en Côte d'Ivoire a été marquée par la fermeture saisonnière des pêches maritimes, qui a eu lieu du 1<sup>er</sup> juillet au 31 août pour la pêche semi-industrielle et industrielle, et du 1<sup>er</sup> au 31 juillet pour la pêche artisanale. Cette mesure a été prise pour permettre aux ressources halieutiques de se reconstituer, en raison de la surpêche.

La pêche artisanale est la principale forme de pêche en Côte d'Ivoire avec 80% de la production. Elle est pratiquée par environ 1,2 million de pêcheurs (essentiellement des étrangers), qui utilisent des pirogues et des filets pour capturer des poissons, des crustacés et des mollusques.

La pêche industrielle est pratiquée par environ 300 000 personnes et revendique une part d'environ 15% de la production totale en 2021. Elle est exercée en haute mer avec des chalutiers et des sardiniers qui capturent des poissons pélagiques, comme le thon et la sardine.

Evolution des productions nationales de pêche (en tonnes)					
RUBRIQUES	2017	2018	2019	2020	2021
Pêche inductrielle	20 997	31 212	31 996	10 434	13 689
Pêche artisanale	70 251	74 316	73 223	65 789	78 676
Total production	91 248	105 528	105 219	76 223	92 365

Source : Ministère des Ressources Animales et Halieutiques/ DPSP

Les principales espèces de poissons capturées en Côte d'Ivoire sont le thon, la sardine, le maquereau, le chinchard, le merlu, le capitaine, le bar et la sole.

Les perspectives de la pêche en Côte d'Ivoire sont positives. Le gouvernement ivoirien a mis en place un plan de développement de la pêche qui vise à augmenter la production et à améliorer la qualité des produits halieutiques.

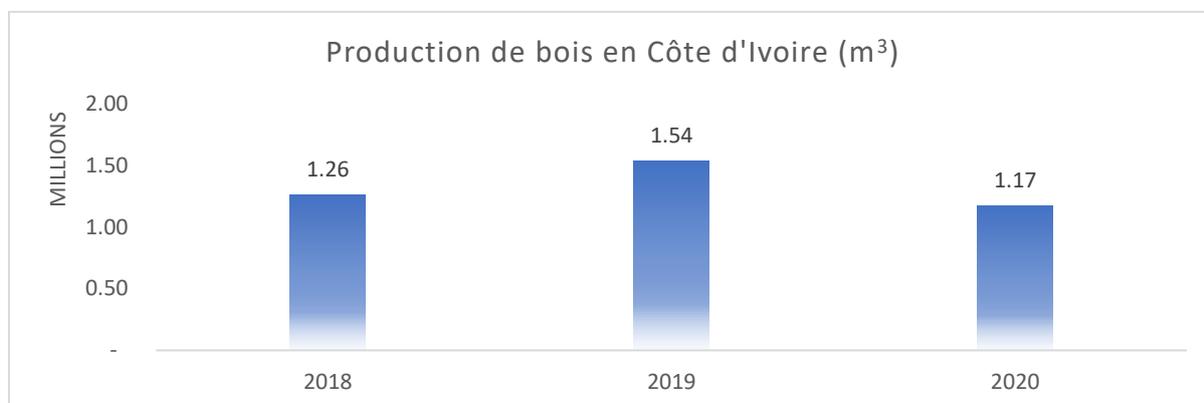
Ce plan prévoit notamment la construction de nouveaux ports et infrastructures de pêche, la formation des pêcheurs et la promotion de la pêche durable.

## 1.5 Sylviculture

La sylviculture, la culture du bois, est une activité en développement en Côte d'Ivoire. Elle représente environ 1% du PIB et emploie de façon directe ou indirecte près de 200 000 personnes.

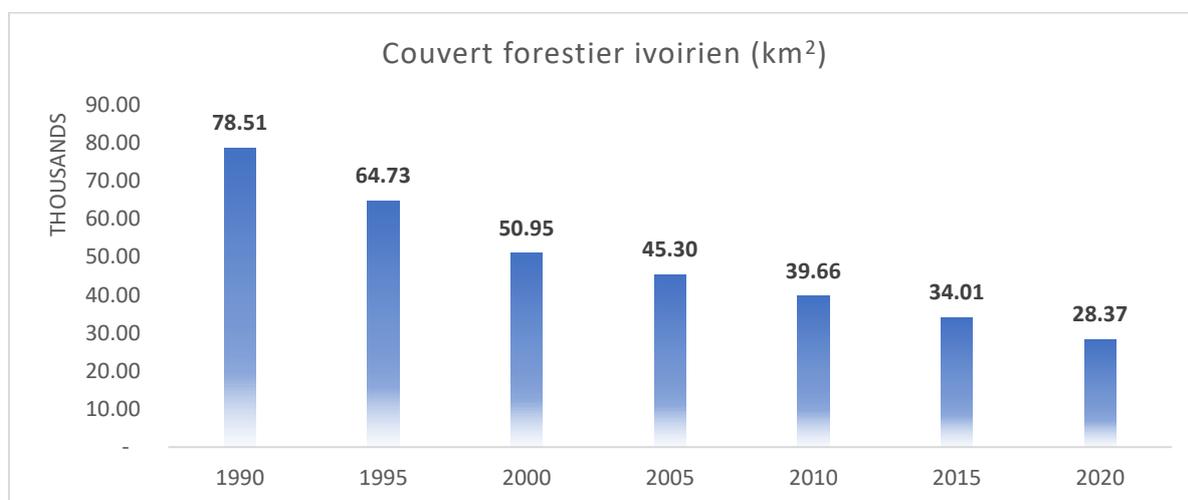
En 2022, la Côte d'Ivoire disposait d'une superficie forestière de de près 2,6 millions d'hectares, soit environ 8% de la superficie totale du pays. Les principales espèces forestières ivoiriennes sont le fromager, le teck, le mahogany, le sapelli et l'iroko.

Le secteur forestier ivoirien est confronté à plusieurs défis, notamment la déforestation, l'exploitation illégale du bois et la dégradation des forêts. La déforestation est la principale menace qui pèse sur les forêts ivoiriennes. Les principales causes de la déforestation en Côte d'Ivoire sont la conversion des forêts classées en terres agricoles, l'urbanisation et l'exploitation illégale du bois. Toutefois, il est à reconnaître des efforts de la Côte d'Ivoire en matière de reboisement.



Source : DPPSE

L'exploitation illégale du bois est un problème grave car elle entraîne la perte de ressources naturelles, la dégradation des forêts et la concurrence déloyale pour les acteurs du secteur forestier respectueux de la légalité. En 2023, les autorités ivoiriennes ont saisi plus de 10 000 m<sup>3</sup> de bois illégal.



Source : Gouv.ci

Sur la période allant de 1990 à 2020, le couvert forestier ivoirien s'est dégradé de près de 50% en passant de 78 510 Km<sup>2</sup> à 28 367 km<sup>2</sup>. Face à ce constat, le gouvernement ivoirien a mis en place plusieurs politiques publiques pour lutter contre la déforestation et la dégradation des forêts.

Parmi ces politiques, on peut citer :

- La création d'un plan national de restauration des forêts, qui vise à reboiser 1 million d'hectares de forêts dégradées d'ici 2030.
- La mise en place d'un système de traçabilité du bois, qui vise à lutter contre l'exploitation illégale du bois.
- L'amélioration de la gouvernance du secteur forestier, qui vise à renforcer la transparence et la responsabilité des acteurs du secteur.

Le secteur forestier ivoirien a le potentiel de jouer un rôle important dans le développement durable du pays. Pour atteindre cet objectif, il est nécessaire de renforcer les politiques publiques et de mobiliser les ressources financières nécessaires pour lutter contre la déforestation et la dégradation des forêts. Les défis à relever pour ce secteur consisteraient à réduire la déforestation et la dégradation des forêts, lutter contre l'exploitation illégale du bois, améliorer la gouvernance du secteur forestier, développer la filière bois-énergie et diversifier la production forestière.

La réussite de ces défis permettra au secteur forestier ivoirien de contribuer de manière significative au développement durable du pays.

En conclusion, le secteur primaire ivoirien présente des atouts significatifs qui contribuent à sa compétitivité sur la scène internationale. La diversité des ressources naturelles, notamment dans l'agriculture d'exportation avec des produits tels que le cacao, le café, et l'huile de palme, offre une base solide pour le développement économique du pays. Cependant, des défis subsistent, tels que l'amélioration continue des rendements à travers la mécanisation, l'irrigation, la recherche et le développement et l'innovation.

La Côte d'Ivoire doit également être attentive aux fluctuations des prix des matières premières et prendre des mesures de protection. L'adoption de technologies modernes, la formation continue des travailleurs du secteur primaire et une gestion efficace des ressources naturelles sont des éléments essentiels pour renforcer la compétitivité à long terme.

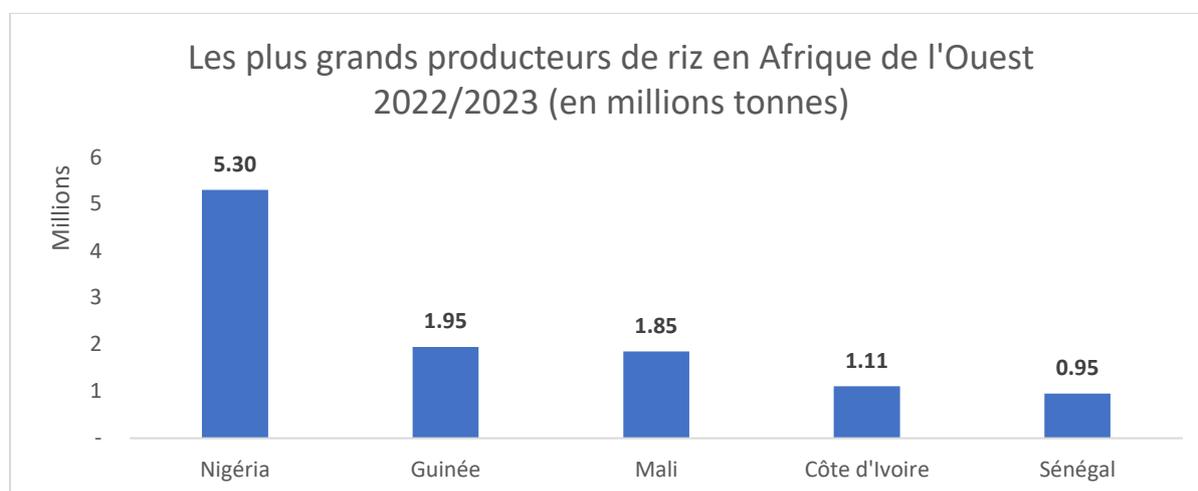
En somme, bien que des défis subsistent, le potentiel du secteur primaire ivoirien est indéniable. Un engagement continu en faveur de la durabilité, de l'innovation et du renforcement des capacités peut positionner la Côte d'Ivoire comme un acteur clé sur le marché mondial.

# Focus filière riz

- Le riz dans l'alimentation ivoirienne

Le riz occupe une position prépondérante dans le régime alimentaire de la population ivoirienne, avec une consommation moyenne annuelle de 70 kilogrammes par individu, soit environ 2,2 millions de tonnes pour l'ensemble de la population. La demande nationale du riz est en constante progression (+3% / an), tandis que le pays importe environ 50% de ses besoins.

La production de riz en 2022/2023 de la Côte d'Ivoire est ressortie à 1,11 millions de tonnes, la classant au 4ème rang des plus importants producteurs de la région Ouest-africaine. Le pays vient ainsi dernière le Nigéria (5,3 millions de tonnes), la Guinée (1,95 million de tonnes) et le Mali (1,85 million de tonnes).



Source : USDA

Autrefois exportatrice de riz, la Côte d'Ivoire a subi un changement de paradigme avec le retrait progressif du gouvernement du secteur rizicole, entraînant une incapacité à satisfaire les besoins intérieurs et conduisant à d'importantes importations de riz. Ces importations ont représenté une dépense annuelle avoisinant les 500 millions de dollars américains ces dernières années.

Toutefois, les initiatives sont en cours afin de redonner à cette filière sa vigueur d'antan. Cette analyse sur la production du riz permettra de faire ressortir les éléments clés pouvant positivement influencer la compétitivité de ce segment.

- Superficie occupée par la culture du riz

L'importance de cette filière dans la production céréalière de la Côte d'Ivoire se perçoit à travers la superficie utile de cette denrée. Selon le FAO la culture du riz représente 57% des superficies emblavées en céréale, fournit 26% de la production vivrière totale du pays et contribue à environ 17% du total des emplois agricoles.

### ➤ Principales régions productrices

Le riz est cultivé dans toutes les régions de la Côte d'Ivoire, partant de la zone forestière, à la zone montagneuse l'Ouest en passant par la savane. La production du riz (Paddy) en Côte d'Ivoire est assurée par de petits producteurs qui une fois la récolte effectuée, conservent une partie pour leur propre consommation, allouent une partie aux collecteurs et l'autre partie vendue directement aux unités de transformation.

On distingue trois types de systèmes de production rizicole en Côte d'Ivoire : la riziculture pluviale de plateau, la riziculture pluviale de bas-fond et la riziculture irriguée. Les rizicultures de plateau et de bas-fond sont assurées par les eaux de pluies, tandis que la riziculture irriguée qui est non saisonnière peut se pratiquer sur toute l'année.

### ➤ Méthodes de production

En Côte d'Ivoire, la riziculture se pratique selon trois principales méthodes ; chacune présentant des caractéristiques distinctes :

- Riziculture irriguée :

La riziculture irriguée se pratique dans des bas-fonds aménagés, avec une maîtrise totale ou partielle de l'eau. Ces exploitations, d'une taille appréciable (1-2 ha), adoptent des techniques modernes et intensives. Elles se distinguent par une mécanisation poussée, faisant usage de motoculteurs, ainsi qu'une intensification par l'utilisation d'engrais et de produits phytosanitaires. Les rendements varient de 3 à 10 tonnes/ha, et la majorité des récoltes est commercialisée sur les marchés locaux. La riziculture irriguée occupe 13% des superficies agricoles et contribue à hauteur de 15% de la production totale de riz.

La riziculture irriguée s'illustre mieux pour répondre à l'autosuffisance en riz. Celle-ci présente de nombreux avantages.

- Une augmentation des rendements. La riziculture irriguée permet d'augmenter les rendements du riz de 20 à 50 % par rapport à la riziculture pluviale. Cela est dû au fait que l'eau est disponible en permanence, ce qui permet aux plantes de pousser plus rapidement et de produire plus de grains.
- Une amélioration de la qualité du riz. La riziculture irriguée produit un riz de meilleure qualité, car il est plus blanc, plus gros et plus savoureux. Cela est dû au fait que les plantes ont accès à une quantité suffisante d'eau et de nutriments.
- Une réduction des risques de perte de récolte. La riziculture irriguée réduit les risques de perte de récolte en cas de sécheresse ou de maladies. Cela est dû au fait que les plantes ont accès à une quantité suffisante d'eau, même en cas de sécheresse.
- Une augmentation des revenus des riziculteurs. La riziculture irriguée permet aux riziculteurs de gagner plus d'argent, car ils produisent plus de riz de meilleure qualité. Cela contribue à améliorer leur niveau de vie.

En Côte d'Ivoire, la riziculture irriguée est principalement pratiquée dans les régions du Sud, du Centre et de l'Ouest. Le gouvernement ivoirien encourage le développement de la riziculture irriguée en mettant en place des programmes de soutien aux riziculteurs, notamment des subventions aux intrants agricoles et des formations aux techniques de riziculture irriguée.

- Riziculture inondée :

Pratiquée sur de vastes plaines inondables par les crues des fleuves, la riziculture inondée est mécanisée mais moins intensive, sans maîtrise complète de l'eau. Cette méthode, généralement traditionnelle et assez intensive en main-d'œuvre familiale. Elle est moins répandue et est pratiquée dans la région du Nord-Ouest de la Côte d'Ivoire. Les rendements avoisinent les 3 tonnes/ha, occupant seulement 2% des superficies. La riziculture inondée contribue à hauteur de 5% de la production nationale de riz.

- Riziculture pluviale :

La riziculture pluviale est le système le plus répandu en Côte d'Ivoire. Elle se pratique sur des exploitations de petite taille (0,2-1 ha), intensives en main-d'œuvre familiale. Contrairement aux autres systèmes, la riziculture pluviale utilise peu d'intrants agricoles, n'est pas mécanisée et est pratiquée de manière itinérante en association avec d'autres cultures telles que le maïs et le manioc. Les rendements sont relativement faibles, se situant autour de 0,5 à 1,5 tonne/ha. La riziculture pluviale occupe la majeure partie des superficies agricoles, soit 85%, et représente 80% de la production nationale de riz.

- Une diversité de riz cultivé en Côte d'Ivoire

L'on dénombre une dizaine de variétés de riz cultivées en Côte d'Ivoire, qui peuvent être classées en deux grandes catégories : le riz irrigué et le riz pluvial.

- ✓ Le riz irrigué est cultivé dans les bas-fonds rizicoles du pays, notamment dans les régions de la vallée du Bandama, du Sud-Comoé et du Bas-Sassandra. Les variétés de riz irrigué les plus cultivées en Côte d'Ivoire sont :

- WITA9 : Cette variété est précoce, résistante aux maladies et aux insectes, et a un rendement élevé. Elle est la variété de riz irrigué la plus cultivée en Côte d'Ivoire, représentant environ 50% des surfaces cultivées avec une productivité de 7 à 10 t/ha.
- Bouaké 189 : Cette variété est également précoce, résistante aux maladies et aux insectes, et a un rendement élevé (4,5 à 8,5 t/ha). Elle est la deuxième variété de riz irrigué la plus cultivée en Côte d'Ivoire, représentant environ 30% des surfaces cultivées.

- ✓ Riz pluvial est cultivé dans les zones de savane du pays, notamment dans les régions du Centre, du Nord et de plateaux.

La variété de riz pluvial la plus cultivée en Côte d'Ivoire est :

- Akadi : Cette variété qui répond favorablement à la pratique irriguée, est précoce, résistante à la sécheresse et a un rendement élevé (4,5 à 6 t/ha). Elle est la variété de riz pluvial la plus cultivée en Côte d'Ivoire, représentant environ 40% des surfaces cultivées.

En plus de ces variétés, d'autres types de riz sont cultivés en Côte d'Ivoire, notamment des variétés importées.

- Le riz hybride à haut rendement, une alternative coûteuse

La présence du riz hybride, notamment la variété ISRIZ-9 (AR051H), est observée dans la production agricole en région Ouest-africaine. Ce cultivar, reconnu pour son arôme distinctif, affiche un potentiel de rendement significatif, atteignant jusqu'à 15 tonnes par hectare dans des conditions favorables et environ 9 tonnes par hectare dans des environnements agricoles traditionnels. De plus, il présente un rendement d'usinage notable, atteignant 80%.

L'introduction d'une politique d'autosuffisance alimentaire reposant sur l'adoption de riz hybride à haut rendement est une démarche stratégique nécessitant une analyse approfondie en Côte d'Ivoire. Ce choix est motivé par la capacité du riz hybride à générer des rendements substantiels, pouvant atteindre jusqu'à 15 tonnes par hectare. Cette perspective représente une opportunité considérable pour la Côte d'Ivoire, compte tenu de sa vaste superficie rizicole de plus de 700 000 hectares.

L'avantage crucial de ces variétés réside dans une productivité exceptionnelle, essentielle pour répondre à la demande alimentaire croissante de la population. Les avantages quantitatifs de ces variétés pourraient jouer un rôle déterminant dans la sécurité alimentaire du pays.

Cependant, il est crucial de reconnaître que le défi majeur réside dans la question des semences. La nécessité d'acquérir de nouvelles semences chaque année entrave l'expansion du riz hybride, contrairement aux variétés consanguines qui peuvent être cultivées sur plusieurs générations en réutilisant leurs propres semences.

Cette dépendance annuelle à l'approvisionnement en semences pose des défis logistiques et économiques, impactant les agriculteurs et le coût global de la production. De plus, cela soulève des préoccupations en termes de durabilité et de résilience du système, mettant en lumière la nécessité d'une approche minimisant la dépendance constante envers des sources externes pour assurer la sécurité alimentaire à long terme.

Une solution envisageable serait d'investir dans la recherche et le développement de variétés de riz hybride permettant la production de semences viables sur place, réduisant ainsi la dépendance annuelle. De plus, sensibiliser les agriculteurs aux avantages économiques à long terme de la transition vers le riz hybride qui pourrait favoriser une adoption plus large malgré les défis initiaux.

Bien que l'adoption de riz hybride à haut rendement puisse ouvrir la voie vers l'autosuffisance alimentaire en Côte d'Ivoire, résoudre le défi des semences est impératif pour assurer la

durabilité et la résilience du système agricole. Les investissements dans la recherche, le développement et l'éducation des agriculteurs sont des aspects essentiels pour maximiser les avantages tout en minimisant les contraintes associées à cette transition.

➤ Pratiques agricoles durables et respectueuses de l'environnement

Les pratiques agricoles restent rudimentaires, ce qui ne favorise pas la prise en compte de la question environnementale. Cette pratique utilise de plus grandes superficies avec des techniques telles que le brûlis et emploie un niveau excessif d'intrants chimiques, contribuant à l'appauvrissement des sols.

Pour stimuler une production durable, il est important de mettre en place un certain nombre de mesures pour encourager les pratiques culturales durables :

- accorder des facilités de financement aux producteurs utilisant les pratiques durables ;
- rendre accessibles les variétés à rendements élevés par hectare ;
- vulgariser l'utilisation du compost.

➤ Défis et Opportunités

• Les défis de la filière riz en Côte d'Ivoire :

- Une forte augmentation de la demande de riz (+3%/an) ;
- Une offre affectée par un manque de soutien aux producteurs (besoin de financement pour de nouvelles semences, de fertilisants et de pesticides) ;
- Moindre adoption des pratiques d'Agriculture Intelligente vis-à-vis du Climat (AIC) ;
- Persistance des unités de transformation artisanales qui concurrencent les unités industrielles.

• Opportunités d'amélioration et d'expansion de la production

- Un marché national et régional à forte croissance ;
- Disponibilité d'engrais ;
- Une préférence des consommateurs pour le riz local ;
- Disponibilité d'unités de transformation à grande capacité ;
- Terres irrigables encore inexploitées ;
- Des pouvoirs publics favorables.

- Initiatives gouvernementales et régionales :

### **ADERIZ**

L'Agence de Développement de la Riziculture de Côte d'Ivoire (ADERIZ) est une agence d'exécution de l'État avec une gestion administrative et financière de type privé. Elle a été créée en 2018 par le décret n°2018-10 du 10 janvier 2018, en remplacement de l'Office National de Développement de la Riziculture (ONDR).

L'ADERIZ a pour mission de mettre en œuvre les orientations gouvernementales en matière de développement de la riziculture en Côte d'Ivoire. Elle est chargée de :

- Promouvoir la production de riz, notamment par la vulgarisation des techniques culturales, la distribution de semences et d'intrants, et la construction d'infrastructures rizicoles ;
- Renforcer les capacités des acteurs de la filière rizicole, notamment les producteurs, les transformateurs et les commerçants ;
- Développer la recherche et l'innovation dans le domaine de la riziculture ;
- Promouvoir la consommation de riz local.

L'ADERIZ est un acteur important du développement de la riziculture en Côte d'Ivoire et contribue à la diversification des variétés de riz cultivées, à l'amélioration des rendements et à la réduction de la dépendance de la Côte d'Ivoire vis-à-vis des importations de riz. De fait, l'agence pose des actions telles que la distribution de semences et d'engrais, la formation des producteurs et aussi le financement de la recherche.

### **AfricaRice**

L'objectif principal d'AfricaRice est de contribuer à la sécurité alimentaire et à la réduction de la pauvreté en Afrique en augmentant la productivité et la durabilité des systèmes rizicoles. Pour atteindre cet objectif, AfricaRice s'engage dans plusieurs activités.

- Recherche fondamentale et appliquée : AfricaRice mène des recherches sur les aspects biologiques, agronomiques et socio-économiques du riz. Ces recherches visent à développer de nouvelles variétés de riz plus productives, résistantes aux maladies et aux ravageurs, et adaptées aux conditions environnementales africaines.
- Transfert de technologies : AfricaRice travaille en collaboration avec les gouvernements, les institutions de recherche et les agriculteurs pour diffuser les technologies rizicoles développées par l'institut.
- Capacitation : AfricaRice organise des formations et des ateliers pour renforcer les capacités des chercheurs, des agriculteurs et des autres acteurs de la chaîne de valeur du riz.

AfricaRice est un acteur majeur de la recherche rizicole en Afrique. Ses activités contribuent à améliorer la productivité du riz, à réduire les risques liés au changement climatique et à améliorer les moyens de subsistance des agriculteurs africains.

### ➤ Récolte

La récolte du riz en Côte d'Ivoire se déroule généralement de novembre à mars. Les méthodes de récolte varient en fonction du type de riziculture pratiquée. La récolte du riz est une activité laborieuse et nécessite beaucoup de main-d'œuvre. Les agriculteurs ivoiriens sont généralement des petits exploitants qui travaillent avec leur famille et leurs amis.

Dans la riziculture pluviale, qui est la plus courante, les agriculteurs utilisent des machettes ou des faux. Le riz est ensuite mis en tas pour sécher.

Dans la riziculture irriguée, les agriculteurs utilisent des moissonneuses-batteuses pour récolter le riz. Les moissonneuses-batteuses coupent les tiges de riz, les détachent des grains et les nettoient.

Bien que la production du riz soit en deçà de la demande de la population ivoirienne, l'on relève une échappée dans la gestion de la récolte. En effet, la FAO estime les pertes post-récolte à 4%. Cette problématique fait ressortir un autre défi de cette filière ; la capacité de stockage qui elle-même pourrait être mitigée avec un bon niveau de transformation.

### ➤ Distribution et commercialisation

La production du riz étant pour la plus grande partie assurée par des petits producteurs, ceux-ci allouent une bonne part à l'autoconsommation, tandis que les éventuels excédents sont vendus aux collecteurs ou transportés vers des unités de transformation.

Dès lors, il est à relever la qualité de cette transformation locale. En effet, la transformation qui est encore dominée par les techniques artisanales suscite des qualités de riz blanchi contenant souvent du sable et d'autres impuretés.

A cela, il faut noter un manque d'investissements dans les domaines du marketing, du packaging et du conditionnement afin de commercialiser un riz local dont, non seulement les qualités organoleptiques sont appréciées par les consommateurs, mais qui jouit aussi d'une bonne compétitivité qualité-prix.

Il faudrait par ailleurs accompagner ces différentes initiatives d'une politique douanière favorable aux producteurs locaux sans pour autant pénaliser les consommateurs. Au niveau de la Côte d'Ivoire, le riz est imposé à un taux réduit de TVA de 9%. Le Nigeria impose en revanche ses achats de riz à 60% et la communauté Est Africaine prélève 75%.

### ➤ Impacts économiques sur les communautés locales

Le développement durable de la filière riz en Côte d'Ivoire peut avoir divers impacts économiques sur les communautés locales. Voici quelques-uns des aspects à prendre en compte :

- Amélioration des revenus agricoles : En adoptant des pratiques agricoles durables, les agriculteurs peuvent augmenter leur productivité et leurs rendements. Cela se traduit par une augmentation des revenus des agriculteurs, ce qui contribue à améliorer les conditions de vie des communautés locales.

- Création d'emplois : Le développement durable de la filière riz peut générer la création d'emplois dans plusieurs secteurs, tels que la production, la transformation, la commercialisation et la distribution du riz. Cela peut aider à réduire le chômage et à dynamiser l'économie locale.
- Renforcement de la sécurité alimentaire : En développant une filière rizière durable, la Côte d'Ivoire peut améliorer sa sécurité alimentaire en produisant davantage de riz localement. Cela réduit la dépendance vis-à-vis des importations et garantit un approvisionnement stable en nourriture pour la population locale.

➤ Perspectives

Les perspectives de la filière riz en Côte d'Ivoire sont favorables à long terme. Le gouvernement ivoirien a pour objectif d'atteindre l'autosuffisance en riz à l'horizon 2030. Pour ce faire, il a été mis en place plusieurs initiatives.

- La mise en place d'un programme de mécanisation agricole pour réduire les coûts de production ;
- L'amélioration de l'accès au crédit pour les riziculteurs ;
- L'appui aux initiatives de recherche et développement pour améliorer les variétés de riz et les techniques de production ;
- La promotion de la transformation locale du riz pour créer de la valeur ajoutée.

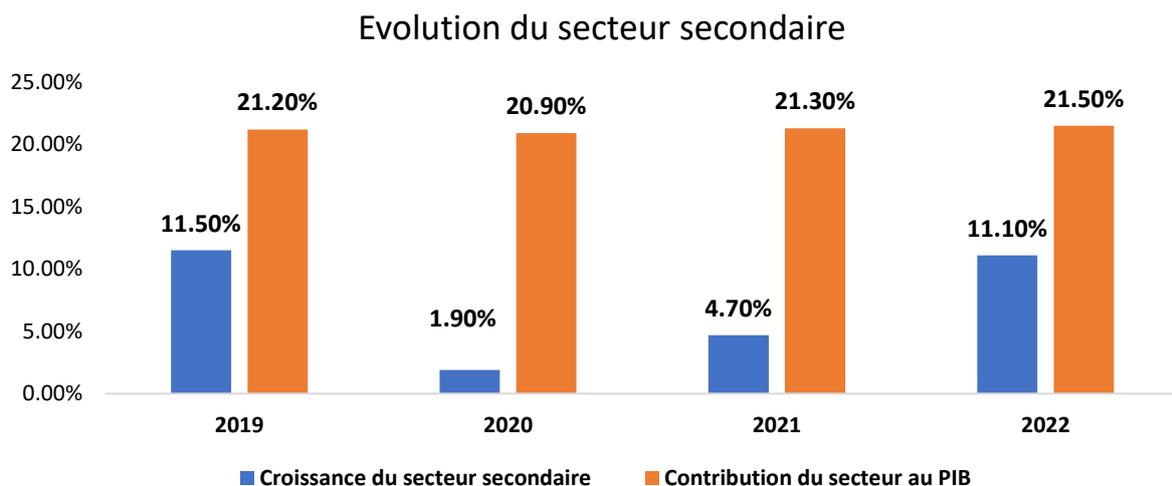
La filière riz présente dès lors, des forces pouvant faciliter l'implosion de cette dernière.

## 2. Secteur secondaire

Le secteur secondaire en Côte d'Ivoire est un moteur essentiel de l'économie nationale, représentant environ 22% du PIB. Il englobe diverses industries, allant du raffinage de pétrole à l'agro-alimentaire, en passant par le Bâtiment et Travaux Publics (BTP) et l'énergie. Sa contribution au PIB est presque équivalente à celle du secteur primaire, axé principalement sur l'agriculture, ce qui témoigne de son importance dans le tissu économique du pays.

### 2.1. Etat des lieux de l'industrie ivoirienne et présentation de quelques champions nationaux

Le secteur secondaire, qui englobe l'ensemble des activités industrielles, joue un rôle prépondérant dans la diversification économique du pays et sa croissance soutenue. Afin de mieux comprendre la complexité et la dynamique de ce secteur, il est essentiel d'établir une cartographie détaillée des différentes catégories d'industries qui le composent. Cette démarche permettra non seulement d'identifier les domaines clés de l'industrialisation ivoirienne, mais aussi de mettre en lumière les opportunités et les défis auxquels chaque segment est confronté. Dans cette optique, nous entreprendrons une exploration approfondie des industries majeures, de leurs contributions respectives à l'économie nationale et de leur potentiel de croissance future.



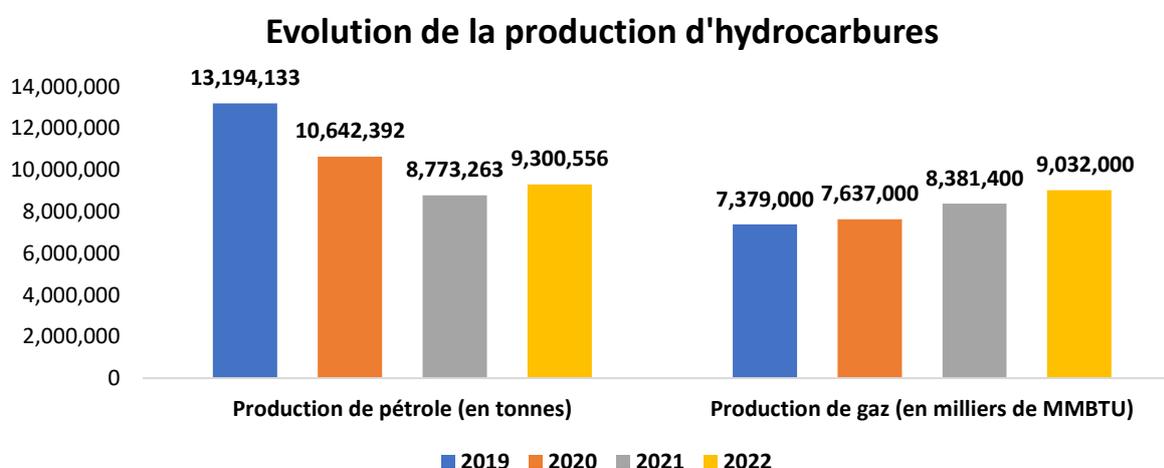
Le secteur secondaire ivoirien est composé de quatre (4) grandes catégories d'industries, à savoir les industries extractives, les Bâtiments et Travaux Publics (BTP), les industries manufacturières et les industries de production et de distribution d'électricité, de gaz et d'eau. Après avoir été grandement ralenti avec la pandémie de la Covid-19, le secteur secondaire s'est relevé sur les deux dernières années. Passant de 1,90% en 2020 à 11,10% en 2022, le secteur industriel ivoirien a su maintenir sa contribution au PIB au-dessus de 20%.

## 2.2. Les industries extractives

Les industries extractives se classent en trois (3) divisions, notamment la division « extraction d'hydrocarbures », la division « extraction de minerais métalliques » et la division « autres activités extractives ». Affichant une croissance moyenne de 3,80% sur la période 2020-2022, la production des industries extractives s'est solidement consolidée ces deux dernières années en particulier avec les contributions des industries extractives d'hydrocarbures et de minerais métalliques.

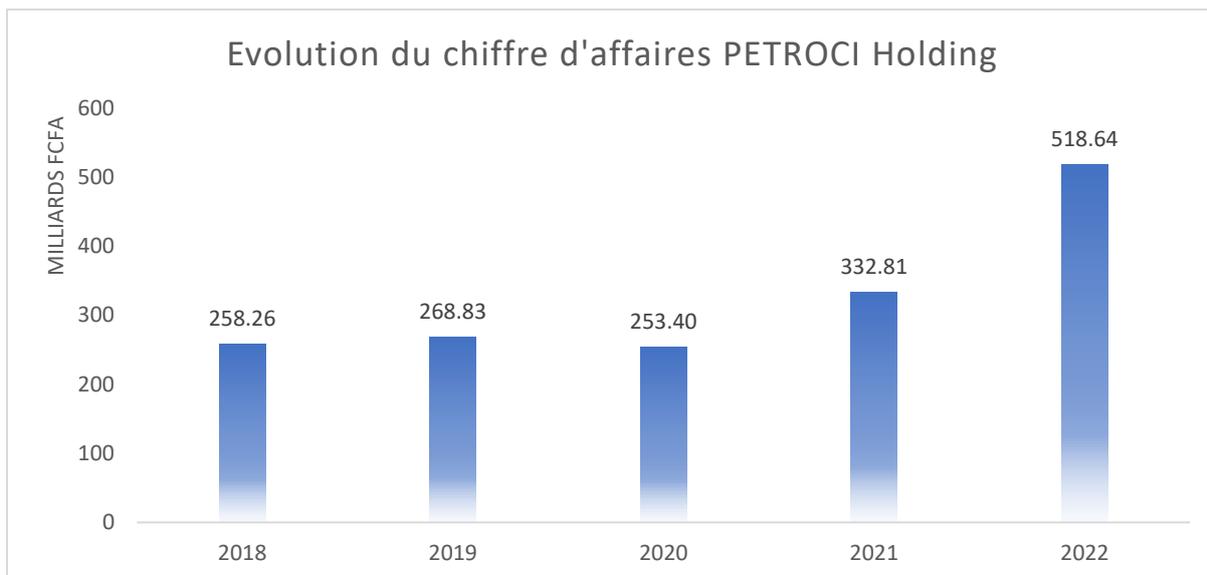
### 2.2.1 Hydrocarbures

Bien que non classé parmi les plus grands producteurs pétroliers, le pays possède des réserves pétrolières notables qui contribuent significativement à ses revenus d'exportation (avec plus de 90% de la production nationale exportée). En effet, l'extraction de pétrole a enregistré une croissance moyenne de 54% en 2020 et 2022, croissance qui devrait se renchérir dans les années à venir avec l'exploitation du gisement baleine. Parallèlement, le pays s'est imposé comme un producteur majeur de gaz naturel, répondant à la fois aux besoins énergétiques internes et aux demandes des marchés internationaux. De fait, la majeure partie de la production de gaz naturel est consommée localement, notamment plus de 90% par les centrales thermiques locales.



Source : ministère de l'Économie et des finances

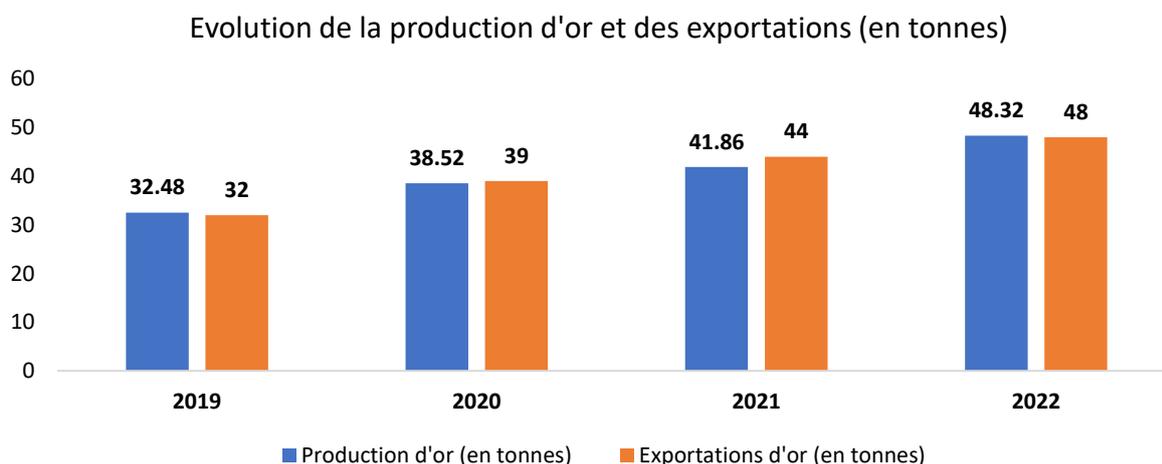
L'unique société ivoirienne qui opère dans l'extraction d'hydrocarbures est la PETROCI.



Source : Sikafinance Pro

#### 2.2.2 Or

Sur le front minier, l'or occupe une place de choix, avec une production en constante croissance qui renforce la balance commerciale du pays. Pour preuve, la quantité produite s'est accrue de 14,2% en moyenne sur la période 2019-2022, passant ainsi de 32,48 tonnes à 48,32 tonnes en 2022. En valeur, les exportations d'or sont passées de 1,07 milliard de dollars en 2019 à 1,9 milliard de dollars en 2022.



Source : MEF / DGE

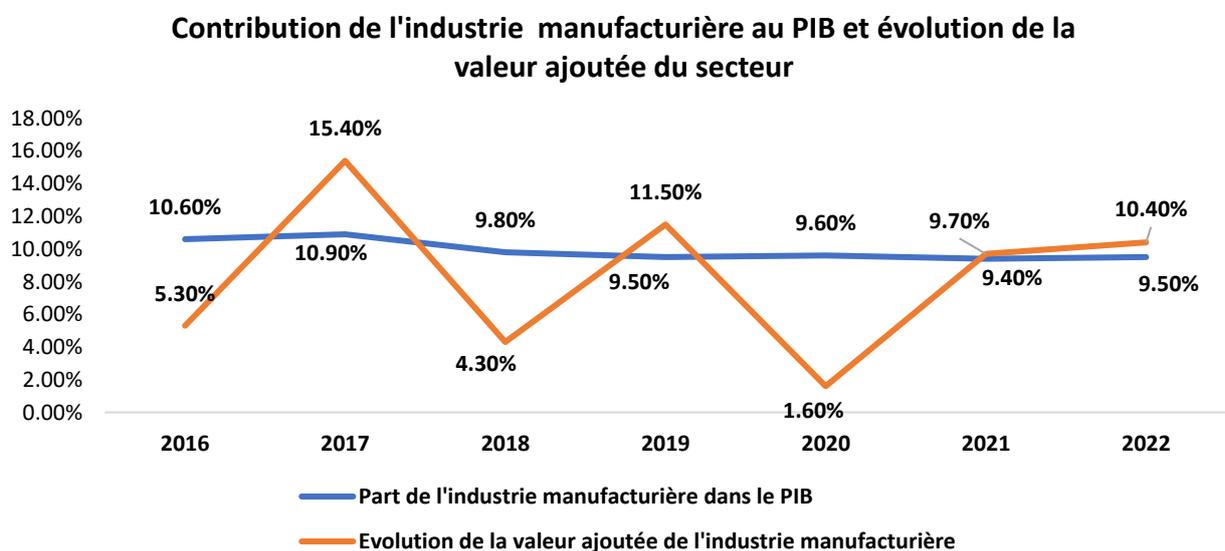
Le pétrole, le gaz et l'or constituent ainsi les trois produits les plus exportés juste derrière le cacao. Cela démontre le rôle crucial que jouent les industries extractives dans l'économie ivoirienne.

### 2.3. Les industries manufacturières

L'industrie manufacturière en Côte d'Ivoire est un pilier essentiel de l'économie nationale. Diversifiée et dynamique, elle reflète la richesse des ressources du pays. Au fil des années, ce secteur a connu des fluctuations, mais a continué à croître, renforçant ainsi sa position dominante. L'industrie manufacturière comprend plusieurs filières, dont les plus importantes sont notamment :

- L'industrie agroalimentaire
- L'industrie des produits pétroliers
- L'industrie chimique
- L'industrie du textile
- L'industrie de fabrication de matériaux minéraux
- L'industrie de fabrication de meubles et autres
- L'industrie du bois, papier et imprimerie
- L'industrie de fabrication des boissons

Bien que la valeur ajoutée de l'industrie manufacturière dans son ensemble continue d'évoluer de manière erratique depuis 2015, la part de cette dernière dans le PIB est restée plus ou moins stable autour de 9,5 % depuis 2019.



Source : ministère de l'Économie et des finances

Voici quelques entreprises ivoiriennes dans le secteur de l'industrie manufacturière :

Entreprises	Secteur	Chiffre d'affaires en 2021	Nationalité
<b>Société Ciment de Côte d'Ivoire</b>	Cimenterie	2 090 000 000	Côte d'Ivoire
<b>Tafissa</b>	Agro-alimentaire	1 739 831 280	Côte d'Ivoire
<b>Sotaci</b>	Acierie	155 945 000 000	Côte d'Ivoire
<b>Manufacture Caoutchouc de Kossihoue</b>	Fabrication d'articles en caoutchouc	18 609 139 615	Côte d'Ivoire
<b>Plastica</b>	Fabrication d'articles en caoutchouc	311 01 000 000	Côte d'Ivoire
<b>SNG-Scierie Nouvelle Gadouan</b>	Transformation du bois	1 736 603 939	Côte d'Ivoire
<b>SARL Korogho Riz</b>	Transformation de riz	23 848 900	Côte d'Ivoire
<b>Société Ivoirienne de Coton</b>	Textile	117 750 000 000	Côte d'Ivoire
<b>Société Indust de Cotoni SAVA 2.0</b>	Textile	776 000 000	Côte d'Ivoire
<b>SIR</b>	Raffinage de pétrole	1 378 581 000 000	Côte d'Ivoire

Source : Sika Pro

- Focus sur Tafissa :

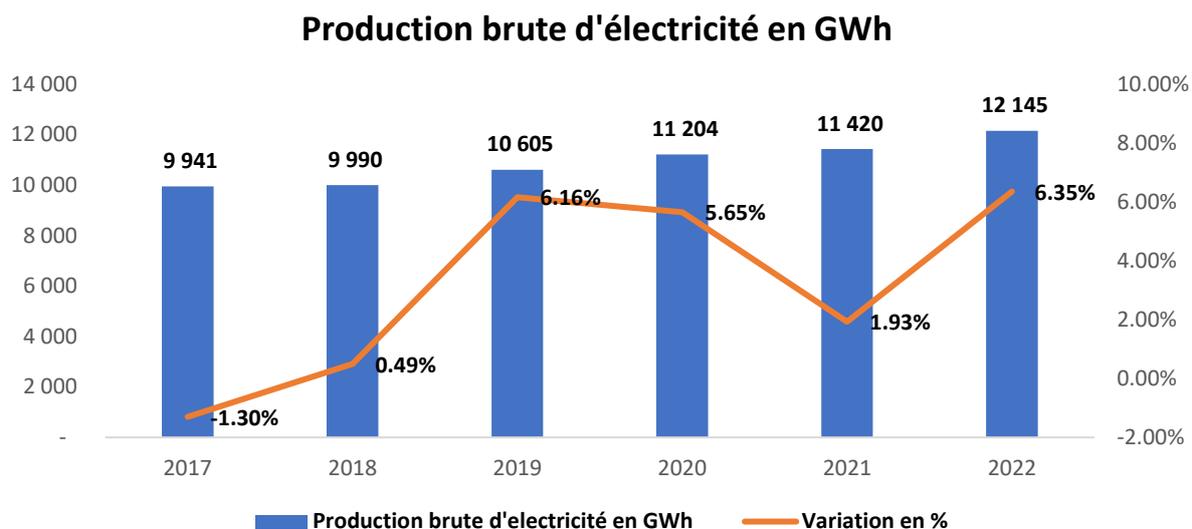
L'entreprise ivoirienne Tafissa est spécialisée dans la transformation du cacao. Elle se distingue par la production d'une diversité de produits dérivés du cacao, incluant des poudres exquises, de la pâte à tartiner onctueuse, du beurre riche, ainsi que d'autres produits finis élaborés à base de cacao. Ces produits reflètent l'engagement de l'entreprise à innover continuellement et à maintenir des standards de qualité élevés, contribuant ainsi à rehausser le prestige de la production cacaoyère en Côte d'Ivoire. Fondée et dirigée par une femme exceptionnelle, Olga Yenu, l'entreprise a brillamment généré un chiffre d'affaires impressionnant de 1,74 milliard FCFA en 2021.

- Focus sur la Société Ciment de Côte d'Ivoire :

La Société de Ciment de Côte d'Ivoire (SCCI), une entreprise prolifique, opère sous l'égide du groupe Atlantic Financial Group, un conglomérat industriel diversifié ayant des intérêts dans des secteurs tels que les télécommunications, l'assurance, la banque et l'agro-industrie. Enrichissant le marché avec expertise et innovation, la SCCI se consacre principalement à la production et à la commercialisation de ciment. Elle se distingue par sa capacité de production robuste, capable de fabriquer jusqu'à 1,5 million de tonnes de ciment annuellement, démontrant ainsi son ampleur et son engagement envers l'excellence dans l'industrie du ciment. En 2021, le chiffre d'affaires de la société s'est chiffré à 2 milliards FCFA.

## 2.4. L'industrie de production et de distribution d'électricité, de gaz et d'eau

Cette industrie d'intérêt stratégique se focalise sur les activités de production, de transport, de distribution et de commercialisation de l'énergie électrique, du gaz et de l'eau. En ce qui concerne l'électricité, la production est assurée par 7 barrages hydroélectriques et 4 centrales thermiques. La part de l'hydraulique dans ce mix énergétique est de 24%, tandis que les 76% restants de la production proviennent des centrales thermiques. Par ailleurs, ce secteur est dominé par les entreprises étrangères. Elles y opèrent grâce à des conventions de concession signées avec l'Etat Ivoirien.



Source : MEF / DGE

La production d'électricité s'est améliorée au fil des années grâce à la contribution majeure des centrales thermiques. De plus, en 2022, la Côte d'Ivoire exporte environ 8% de sa production dans les pays de la sous-région, notamment au Ghana, au Mali et au Burkina Faso.

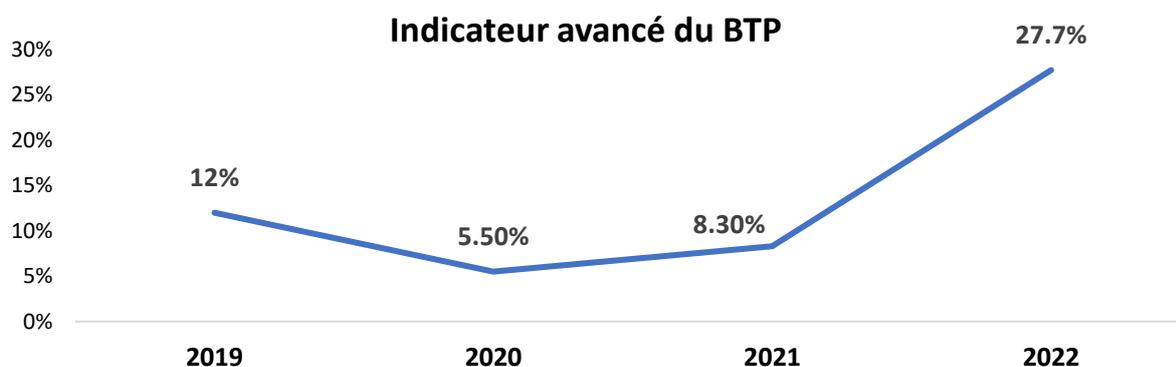
En ce qui concerne la filière gaz, elle est plus dominée par les distributeurs de Gaz de Pétrole Liquéfié (GPL). Les entreprises privées ivoiriennes qui se démarquent dans cette filière sont.

Entreprises	Chiffre d'affaires en 2021	Nationalité
PETRO IVOIRE	173 017 000 000	Côte d'Ivoire
IVOIRE WIN	29 937 889 152	Côte d'Ivoire
GASANDOIL	7 889 000 000	Côte d'Ivoire

Source : Sikafinance Pro

## 2.5. Les Bâtiments et Travaux Publics

Le secteur du Bâtiment et des Travaux Publics (BTP) en Côte d'Ivoire s'est révélé être un pionnier remarquable dans la trajectoire économique du pays. Avec une croissance substantielle enregistrée entre 2019 et 2022, le secteur a non seulement impulsé l'emploi et le développement des infrastructures mais a également joué un rôle significatif dans l'augmentation du Produit Intérieur Brut (PIB) du pays.



Source : DPPSE

L'indicateur avancé du BTP permet d'appréhender l'évolution du BTP à travers la consommation des intrants. Entre 2019 et 2022, le secteur ivoirien des BTP a connu une évolution notable, caractérisée par une augmentation des projets d'infrastructures et une mobilisation accrue des investissements, tant au niveau national qu'international. Le secteur est composé d'une variété d'acteurs, incluant des entreprises locales et internationales, ainsi que des travailleurs indépendants, se déployant dans des domaines tels que la construction de bâtiments, les travaux routiers, la fabrication de matériaux de construction et la rénovation d'infrastructures existantes.

Le paysage du BTP en Côte d'Ivoire est parsemé d'entreprises dynamiques et innovantes, contribuant à façonner l'avenir des infrastructures du pays. Parmi les entreprises du secteur, voici les sociétés ivoiriennes qui se démarquent :

Entreprises	Chiffre d'affaires en 2021	Nationalité
<b>PFO CONSTRUCTION</b>	249 916 357 203	Côte d'Ivoire
<b>PORTEO BTP</b>	187 120 232 702	Côte d'Ivoire

Source : Sika Pro

- Focus sur PFO Construction :

PFO Construction est spécialisée dans la construction de bâtiments et d'infrastructures publiques et privées. Elle a réalisé plusieurs projets de grande envergure en Côte d'Ivoire dont le dernier en date est le Parc d'Exposition. En 2021, son chiffre d'affaires s'est établi à 249,9 milliards FCFA.

## 2.6 Limites et Perspectives

L'industrie ivoirienne présente de nombreuses opportunités, mais aussi des limites qu'il faut prendre en compte. Analysons donc les faiblesses du secteur industriel ivoirien, ainsi que les perspectives.

### 2.6.1 Les limites du secteur industriel ivoirien

Malgré ces opportunités, le secteur industriel ivoirien fait face à des défis majeurs qui entravent son développement. Parmi ces défis, on peut mentionner :

- **La dépendance aux importations** : le secteur industriel ivoirien est fortement dépendant des importations de matières premières et de biens d'équipement. Cette situation expose le pays aux fluctuations des cours mondiaux et réduit sa compétitivité.
- **La concurrence internationale** : le secteur industriel ivoirien doit faire face à la concurrence accrue des pays émergents, notamment asiatiques, qui disposent d'avantages comparatifs en termes de coût de production et de qualité des produits. Le secteur industriel ivoirien doit donc innover et se différencier pour maintenir sa part de marché.
- **La faiblesse du tissu industriel** : le secteur industriel ivoirien est composé essentiellement de petites et moyennes entreprises (PME), qui souffrent d'un manque de financement, d'un accès limité aux technologies et aux marchés, et d'une faible capacité managériale. Le secteur industriel ivoirien manque également de grandes entreprises capables de porter des projets structurants et de créer des synergies avec les PME.
- **Les contraintes infrastructurelles** : le secteur industriel ivoirien est confronté à des contraintes infrastructurelles, notamment en matière d'énergie, de transport et de communication. Ces contraintes augmentent les coûts de production et réduisent la fiabilité des services.
- **Les enjeux environnementaux et sociaux** : le secteur industriel ivoirien doit prendre en compte les enjeux environnementaux et sociaux liés à ses activités, tels que la gestion des déchets, la pollution, la préservation des ressources naturelles, le respect des normes de sécurité et de qualité, la responsabilité sociale des entreprises, etc. Ces enjeux sont de plus en plus importants pour répondre aux attentes des parties prenantes et aux exigences des marchés.

## 2.6.2 Les perspectives du secteur industriel ivoirien

Face à ces limites, le secteur industriel ivoirien doit se réinventer pour assurer sa croissance et sa compétitivité. Pour cela, il doit s'appuyer sur les axes stratégiques suivants :

- **La diversification** : le secteur industriel ivoirien doit diversifier ses activités, en développant des filières porteuses, telles que l'industrie pharmaceutique, l'industrie numérique, l'industrie du bois, etc. Il doit également diversifier ses marchés, en renforçant sa présence sur les marchés régionaux et en explorant de nouveaux marchés à l'international.
- **La transformation** : le secteur industriel ivoirien doit transformer davantage ses matières premières locales, en ajoutant de la valeur aux produits et en créant des chaînes de valeur intégrées. Il doit également transformer ses modes de production, en adoptant des technologies innovantes et en améliorant sa productivité et sa qualité.
- **L'intégration** : le secteur industriel ivoirien doit s'intégrer davantage au sein de l'espace économique régional, en profitant des opportunités offertes par la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf) et par les accords commerciaux avec l'Union européenne. Il doit également s'intégrer davantage au sein du tissu industriel national, en favorisant les partenariats entre les grandes entreprises et les PME, ainsi qu'entre le secteur public et le secteur privé.
- **La durabilité** : le secteur industriel ivoirien doit s'inscrire dans une logique de développement durable, en respectant les principes de l'économie verte et de l'économie sociale et solidaire. Il doit également s'engager dans une démarche de Responsabilité Sociétale des Entreprises (RSE), en contribuant au bien-être des populations et à la protection de l'environnement.

En conclusion, le secteur industriel ivoirien est un secteur stratégique pour le développement du pays. Il dispose de nombreuses opportunités, mais il doit aussi relever des défis importants.

## 2.7 Recommandations sur le secteur secondaire

### 2.7.1 L'industrie extractive

Pour stimuler la création et le développement de nouvelles entreprises à capitaux 100 % ivoiriens dans le secteur de l'industrie extractive en Côte d'Ivoire, voici un ensemble de recommandations.

- **Soutien financier** : créer un fonds d'investissement spécifique pour soutenir les entreprises locales et faciliter l'accès au crédit avec des taux d'intérêt réduits ou des garanties de prêt pour les entrepreneurs.
- **Politique réglementaire et incitatifs** : simplifier les processus administratifs et les procédures de demande de licences et de permis et encourager la création de sociétés

à capitaux majoritairement ivoiriens en offrant des incitatifs fiscaux et douaniers aux nouvelles entreprises ivoiriennes du secteur extractif.

- **Recherche et développement** : financer des projets de recherche dans le secteur de l'industrie extractive et encourager les collaborations entre entreprises et institutions de recherche pour l'innovation.
- **Développement durable et énergies renouvelables** : encourager l'utilisation des énergies renouvelables dans les opérations d'exploitation et soutenir les initiatives qui contribuent à la transition énergétique du secteur.
- **Joint-venture** : Encourager la création de joint-ventures avec des entreprises étrangères de références pour bénéficier de leur savoir-faire.

### 2.7.2 L'industrie manufacturière

Le développement de l'industrie manufacturière est essentiel pour la diversification économique et la création d'emplois en Côte d'Ivoire. Pour encourager l'émergence de nouvelles entreprises à capitaux 100% ivoiriens et soutenir les entreprises existantes dans ce secteur, voici quelques mesures que l'Etat peut mettre en place.

Au niveau du soutien financier, l'Etat pourrait :

- créer un fonds d'investissement pour le développement des entreprises à capitaux ivoiriens, avec des prêts à taux préférentiels et des garanties de prêt ;
- encourager la création de joint-venture avec des entreprises étrangères de références;
- établir des partenariats avec des institutions financières pour fournir des lignes de crédit spécifiques aux entreprises manufacturières locales ;
- encourager la participation des entreprises publiques et semi-publiques dans des co-entreprises avec des entrepreneurs ivoiriens.

Pour créer un environnement favorable, il serait opportun de :

- faciliter l'accès au financement pour les entrepreneurs ivoiriens en proposant des incitations fiscales et des subventions aux startups locales ;
- élaborer des politiques de protection des industries locales, notamment des barrières tarifaires, pour encourager la production nationale ;
- mettre en place des mécanismes de renforcement des compétences et de formation pour les entrepreneurs locaux ;
- identifier les marchés étrangers potentiels pour les produits manufacturés ivoiriens et faciliter l'accès à ces marchés ;
- soutenir la participation des entreprises ivoiriennes à des foires commerciales internationales et à des missions commerciales ;
- faciliter l'obtention de certifications internationales pour les produits manufacturés ivoiriens ;
- mettre en place un système de suivi et d'évaluation pour mesurer l'impact des mesures prises et ajuster la politique en conséquence ;
- établir des indicateurs clés de performance (chiffre d'affaires, marge d'EBE...) pour suivre la croissance du secteur manufacturier local et le nombre d'entreprises à capitaux ivoiriens ;
- sensibiliser la population aux avantages du soutien aux entreprises locales et à l'achat de produits fabriqués en Côte d'Ivoire.

### 2.7.3 L'industrie de production et de distribution d'électricité, de gaz et d'eau

Le développement et le soutien des entreprises à capitaux 100% ivoiriens dans le secteur de la production et de la distribution d'électricité, de gaz et d'eau est crucial pour la croissance économique et la durabilité en Côte d'Ivoire. Voici un plan d'actions qui peut être mis en place par l'Etat Ivoirien :

- réviser la réglementation du secteur pour faciliter la participation des investisseurs locaux et éliminer les barrières à l'entrée ;
- mettre en place des incitations fiscales et financières spécifiques pour encourager les investissements locaux dans le secteur ;
- favoriser la transparence et la concurrence dans l'octroi de licences et les contrats d'approvisionnement ;
- élaborer une politique nationale sur les énergies renouvelables avec des objectifs de production d'énergie propre ;
- mettre en place des mécanismes d'incitation, tels que des tarifs de rachat garantis, pour encourager l'investissement dans les énergies renouvelables ;
- faciliter l'accès aux financements et aux technologies pour les projets d'énergie solaire, éolienne, hydroélectrique, etc ;
- investir dans la modernisation et l'extension du réseau électrique, gazier et de distribution d'eau pour améliorer la fiabilité et l'efficacité des services ;
- mettre en place des normes de qualité et de sécurité strictes pour garantir la fiabilité des services.
- ouvrir l'actionnariat des entreprises aux ivoiriens.

### 2.7.4 Les Bâtiments et Travaux Publics

Le secteur du Bâtiment et des Travaux Publics (BTP) est un pilier essentiel du développement économique, contribuant significativement à la création d'emplois et à la croissance économique en Côte d'Ivoire. Pour encourager l'éclosion et le soutien des entreprises à capitaux 100% ivoiriens dans ce secteur, l'État peut envisager les mesures et actions suivantes :

- favoriser la transparence et l'efficacité dans l'octroi de contrats publics de construction ;
- établir un fonds de développement pour les entreprises de construction à capitaux ivoiriens, offrant des prêts à taux préférentiels, des garanties de prêt et des subventions pour les projets clés ;

- faciliter l'accès des entreprises locales aux marchés de capitaux pour le financement à long terme ;
- établir des normes de construction strictes et veiller à leur respect ;
- promouvoir l'utilisation de matériaux de construction locaux pour stimuler l'industrie des matériaux de construction.
- développer la sous-traitance avec les entreprises locales.

# Focus transformation anacarde

## Analyse du marché de la noix de cajou

La Côte d'Ivoire est le pays leader mondial du marché de la noix de cajou avec 23,42% de part de marché, suivie respectivement du Cambodge, de l'Inde et du Nigeria en 2022. Le pays connaît une augmentation continue de sa production de noix de cajou depuis quelques années grâce à une politique volontariste de promotion de l'Etat auprès des agriculteurs. Selon l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO), la production de noix de cajou en Côte d'Ivoire a triplé passant de 400 000 T en 2011 à 1,15 million tonnes en 2022.

## Classement des 10 plus grands producteurs de la noix de cajou brute

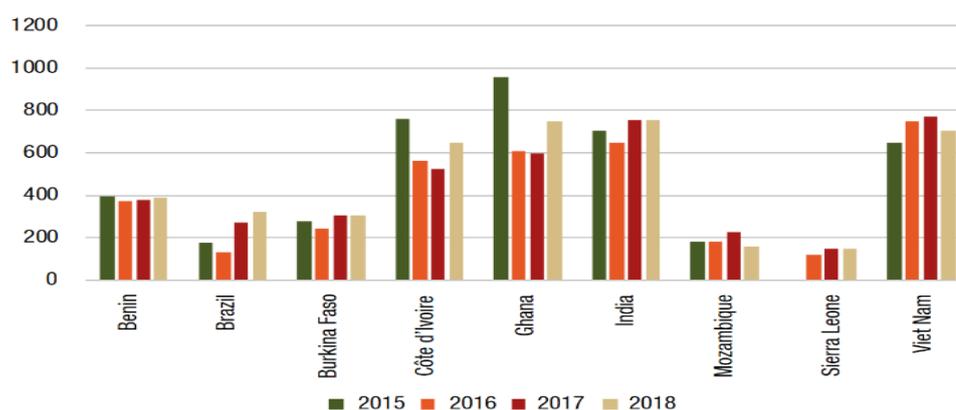
Rang	Pays	2019	2020	2021	2022
1	Côte d'Ivoire	890 000	910 000	1 100 000	1 150 000
2	Cambodia	450 000	750 000	1 090 000	730 000
3	India	745 000	700 000	750 000	700 000
4	Nigeria	285 000	305 000	360 000	345 000
5	Vietnam	290 000	385 000	350 000	300 000
6	G.-Bissau	220 000	185 000	235 000	270 000
7	Tanzania	215 000	200 000	225 000	230 000
8	Benin	160 000	175 000	205 000	195 000
9	Ghana	135 000	150 000	180 000	190 000
10	Burkina Faso	110 000	120 000	145 000	155 000

Source : VINACAS

Composée d'environ 410 000 producteurs sur une superficie estimée à 1,4 million ha, la filière ivoirienne de l'anacarde représente un chiffre d'affaires de plus de 600 milliards FCFA par an.

Il est à noter que la plupart des anacardiens ivoiriens sont relativement jeunes avec des rendements plus élevés, avec plus de 10% de la superficie ayant moins de dix ans. La superficie continue de s'étendre, avec des variétés améliorées et avancées plantées chaque année.

Figure 1 : Rendements de noix de cajou brutes, pays sélectionnés



Source : Calculs de la CNUCED, basés sur les données de l'Institut brésilien de géographie et de statistique, de la Competitive Cashew Initiative (ComCashew), de la Direction du développement de la noix de cajou et du cacao (DCCD) de l'Inde et des annuaires statistiques du Viet Nam.

### ➤ Principales tendances du marché : Processus de transformation

Seul un petit pourcentage de noix de cajou produits localement est transformé en Afrique.

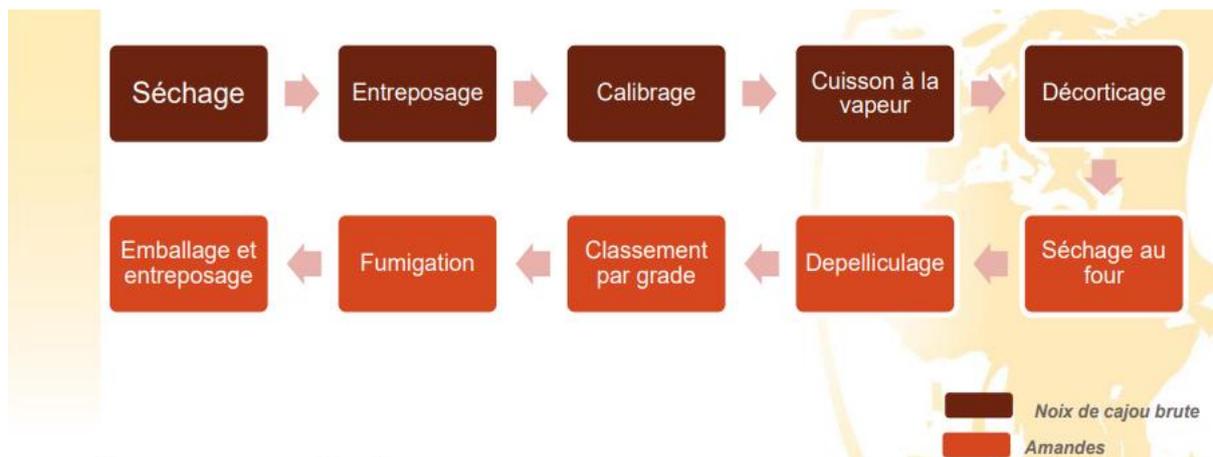
**La côte d'ivoire par exemple est passée de 103 103 tonnes d'amandes de cajou en 2020 à 224 036 tonnes en 2022 (21% de la production transformée), faisant du pays le 1er transformateur africain de noix brutes de cajou (NBC), et le 3ème rang mondial après le Vietnam et l'Inde.**

La transformation de noix de cajou consiste en deux étapes principales : le décortiquage des noix de cajou et l'épluchage des amandes de cajou. Les deux étapes de la transformation nécessitent une préparation.

Le décortiquage nécessite un calibrage préalable des noix de cajou brute, puis une cuisson à la vapeur et un séchage pour que les coquilles dures des noix de cajou se fissent.

Le pelage nécessite un traitement préliminaire à la vapeur et un séchage pour détacher la peau de l'amande de cajou brute. Certaines usines étuvéent ensuite l'amande de cajou pour la nettoyer et augmenter le taux d'humidité afin d'éviter que les amandes ne se brisent lors du triage, du conditionnement, de l'emballage et de la distribution.

Le triage et la classification de la qualité sont nécessaires à plusieurs stades, par exemple en termes de taille, de couleur et d'impureté. Les amandes de cajou sont classées au niveau international selon 32 catégories différentes. La catégorie la plus demandée au niveau international est celle des amandes blanches entières (WW). Un numéro est ensuite ajouté en fonction du nombre moyen de cerneaux par livre (par exemple, le WW320 de taille normale). Les amandes sont ensuite conditionnées à l'aide de gaz industriels (azote et CO<sub>2</sub>), emballées dans des sacs plastiques industriels de 50 livres (22,68 kg) et envoyées aux clients dans des cartons.



La mécanisation de la transformation des noix de cajou entraîne une production importante d'amandes de cajou fendues et cassées. Il existe des marchés pour les amandes de cajou fendues et cassées, en particulier en Asie, mais ailleurs les prix sont généralement inférieurs à ceux des amandes entières.

La mécanisation est la clé de la productivité, de l'efficacité et de l'uniformité des produits. Pratiquement toutes les machines de transformation en Afrique de l'Ouest sont importées, en particulier du Vietnam et de l'Inde, mais aussi de la Chine. Les pannes de machines sont fréquentes dans la transformation des noix de cajou. Aucun des fournisseurs de machines de Côte d'Ivoire ne dispose actuellement d'une représentation locale, ce qui rend l'accès aux pièces détachées difficile. Faire venir des pièces détachées et des réparations d'ailleurs est à la fois coûteux et long.

### ➤ **Paysage concurrentiel**

Les principaux concurrents de la Côte d'Ivoire dans le domaine de la transformation des noix de cajou sont le Viêt Nam et l'Inde, deux pays qui offrent des marchés d'exportations attrayants pour les noix de cajou brutes. Ces transformateurs et ces pays sont représentés sur les marchés locaux de la noix de cajou en Afrique de l'Ouest par l'intermédiaire de négociants, d'agents et d'exportateurs locaux. L'Inde et le Viêt Nam transforment ensemble environ 85 % de la production mondiale de noix de cajou. L'Inde importerait des noix de cajou principalement pour son propre marché alimentaire.

Le Viêt Nam domine toutefois le commerce international des amandes de cajou. La capacité de transformation du Viêt Nam est trois à quatre fois supérieure à sa production locale de Noix de cajou, de sorte qu'il dépend en fait des importations en provenance d'Afrique de l'Ouest, d'Afrique de l'Est et de certains pays asiatiques. Environ 60 % des amandes de cajou du Viêt Nam sont destinées aux États-Unis et 25 % à l'Europe.

Les transformateurs vietnamiens sont regroupés au sein de l'association VINACAS, qui a signé un accord de collaboration avec le Conseil du coton et de l'anacarde (CCA) en Côte d'Ivoire pour le développement du secteur de la noix de cajou. Le Viêt Nam et l'Inde sont également les pays d'origine de la plupart des machines de transformation des noix de cajou.

Selon le Conseil du coton et de l'anacarde (CCA) de Côte d'Ivoire, qui d'après ses études en 2015 montrent que le coût de la transformation des noix de cajou s'élevait à 704 USD par tonne

de noix de cajou en Côte d'Ivoire, très au-dessus des pays africains que sont le Ghana (534 USD par tonne de noix de cajou), le Nigeria (520 USD par tonne), le Mozambique (368 USD par tonne), et la Tanzanie (309 USD par tonne). Toutefois, ce coût de transformation est beaucoup plus réduit dans les pays asiatiques notamment l'Inde (254 USD par tonne) et le Viêt Nam (217 USD par tonne).

### ➤ **Frein aux facteurs de compétitivité : Causes du problème**

La compétitivité de l'industrie de transformation de la noix de cajou dépend de nombreux facteurs :

- Accès à la technologie : Pratiquement toutes les machines sont importées et il n'existe aucune représentation de fournisseur dans le pays.
- Industrie des services : Faible accès aux pièces détachées, coûts et délais de réparation élevés (toutes les machines sont importées).
- Accès à la main-d'œuvre qualifiée : L'accès à la main-d'œuvre qualifiée est faible. De nombreux transformateurs embauchent un directeur d'usine indien.
- De nombreuses unités de transformation fonctionnent de 20 à 30% de leur capacité technique de transformation, certaines même à 10%. Le taux d'utilisation de la capacité de transformation installée est souvent un bon paramètre pour comprendre l'état de l'efficacité d'une industrie.
- La Côte d'Ivoire se distingue par des coûts très élevés pour l'énergie et l'eau en raison des prix unitaires. La main-d'œuvre en Côte d'Ivoire est également chère par rapport à l'Asie.

### ➤ **Difficultés de financement/investissement**

La libéralisation des secteurs agricoles et financiers, depuis plusieurs années, a abouti à une raréfaction et à un renchérissement de l'offre de financement agricole. L'offre publique s'est fortement réduite, et n'est que faiblement compensée par l'offre du secteur bancaire commercial. Le secteur de la microfinance s'est quant à lui développé en milieu rural, mais reste globalement fragile et onéreux.

- Les principaux freins que nous avons pu déceler
- Le financement est un élément clé qui différencie les transformateurs ivoiriens des transformateurs asiatiques. Les taux d'intérêt sont élevés en Afrique de l'Ouest, allant de 8 à 12 % en Côte d'Ivoire. En Asie, des taux d'intérêt de 7-8% ou moins seraient pratiqués en Inde et au Vietnam. Les banques internationales accordent même des crédits aux grands acheteurs internationaux à des taux d'intérêt de 1 à 2 %. Les capitaux destinés à l'investissement en matériel et à l'achat de récoltes sont donc beaucoup moins chers en Asie.

- Le secteur de la noix de cajou est très gourmand en capitaux. Les fonds nécessaires à l'achat de noix de cajou brute sont élevés, alors que les transformateurs doivent acheter les noix de cajou pour toute l'année dans un laps de temps très court. Ce n'est pas le cas en Asie, où les unités de transformation parviennent à s'approvisionner auprès de différents pays tout au long de l'année, optimisant ainsi l'utilisation de leur capital et les taux de remboursement des crédits. En Côte d'Ivoire, les banques considèrent la transformation de la noix de cajou comme une activité risquée offrant peu de garanties. Les conditions bancaires pour l'industrie de transformation de la noix de cajou en Côte d'Ivoire sont moins favorables.
- Il y a lieu également de s'inquiéter du fait que les mesures de soutien gouvernementales en Côte d'Ivoire, par exemple, favorisent les plus grandes unités de transformation qui ont le moins besoin de soutien, laissant de côté le reste du secteur, bien que les petites et moyennes unités de transformation aient également leurs propres modèles d'affaires. En 2017, la quasi-totalité des subventions accordées à la transformation de la noix de cajou en Côte d'Ivoire sont allées à une seule entreprise, dont les capitaux sont étrangers.

#### ➤ Pistes de solutions

La compétitivité de l'industrie de transformation de la noix de cajou en Côte d'Ivoire dépend de nombreux facteurs qui sont les suivants :

- L'accès à des financements pour l'achat de noix de cajou brut suffisants au bon moment de la saison ;
- L'accès aux pièces détachées afin d'éviter des retards de production coûteux ;
- Systématiser les processus au sein des unités et entre elles afin de rationaliser les coûts ;
- Les progrès technologiques dans le domaine des machines de transformation des noix de cajou sont importants, ce qui fait que les équipements sont considérés comme obsolètes et doivent donc être amortis en l'espace de deux ou trois ans seulement. Cela implique également que la formation du personnel d'exploitation doit être continue.

Toutefois, l'industrie de transformation en Côte d'Ivoire peut accroître sa compétitivité grâce à :

- L'accès au financement pour l'investissement : Important pour démarrer une unité de transformation. Plus l'unité est importante, plus le financement est grand.
- Utilisation des sous-produits : la production d'huile de noix de cajou (Cashew Nut Shell Liquid - CNSL), de charbon de bois et de compost, etc. peut réduire le prix de revient et augmenter les bénéfices.

- La possibilité d'améliorer la traçabilité des amandes de cajou, ce qui est de plus en plus recherché par les clients, en particulier dans les marchés de niche comme les USA.
- Les unités de transformation sont confrontées à des arrêts techniques fréquents et les machines elles-mêmes deviennent rapidement obsolètes. Les machines devraient être remplacées au moins tous les deux ou trois ans pour maintenir l'efficacité de la transformation. Les unités de transformation doivent recevoir donc en permanence de nouvelles machines, des pièces détachées et des connaissances en matière d'application, ce qui nécessite une gestion et des informations spécifiques. La foire commerciale annuelle sur la technologie du cajou, le Salon International des Equipements et des Technologies de la Transformation de l'Anacarde (SIETTA), permet aux fournisseurs de présenter leurs dernières machines.
- Il revient à l'Etat de distinguer les grandes unités de transformation industrielle, des unités moyennes et des petites unités de transformation. Elles ont chacune leur propre logique et leur propre origine. Certains rapports suggèrent qu'une capacité de transformation minimale est nécessaire pour être compétitif, mais cette capacité minimale varie selon les études de 1 500 tonnes à 5 000 tonnes par an ou plus. Les grandes unités peuvent en effet être plus efficaces, mais elles créeront moins d'emplois par tonne de noix de cajou brute et auront moins d'effets multiplicateurs sur l'économie locale. Les unités plus petites peuvent ne pas dépendre entièrement de la transformation des noix de cajou, mais plutôt cibler des segments de marchés spécifiques, tels que les marchés locaux et combiner les opérations avec d'autres activités économiques.

L'accès des transformateurs au financement, au moment opportun et à des taux d'intérêt abordables, est la clé pour favoriser la transformation locale des noix de cajou. De nombreuses unités de transformation ont été créées par des investisseurs avec leur propre capital ou avec des capitaux empruntés. Cependant, la capacité de transformation reste souvent inactive en raison du manque de fonds pour constituer des stocks adéquats de noix de cajou brute de qualité pour la transformation tout au long de l'année. Les entreprises ont besoin de plans d'affaires bancables, ce qui nécessite une bonne gestion des processus de production et des flux financiers. Le gouvernement et les investisseurs peuvent intervenir en fournissant du capital-risque, des prêts à faible taux d'intérêt ou des fonds de garantie. Au fur et à mesure que le secteur du cajou mûrit et se professionnalise, et que le gouvernement stabilise le climat d'investissement, on peut s'attendre à ce que les banques fassent confiance aux entreprises.

### 3. Le secteur tertiaire

Le secteur tertiaire est un pilier essentiel de l'économie ivoirienne, contribuant de manière significative à la croissance économique et à la création d'emplois. Ce secteur en Côte d'Ivoire englobe diverses activités telles que les services financiers, les télécommunications, le commerce, le tourisme, les transports, l'éducation, la formation professionnelle, la santé, etc. Au cours des dernières années, le secteur tertiaire en Côte d'Ivoire a connu une croissance soutenue, portée par des réformes économiques et des investissements dans les infrastructures. Ce secteur a vu sa contribution au PIB de la Côte d'Ivoire passer de 37,5 en 2018 à 47,6% en 2022, soit un apport en valeur de plus de 33,46 milliards de dollars du PIB. Le gouvernement ivoirien a mis en place des politiques visant à promouvoir l'investissement dans le secteur, en offrant des incitations fiscales et en créant un environnement favorable aux affaires. Des réformes ont été entreprises pour faciliter la création d'entreprises et améliorer le climat des affaires. Malgré ces avancées, des défis subsistent, notamment l'amélioration de la qualité des services, la formation professionnelle adaptée aux besoins du secteur, la promotion de l'innovation et la diversification des produits.

#### 3.1. Les services financiers

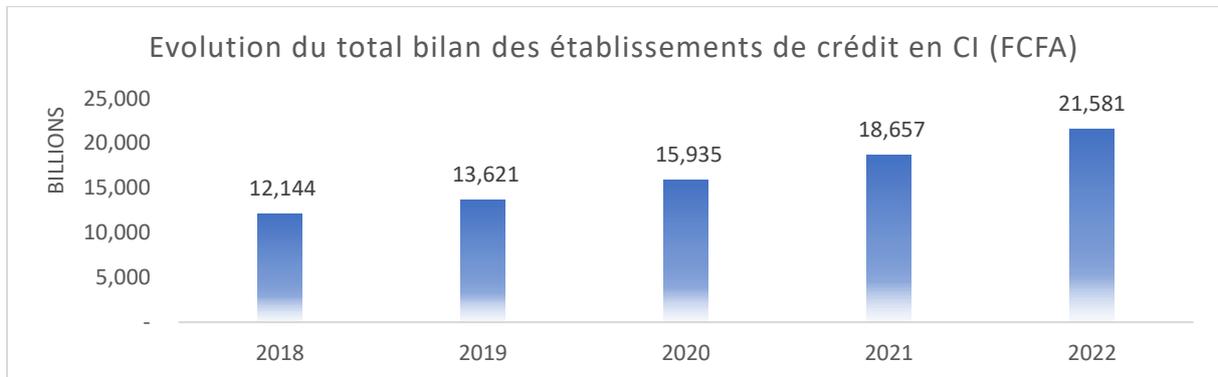
Le paysage financier ivoirien se distingue incontestablement comme le pilier prédominant au sein de l'UEMOA. En effet, il arbore fièrement la Bourse Régionale des Valeurs Mobilières (BRVM), une institution qui incarne l'épicentre des échanges financiers. Parallèlement, le système bancaire ivoirien s'affirme avec éclat en accueillant un réseau florissant de près d'une trentaine de banques accréditées. Cet écosystème financier revêt une importance stratégique en se positionnant avec brio, représentant ainsi près d'un tiers du bilan agrégé de l'Union Economique et Monétaire Ouest-Africaine (UEMOA). Tel un moteur propulsant la dynamique économique de la région, le secteur financier ivoirien joue un rôle crucial dans l'orchestration de l'activité économique régionale. La BRVM, en sa qualité d'institution novatrice, crée un espace où les entreprises peuvent mobiliser des capitaux et accéder à des financements pour catalyser leur croissance. Son envergure régionale et sa réputation grandissante en font une plaque tournante pour les investisseurs cherchant à s'engager dans des opportunités prometteuses. L'impact de ce secteur financier transcende les frontières nationales, rayonnant à travers l'UEMOA et contribuant ainsi à l'intégration économique régionale. La Côte d'Ivoire, en tant que bastion financier, modèle un environnement propice à l'épanouissement économique et à l'essor des marchés financiers, galvanisant ainsi le potentiel de toute la sous-région.

Le secteur financier ivoirien est composé des institutions de crédit, les assurances, intermédiaires financiers, établissements de monnaies électroniques et une bourse des valeurs mobilières.

##### a. La banque ivoirienne

Le secteur bancaire a connu une expansion notable, offrant des services bancaires modernes et innovants aux particuliers et aux entreprises. En parallèle, le réseau bancaire florissant reflète la robustesse du tissu économique ivoirien. Forte de sa diversité et de sa capacité à répondre aux besoins variés des acteurs économiques, cette constellation de banques agréées est un

soutien vital pour le développement des entreprises, la stimulation de l'innovation et la consolidation de la stabilité financière. Avec un total bilan progressant en glissement annuel de 15,7% pour s'établir à 21 581 milliards FCFA, le secteur bancaire ivoirien revendique des parts de marché de 33,6% de la zone UEMOA.



Source : Commission bancaire UEMOA

Ce secteur dynamique est composé de 32 établissements de crédit, dont 29 banques et 3 établissements financiers ayant des activités bancaires. Ces banques se composent de 15 banques internationales et 14 banques régionales dont 8 nationales. Le secteur bancaire ivoirien joue un rôle important dans l'économie nationale. Il contribue au financement du secteur privé, à la promotion de l'épargne et au développement du commerce et des investissements, avec 49% des dépôts transformés en crédits aux entreprises et particuliers.

Cette industrie qui est par ailleurs la plus importante de l'UEMOA a un impact positif à plusieurs niveaux dans l'économie ivoirienne. Il contribue à :

L'amélioration du niveau de vie des populations : le secteur bancaire permet aux personnes d'accéder à des services financiers, tels que des comptes d'épargne, des crédits et des moyens de paiement. Ces services peuvent contribuer à améliorer le niveau de vie des populations en leur permettant de faire des économies, d'investir et de développer leurs activités économiques.

La croissance économique : le secteur bancaire joue un rôle important dans le financement du secteur privé. Les crédits accordés par les banques aux entreprises permettent de soutenir la croissance économique.

L'inclusion financière : le secteur bancaire ivoirien s'engage à promouvoir l'inclusion financière. Cela signifie que les services financiers doivent être accessibles à un large éventail de personnes, y compris les personnes à faible revenu et les personnes vivant en zone rurale.

Ce secteur devrait continuer à se développer dans les années à venir. Les facteurs qui contribuent à cette croissance comprennent :

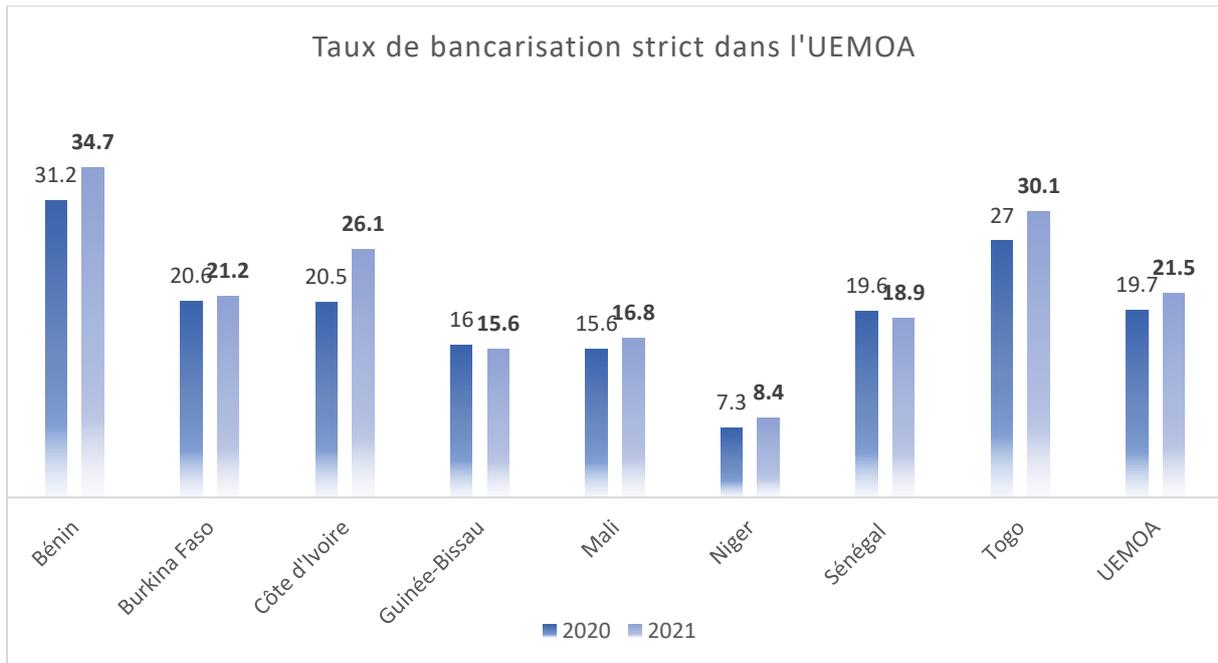
- La croissance économique de la Côte d'Ivoire
- L'amélioration de la réglementation bancaire
- La digitalisation du secteur bancaire

Le secteur bancaire ivoirien est un secteur dynamique et en pleine croissance. Il joue un rôle important dans l'économie nationale et contribue à l'amélioration du niveau de vie des populations.

### a.1. La bancarisation

Le marché bancaire ivoirien présente toujours un bon potentiel de développement avec un taux de bancarisation strict ressortant à 26,1% en 2021 contre 20,5% en 2020. Il s'agit de la meilleure progression du niveau de pénétration bancaire observée sur la période. Une tendance qui s'inscrit dans le sillage du taux de bancarisation de l'UEMOA qui s'affiche à 21,80% en 2021 avec un taux de croissance annuel moyen de 7,4% sur les 5 dernières années.

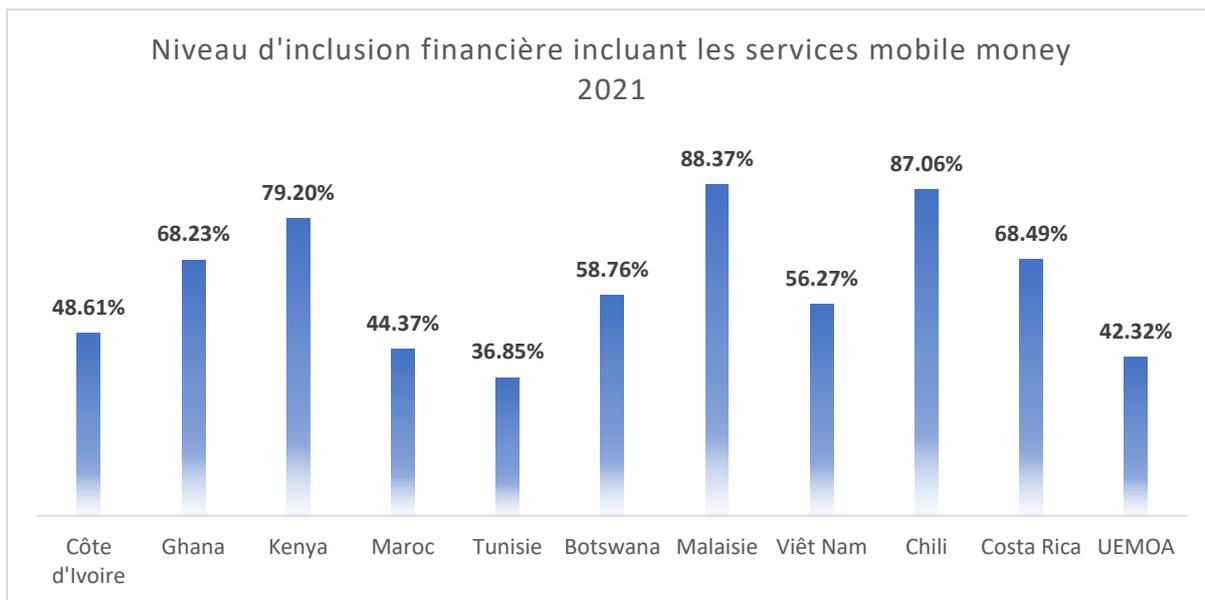
Evolution du taux de bancarisation strict par pays 2020-2021



Source : BCEAO

Le taux de pénétration bancaire affiché par la Côte d'Ivoire constitue par ailleurs le 3<sup>ème</sup> plus important de la zone, après le Bénin (34,7%) et le Togo (30,1%). Ce niveau de bancarisation en Côte d'Ivoire est renforcé par le mobile money développé par les opérateurs télécom et les fintechs. Cependant, ces établissements ne fournissent pas généralement des crédits, ce qui réduit leur capacité à être des relais pour la bancarisation.

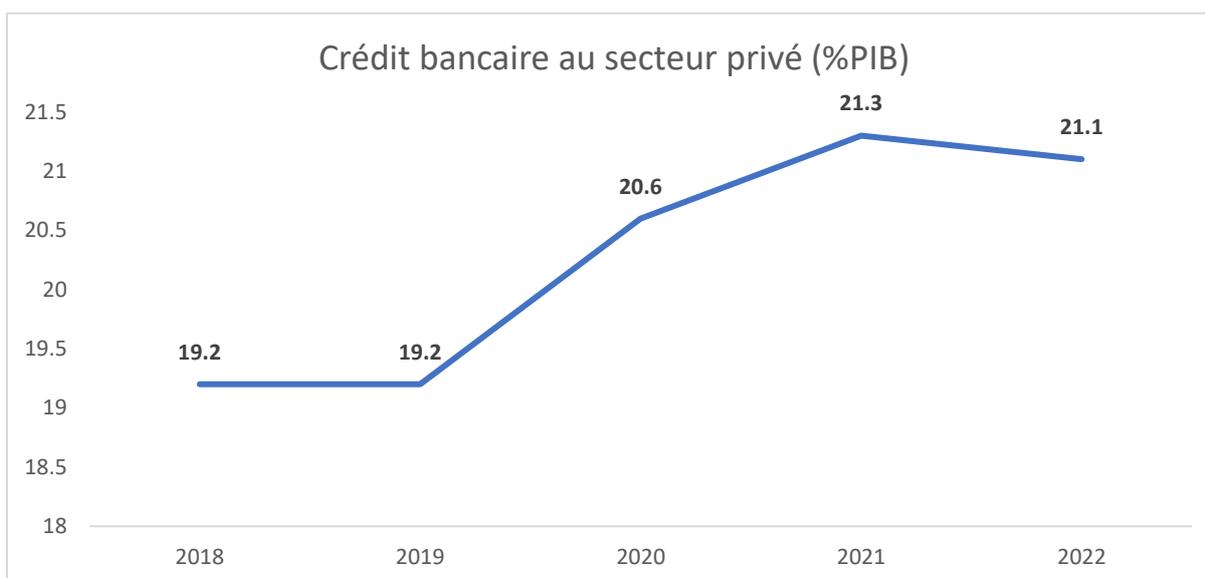
La Côte d'Ivoire a un taux d'inclusion financière (bancarisation & mobile money) de 48,61%, ce qui signifie qu'il y a encore des efforts à faire pour améliorer l'accès aux services financiers dans le pays. Toutefois, il est important de noter que la population ivoirienne est plus attentive aux services financiers par rapport à la moyenne de l'UEMOA, ainsi que le Maroc et la Tunisie.



Source : Banque mondiale

#### a.2. L'accès au crédit

En Côte d'Ivoire, l'accès au crédit a connu des améliorations au fil des années, mais il reste encore des défis à relever pour favoriser un accès plus large et équitable au crédit pour l'ensemble de la population. En 2022, les crédits octroyés par les banques au secteur privé s'évaluaient à 21,1% du PIB. Ce niveau reste inférieur à la moyenne de l'UEMOA qui s'établit à 23,69%. Des efforts restent donc à consentir au niveau de l'accès au financement en Côte d'Ivoire qui est pour l'heure réservé aux grandes entreprises.



Source : Banque mondiale

Ce faible niveau de crédit au secteur privé, qui est par ailleurs le poumon de la croissance économique, trouve son explication à différents niveaux :

- Les institutions financières : Les banques commerciales jouent certes un rôle majeur dans l'octroi de crédits, mais elles ont tendance à privilégier les clients ayant des garanties solides et une solvabilité avérée.
- Accès inégal : L'accès au crédit en Côte d'Ivoire est souvent limité par des facteurs tels que le niveau de revenu, la situation géographique et la qualité des garanties. Les populations rurales et les petites entreprises peuvent avoir plus de difficultés à obtenir des prêts en raison du manque d'infrastructures financières dans certaines régions et de l'absence de garanties suffisantes.
- Refinancement des Microfinance : Les Institutions de Microfinance (IMF) jouent un rôle crucial dans l'expansion de l'accès au crédit aux populations à faible revenu et aux entrepreneurs informels. Cependant, des défis de régulation et de gouvernance ont parfois été signalés dans ce secteur notamment, le refinancement des microfinances. Les IMF ne pouvant pas se faire refinancer directement auprès de la Banque centrale, se tournent vers les banques commerciales pour des ressources plus coûteuses. Ces ressources seront par la suite prêtées aux ménages à des taux de rémunération plus importants.
- Risques et taux d'intérêt : Les risques liés au remboursement et à la stabilité économique peuvent influencer les taux d'intérêt des crédits. Les taux d'intérêt peuvent être relativement élevés, en particulier pour les emprunteurs considérés comme risqués.

Néanmoins, certaines initiatives portent à croire à une éventuelle évolution de la situation dans le pays pour améliorer l'accès au crédit.

- Inclusion financière : Le gouvernement ivoirien a exprimé son engagement en faveur de l'inclusion financière et a mis en place des initiatives visant à promouvoir l'accès au crédit pour les populations sous-bancarisées. Cela comprend des programmes de formation financière, des incitations pour les institutions financières à prêter aux petites entreprises et aux populations rurales, ainsi que le développement de technologies financières (FinTech) pour faciliter l'accès aux services financiers.
- Cadre réglementaire : Les réglementations et les politiques gouvernementales jouent un rôle important dans la facilitation de l'accès au crédit. Des réformes réglementaires visant à réduire les obstacles à l'obtention de crédit ont été mises en place pour encourager les prêts aux petites et moyennes entreprises.

### a.3. Les principaux groupes bancaires en Côte d'Ivoire

Si la majeure partie des grandes banques opérant en Côte d'Ivoire appartiennent à des grands groupes internationaux tels que Société Générale, Ecobank, Attijari et Bank of Africa, l'on note une bonne dynamique des acteurs locaux avec l'Etat ivoirien en pole position.

Fortement impliqué dans le paysage bancaire de la Côte d'Ivoire, l'Etat Ivoirien revendique un portefeuille de 5 banques, constitué de la Banque Nationale d'Investissement (BNI), la Banque populaire, Versus Bank, la Banque de l'Habitat CI (BHCI) et la BICICI qui vient de faire son entrée dans la liste à travers le consortium BNI, CNPS, CGREA et la CDC-CI. A cela, il faut ajouter que l'Etat participe également au capital de certaines banques de la place.

L'initiative privée occupe une place prépondérante dans le milieu bancaire ivoirien avec comme fer de lance NSIA Banque dont l'activité bancaire s'étend également en Guinée, au Sénégal, au Bénin et au Togo.

- NSIA Banque rivalise avec des groupes internationaux

En 2022, NSIA Banque Côte d'Ivoire a achevé l'un de ses exercices les plus promoteurs avec des indicateurs de performance tous aussi robustes les uns que les autres. Le premier d'entre eux et certainement le plus scruté par les investisseurs, le résultat net qui a franchi pour la première fois dans l'histoire de la banque la barre des 30 milliards FCFA pour s'établir à 32,38 milliards FCFA fin 2022, contre 23,71 milliards FCFA fin 2021, soit une forte hausse de 36,56%. Cette progression du bénéfice a été l'une des plus importantes de tout le secteur bancaire coté à la Bourse régionale des valeurs mobilières (BRVM).

La bonne orientation des indicateurs de performance de NSIA Banque Côte d'Ivoire a également concerné son Produit net bancaire (PNB) qui s'est renforcé de 4,6% sur la période sous revue, passant de 76,6 milliards FCFA fin 2021 à 80,1 milliards FCFA à fin 2022. Cette performance est tirée par "la croissance des commissions (+16% à 24,6 milliards FCFA), associée au maintien du niveau de la marge d'intérêt qui s'est chiffré à 55,6 milliards FCFA".

N°	Banque	PNB 2022 (millions FCFA)	Capital
1	NSIA Banque	80 105	Ivoirien
2	Bridge Bank	42 384	Ivoirien
3	Mansa Bank	10 175	Ivoirien

Source : Sika Pro

### a.4. Analyse SWOT

Il est important de noter que le secteur bancaire ivoirien pourrait progresser davantage et en fonction des politiques gouvernementales, du développement économique et social, des changements structurels, ainsi que des actions d'innovation.

**Forces :**

- Demande croissante : Avec une population en croissance et une classe moyenne émergente, la demande de services bancaires en Côte d'Ivoire est en augmentation.
- Bonne disponibilité de guichets automatiques de billets ;
- Réseau étendu : Les banques ivoiriennes disposent d'un réseau étendu de succursales et d'agences à travers le pays, ce qui facilite l'accès aux services bancaires pour les clients.

**Faiblesses :**

- Infrastructure limitée : Malgré les progrès réalisés, l'infrastructure financière en Côte d'Ivoire reste relativement limitée, ce qui peut entraver l'accès aux services bancaires pour certaines populations.
- Faible niveau d'octroi de crédits
- Dépendance aux ressources naturelles : L'économie ivoirienne repose en grande partie sur les exportations de matières premières, ce qui rend le secteur bancaire vulnérable aux fluctuations des prix des produits de base.
- Niveau de bancarisation faible : Une grande partie de la population ivoirienne n'a pas accès aux services bancaires, ce qui limite le potentiel de croissance du secteur.

**Opportunités :**

- Inclusion financière : Il existe un potentiel significatif pour accroître le niveau de bancarisation en Côte d'Ivoire en développant des solutions innovantes pour atteindre les populations non bancarisées, notamment par le biais de la technologie numérique.
- Investissements étrangers : La Côte d'Ivoire attire de plus en plus d'investissements étrangers, ce qui peut stimuler la croissance du secteur bancaire en fournissant des opportunités de financement pour les projets d'investissement.
- Développement urbain et croissance démographique.
- Expansion régionale : Les banques ivoiriennes ont l'opportunité de s'étendre à l'échelle régionale en exploitant le potentiel économique des pays voisins.

**Menaces :**

- Concurrence accrue : Le secteur bancaire ivoirien fait face à une concurrence croissante, tant de la part des banques nationales que des banques étrangères, ce qui peut entraîner une pression sur les marges et les parts de marché.
- Risques politiques et économiques : Les risques politiques et économiques en Côte d'Ivoire, tels que les changements de réglementation et les fluctuations économiques, peuvent influencer la stabilité du secteur bancaire.

- Cybercriminalité : Avec la numérisation croissante des services bancaires, la cybercriminalité représente une menace croissante pour les banques ivoiriennes, nécessitant des investissements importants dans la sécurité des systèmes.

#### b. L'assurance

Le marché de l'assurance en Côte d'Ivoire a connu une transformation significative au fil des années, se positionnant comme l'un des secteurs les plus dynamiques de la zone CIMA. Cette croissance reflète à la fois l'expansion économique du pays et les efforts continus pour développer l'industrie des services financiers.

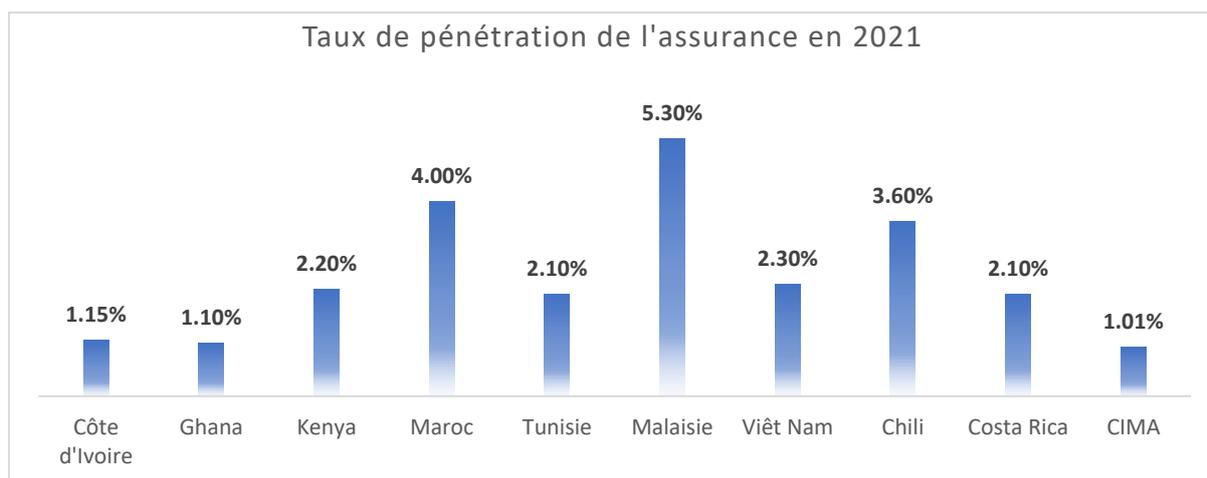
Au cours de la dernière décennie, le marché de l'assurance en Côte d'Ivoire a connu une croissance remarquable en termes de taille et de diversification des produits offerts. Les types d'assurance proposés sont variés, allant de l'assurance automobile à l'assurance santé, en passant par l'assurance vie, l'assurance habitation et des produits spécialisés adaptés aux besoins changeants des consommateurs. Le marché compte deux principaux segments à savoir, le segment vie et le segment non-vie qui est le plus important du marché CIMA. Au 31 décembre 2022, le chiffre d'affaires consolidé du marché ivoirien de l'assurance s'est établi à 528 milliards FCFA, en hausse de 13,9% comparativement à 2021. Cette croissance avait été portée par le segment Non-vie dont les revenus des 21 acteurs s'étaient accrus de 18% pour s'établir 305 milliards FCFA. Le segment Vie comptant une dizaine de compagnies, a vu son chiffre d'affaires passer de 205,5 milliards FCFA en 2021, à 223,2 milliards FCFA, soit une hausse de 8%.

L'Autorité de Régulation des Assurances de Côte d'Ivoire (ARCA) est l'organisme de réglementation qui supervise et réglemente les activités du secteur de l'assurance dans le pays. Cette dernière veille à ce que les compagnies d'assurance respectent les normes et réglementations en vigueur, protègent les intérêts des assurés et contribuent de manière responsable à l'économie nationale.

Malgré la croissance observée, le marché de l'assurance en Côte d'Ivoire est confronté à plusieurs défis. La sensibilisation aux avantages de l'assurance reste relativement faible dans certains segments de la population, limitant ainsi le taux de pénétration de l'assurance. De plus, la concurrence entre les compagnies d'assurance s'intensifie, ce qui exige une différenciation et une amélioration continues des produits et services offerts.

L'amélioration de la qualité des services et de la gestion des réclamations constituent un défi majeur. Les compagnies d'assurance doivent investir dans des technologies et des processus efficaces pour offrir une expérience client optimale et gérer efficacement les réclamations, renforçant ainsi la confiance des assurés.

La Côte d'Ivoire a affiché un taux de pénétration d'assurance de 1,15% en 2021. Bien que ce taux soit encourageant par rapport au marché CIMA qui en affiche 1,01%, celui-ci demeure faible par rapport aux pays de comparaison. Par ailleurs, il faut souligner que le taux de la Côte d'Ivoire est élevé par rapport au Ghana voisin qui affiche un taux de 1,10%.



Source : atlas-mag.net

Toutefois, ces défis s'accompagnent également d'opportunités. Les compagnies d'assurance ont la possibilité d'élargir leur portée en atteignant des segments de la population jusqu'alors non assurés ou sous-assurés. De plus, en innovant dans la conception de produits adaptés aux besoins locaux et en élargissant leurs canaux de distribution, les assureurs peuvent toucher de nouveaux marchés et renforcer leur position sur le marché.

- NSIA assurances et GNA, des géants à capitaux ivoiriens

Sur ce marché fortement concurrentiel, l'on retrouve des compagnies locales qui luttent pour s'acaper la moindre part de marché disponible. Il s'agit notamment de NSIA assurance et GNA (Génération Nouvelle d'Assurance), concurrents tant sur le marché de l'assurance non-vie que sur celui de l'assurance Vie.

Créée en 1995 par l'homme d'affaires ivoirien Jean Kacou Diagou, NSIA Assurances, filiale du groupe NSIA participations, présente dans 12 pays d'Afrique de l'Ouest et Centrale, est le leader local dans le secteur de l'assurance en Côte d'Ivoire. Elle se décline en deux entités. Il s'agit d'une part de NSIA Assurance Vie, et d'autre part de NSIA Assurances Non-vie. Ces deux sociétés ont enregistré un chiffre d'affaires en progression au rythme annuel de 8,29% à 70,53 milliards FCFA en 2022.

NSIA assurances domine les compagnies à capitaux locaux du marché Non-vie et Vie, avec des parts de marché respectives de 9,4% et 19% à l'issue de l'exercice 2022.

NSIA est suivie sur le segment Non-vie par GNA assurances IARD, créée en 2007, par des opérateurs économiques locaux. La compagnie dirigée par Romuald Kouassi revendique un chiffre d'affaires de 28,08 milliards FCFA à fin 2022 pour une part de marché de l'ordre de 9,32%. GNA a su se positionner sur le marché en révolutionnant les pratiques.

Le marché de l'assurance en Côte d'Ivoire a connu une évolution remarquable, passant d'une petite industrie à un secteur en croissance qui contribue de manière significative à l'économie du pays. Toutefois, des défis subsistent en matière de sensibilisation, de qualité des services et de gestion des réclamations. Avec une réglementation solide, une concurrence dynamique et un

potentiel de croissance encore inexploité, le marché de l'assurance en Côte d'Ivoire continue d'offrir des opportunités passionnantes pour les compagnies d'assurance prêtes à innover et à répondre aux besoins changeants des consommateurs.

#### Analyse SWOT de l'assurance

- Forces

Croissance économique soutenue : La Côte d'Ivoire connaît une croissance économique soutenue depuis plusieurs années, ce qui favorise la demande d'assurances.

Démographie favorable : La population ivoirienne est jeune et en pleine croissance, ce qui représente un potentiel important pour le marché de l'assurance.

Développement du secteur financier : Le secteur financier ivoirien se développe, ce qui facilite l'accès aux produits d'assurance.

Politique gouvernementale favorable : Le gouvernement ivoirien soutient le développement du secteur de l'assurance.

- Faiblesses

Taux de pénétration faible : Le taux de pénétration de l'assurance en Côte d'Ivoire est encore faible, ce qui laisse un important potentiel de croissance.

Faible niveau de sensibilisation : Le niveau de sensibilisation à l'assurance est encore faible en Côte d'Ivoire, ce qui freine le développement du marché.

Fraude et corruption : La fraude et la corruption sont des problèmes qui affectent le marché de l'assurance en Côte d'Ivoire.

- Opportunités

Développement du secteur privé : Le développement du secteur privé ivoirien crée de nouvelles opportunités pour le marché de l'assurance.

Croissance de l'urbanisation : La croissance de l'urbanisation en Côte d'Ivoire favorise le développement de l'assurance.

Développement de la bancassurance : La bancassurance est un canal de distribution prometteur pour le marché de l'assurance en Côte d'Ivoire.

- Menaces

Instabilité politique : L'instabilité politique est un risque potentiel pour le marché de l'assurance en Côte d'Ivoire.

Changements réglementaires : Les changements réglementaires peuvent affecter le marché de l'assurance.

Compétitivité accrue : La concurrence entre les assureurs ivoiriens et étrangers est en augmentation.

En conclusion, le marché ivoirien de l'assurance présente des opportunités de croissance importantes, mais il existe également des défis à relever. Les assureurs ivoiriens doivent s'efforcer de sensibiliser la population à l'assurance et de développer de nouveaux produits et services adaptés aux besoins des clients.

Quelques recommandations pour les assureurs ivoiriens.

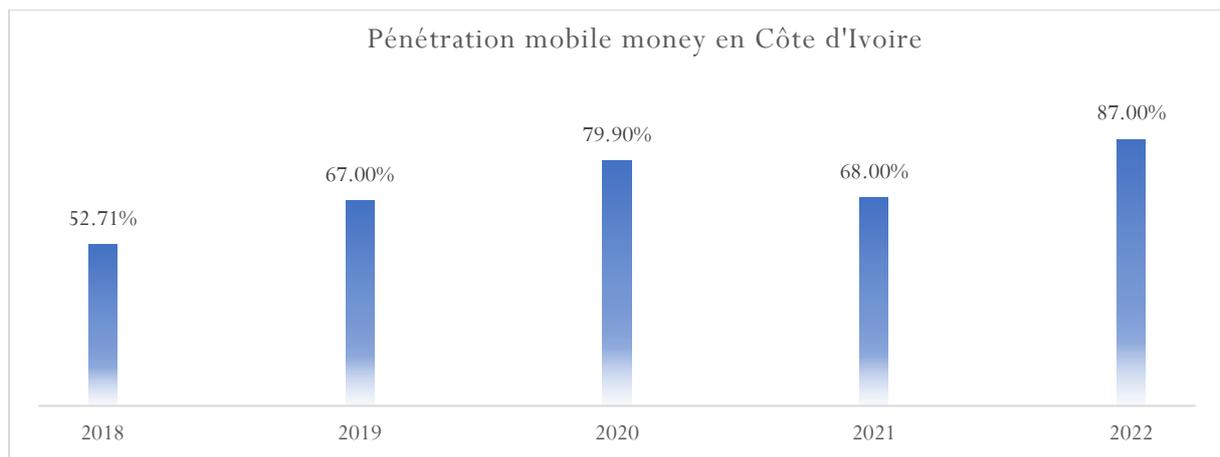
- Développer des produits et services innovants : Les assureurs ivoiriens doivent développer des produits et services innovants qui répondent aux besoins des clients. Par exemple, ils peuvent proposer des produits d'assurance adaptés aux micro-entreprises ou aux jeunes actifs.
- S'appuyer sur la bancassurance : La bancassurance est un canal de distribution prometteur pour le marché de l'assurance en Côte d'Ivoire. Les assureurs ivoiriens peuvent s'associer aux banques pour proposer des produits d'assurance à leurs clients.
- S'internationaliser : Les assureurs ivoiriens peuvent s'internationaliser pour accéder à de nouveaux marchés. Par exemple, ils peuvent investir dans des pays voisins ou se développer sur le marché européen.

## c. Mobile money et Fintechs

### c.1 Le mobile Money en Côte d'Ivoire

Le mobile money connaît une croissance continue en Côte d'Ivoire, avec les opérateurs de réseaux mobiles (MNO) proposant une gamme de services financiers numériques de plus en plus large dans le sillage de l'émergence de partenariats avec des établissements bancaires. Après un départ difficile, le mobile money prend son envol en Côte d'Ivoire.

Entre 2016 et 2018, les transactions de mobile money en Côte d'Ivoire sont passées de 4 500 milliards FCFA (7,7 milliards de dollars) à 6 300 milliards FCFA (10,8 milliards de dollars). Cette augmentation témoigne de l'adoption croissante de cette technologie par la population avec l'évolution du taux de pénétration mobile qui est passé de 80% en 2013 à 162% au 31 décembre 2022. Quant au taux de pénétration du mobile money, celui-ci est passé à 87% en 2022 contre 52,71% en 2018, après un recul en 2021 en raison de la Covid-19. Bien que ce segment des opérateurs de téléphonie ait connu une contraction avec la concurrence accrue des Fintechs, il convient de noter que le mobile money en Côte d'Ivoire a contribué à l'inclusion financière en permettant à un plus grand nombre de personnes d'accéder à des services financiers via leur téléphone mobile.



Source : ARTCI

Si quatre années en arrière les opérateurs de télécommunication baignaient dans un marigot de revenus conférés par le mobile money à l'apogée du segment voix, c'était sans s'attendre à l'arrivée d'un acteur majeur en 2019 qui allait bouleverser cette tranquillité.

Arrivé sur le marché de l'UEMOA en 2019 en s'installant au Sénégal, Wave offre déjà des solutions révolutionnaires, dépôts/retraits gratuits et frais d'envoi de l'ordre de 1%, poussant les opérateurs historiques à se réinventer, ainsi débute la guerre du mobile money. Les opérateurs existants qui appliquaient des frais allant de 3 à 6%, n'ont eu d'autres choix que de s'aligner. Forte de cette expérience au Sénégal, la nouvelle licorne avait poursuivi son expansion en s'implantant en Côte d'Ivoire en 2021, avant d'intégrer les marchés burkinabé et malien.

Cette situation n'a bien sûr pas été sans conséquence sur les chiffres des opérateurs télécom. Le géant télécom de la BRVM, Sonatel en a fait les frais avec un repli 4% à 144,9 milliards FCFA de son chiffre d'affaires issu du mobile money, contre une hausse de 82% en 2020 qui avait permis aux recettes de passer de 83 milliards FCFA en 2019 à 151,1 milliards FCFA. Un

marasme du segment mobile money qui s'est également emparé du marché ivoirien. De fait, le chiffre d'affaires mobile money de l'ensemble des opérateurs est ressorti à 7,26 milliards FCFA à fin mars 2022, soit une dépression de plus de 42% par rapport à celui de 12,86 milliards FCFA réalisé au premier trimestre 2021.

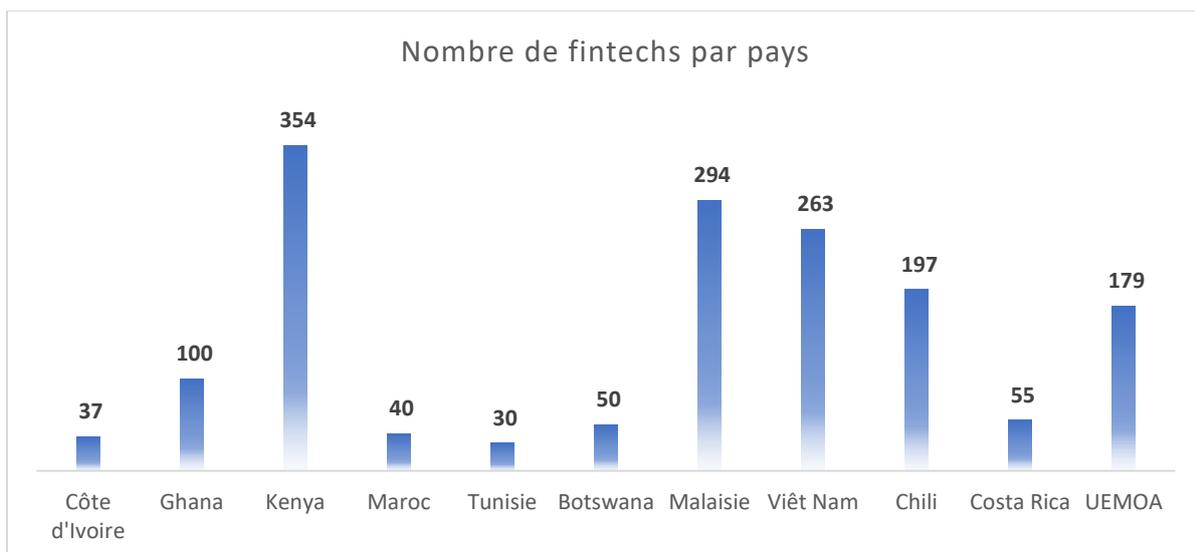
### c.2 Les Fintechs en Côte d'Ivoire

Les FinTechs, contraction de Financial et Technology (littéralement « technologie financière ») désignent des petites entreprises (start-up et PME) qui fournissent des services financiers innovants, en ligne. Ainsi, elles peuvent offrir leurs services de manière plus rapide, plus efficace et moins coûteuse que les institutions financières traditionnelles.

De même, les fintechs sont généralement spécialisées dans un type de produit en particulier, comme les investissements responsables, les services de paiements (néo-banques) ou encore, la gestion pilotée via une assurance vie.

La Côte d'Ivoire compte environ 37 fintechs, dont environ 95% proposent des solutions liées aux paiements numériques. Les fintechs en Côte d'Ivoire jouent un rôle important dans la promotion de l'inclusion financière et de l'entrepreneuriat numérique. En 2022, les fintechs installées à Abidjan ont réussi à lever un montant cumulé record de plus de 20 millions de dollars US (environ 12 milliards FCFA). Les technologies de la finance, qui développent des services bancaires personnalisés, gagnent le secteur bancaire après avoir conquis le Nigeria.

Ce secteur en plein essor en Côte d'Ivoire allie les innovations technologiques et les services financiers pour proposer des solutions plus rapides, plus efficaces et plus accessibles. L'étude aborde les principales caractéristiques de l'inclusion financière et les contraintes et opportunités des services financiers digitaux. Les 37 start-ups recensées dans le secteur de la fintech en Côte d'Ivoire souffrent du manque de financements et de compétences commerciales. Il existe également une association des Fintechs en Côte d'Ivoire qui travaille au développement de la finance et de la technologie dans le pays.



Source : Sikafinance Pro

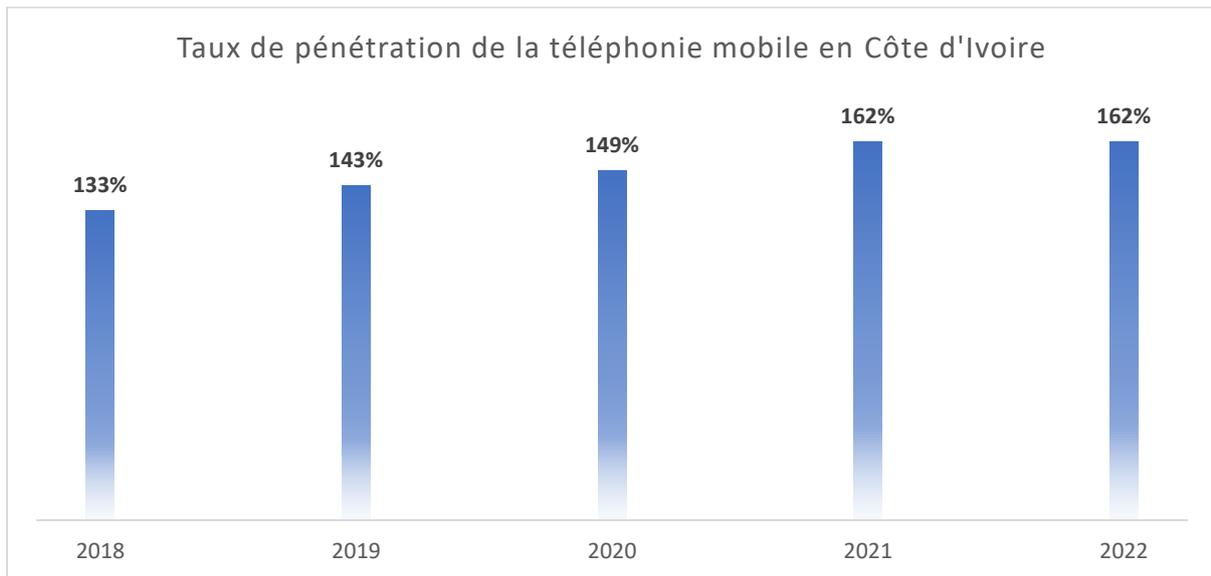
Les fintechs jouent un rôle important dans le secteur financier en utilisant l'innovation technologique pour repenser les services financiers et bancaires. Quelques aspects clés du rôle

des fintechs sont l'inclusion financière, la gestion des risques financiers, l'intermédiation financière, l'innovation technologique et bien autres. Des économies plus avancées dans le domaine comme le Kenya, la Malaisie, le Vietnam et le Chili ont su adopter ces innovations afin de faciliter l'utilisation des services financiers en induisant une plus importante adhésion. Le nombre de fintechs en Côte d'Ivoire reste faible comparativement à l'ensemble des comparables, exceptée la Tunisie qui affiche une trentaine.

### 3.2. Les télécommunications

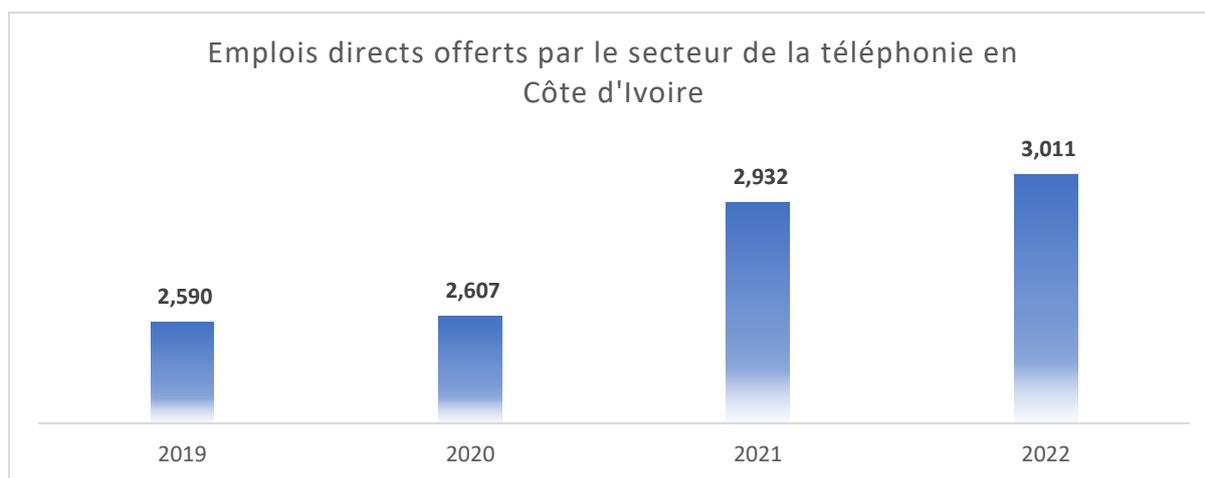
Les télécommunications ont connu une évolution rapide, avec une augmentation significative du nombre d'abonnés à la téléphonie mobile et à l'internet. La pénétration des smartphones a favorisé l'accès aux services numériques et a stimulé le commerce électronique.

Le taux de pénétration de la téléphonie mobile en Côte d'Ivoire, déjà à un niveau important à 133% en 2018, s'est renchéri de 29 points de pourcentage pour s'établir à 162% en 2022. Cette évolution est d'une part la résultante de la croissance démographique et d'autre part la vulgarisation des smartphones entrée de gamme.



Source : ARTCI

En 2022, le chiffre d'affaires réalisé par les opérateurs (internet, fixe et mobile) de ce secteur s'est évalué à 1 195,17 milliards FCFA pour des investissements de 267,4 milliards FCFA. Outre le côté financier, ce secteur contribue également à la réduction du taux de chômage en Côte d'Ivoire avec 3 011 emplois directs à son actif en 2022 contre 2 590 en 2019.



Source : ARTCI

La participation du segment internet dans les revenus générés par ce secteur est désormais plus importante à la suite de l'optimisation des tarifs mobile money avec la concurrence agressive des fintechs.

### 3.3. Les transports et la logistique

Le secteur des transports et de la logistique en Côte d'Ivoire est un secteur important de l'économie nationale. Il représente environ 10 % du PIB et emploie plus de 1 million de personnes. En 2022, le secteur a connu une croissance de 5 %, portée par la reprise économique postpandémique. Cette croissance a été soutenue par un certain nombre de facteurs, notamment l'augmentation du commerce intra-africain, qui a stimulé le transport maritime et aérien, le développement des infrastructures de transport, notamment le deuxième terminal à conteneurs du Port d'Abidjan, l'amélioration de la sécurité routière.

Toutefois, l'insécurité routière, le manque d'infrastructures de transport, notamment dans les zones rurales, la compétitivité des coûts (qui est un défi pour les entreprises ivoiriennes face à la concurrence internationale), restent des points à améliorer.

Malgré ces défis, le secteur des transports et de la logistique en Côte d'Ivoire a le potentiel de se développer de manière significative dans les années à venir. La croissance économique du pays, la diversification des échanges commerciaux et l'amélioration des infrastructures devraient contribuer à soutenir cette croissance.

Les principaux modes de transport en Côte d'Ivoire sont le transport maritime, le transport terrestre et le transport aérien.

#### 3.3.1 Le transport maritime

Favorisée par son ouverture Sud sur l'océan Atlantique (avec une façade maritime 550 km), la Côte d'Ivoire jouit d'une place prépondérante dans la chaîne logistique des pays de l'Hinterland avec les ports de d'Abidjan et de San-Pedro.

- Le Port Autonome d'Abidjan

Créé en 1951, le PAA est une plateforme moderne et dynamique, qui a connu une forte croissance ces dernières années. Le Port d'Abidjan est le 2ème port d'Afrique de l'Ouest en termes de trafic de conteneurs en Equivalent Vingt Pieds (EVP). Il a traité 18,5 millions de tonnes de marchandises en 2022, soit une augmentation de 10 % par rapport à 2021. Le trafic de conteneurs a également augmenté, avec un volume de 1,5 million d'EVP traités en 2022, soit une augmentation de 15 % par rapport à 2021. La mise en service du 2<sup>ème</sup> terminal à conteneurs intervenue en décembre 2022, permet désormais au PAA d'accueillir des navires pouvant porter jusqu'à 15 000 conteneurs contre 3 500 auparavant.

Ce port est un important moteur économique pour la Côte d'Ivoire. Il contribue à la création d'emplois, au développement du commerce et à l'intégration de la Côte d'Ivoire dans l'économie mondiale. Les principales activités sont le transbordement de marchandises, le stockage et la distribution de marchandises, et le transport de passagers.

Toutefois, des projets de développement du PAA sont en cours :

- La construction d'un troisième terminal à conteneurs, d'une capacité de 2,5 millions d'EVP.
- L'extension du terminal polyvalent, d'une capacité de 2 millions de tonnes.
- La construction d'un terminal minéralier, d'une capacité de 10 millions de tonnes.

Ces projets permettront au PAA de répondre à la croissance du trafic maritime et de renforcer sa position de hub régional.

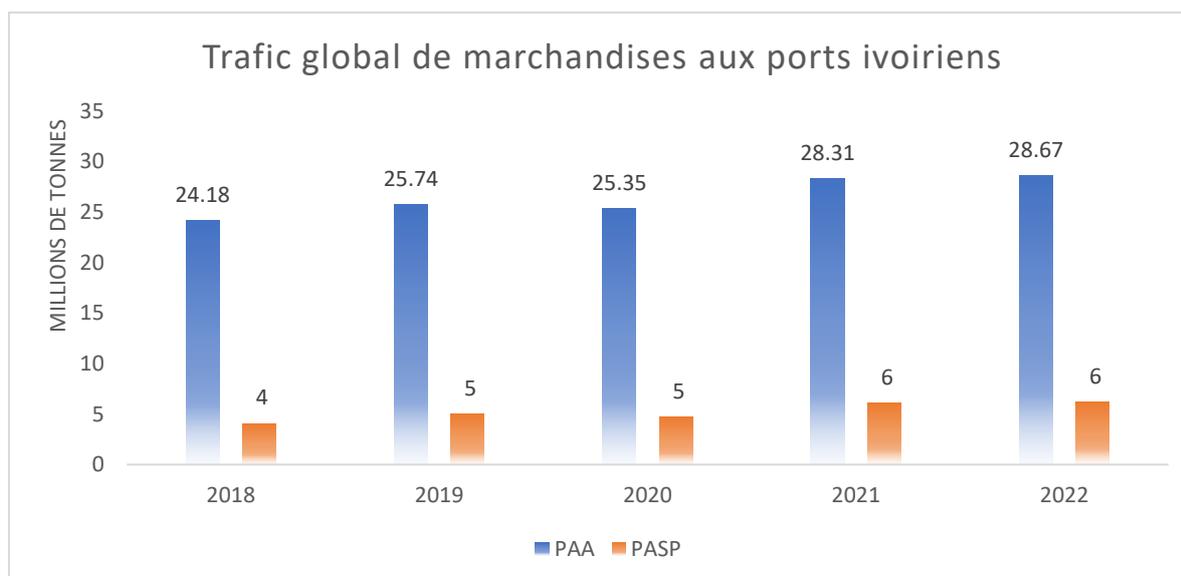
- Le port autonome de San-Pedro

Deuxième port de Côte d'Ivoire, après le port d'Abidjan, le port de San-Pedro a été construit en 1957. Il a été modernisé à plusieurs reprises, notamment en 2017, dans le cadre des préparatifs de la 34<sup>ème</sup> Coupe d'Afrique des Nations de football. Le port de San-Pedro est spécialisé dans le trafic de produits agricoles, notamment le cacao, le café, le bois et le latex. Il est également utilisé pour le trafic de marchandises générales, telles que les produits manufacturés et les produits pétroliers.

Ce port comprend un quai d'une longueur de 2 200 mètres, une profondeur du chenal de 12 mètres, 2 grues portuaires, 5 portiques mobiles, 1 grue mobile de 120 tonnes. D'une capacité de 2,5 millions de tonnes de marchandises, en 2022, le port de San-Pedro a traité un volume de 1,5 million de tonnes de marchandises.

Le port de San-Pedro est également un important moteur économique pour la Côte d'Ivoire. Il contribue à l'exportation des produits agricoles du pays et à la création d'emplois.

La construction d'un nouveau terminal à conteneurs, l'extension du quai, l'amélioration des équipements sont des projets en cours pour le développement du PASP (Port Autonome de San-Pedro). Ces projets devraient permettre au port de San-Pedro de renforcer son rôle de hub régional.



Sources : Ministère du Transport / Port Autonome d'Abidjan / Port Autonome de San-Pedro

### 3.3.2 Le transport lagunaire

Le transport lagunaire à Abidjan est un mode de transport qui utilise des bateaux-bus et des pinasses pour relier certains quartiers de la ville. Il est dominé par trois sociétés modernes (la Société des Transports Lagunaires STL, CITRANS, la SOTRA) et les pinassiers. Ce mode de transport assure les liaisons en moins de temps et à moindre coût.

Les bateaux-bus sont souvent des embarcations modernes et confortables, pouvant accueillir jusqu'à 240 passagers. Ils sont équipés pour certains de climatisation, de toilettes et de Wi-Fi.

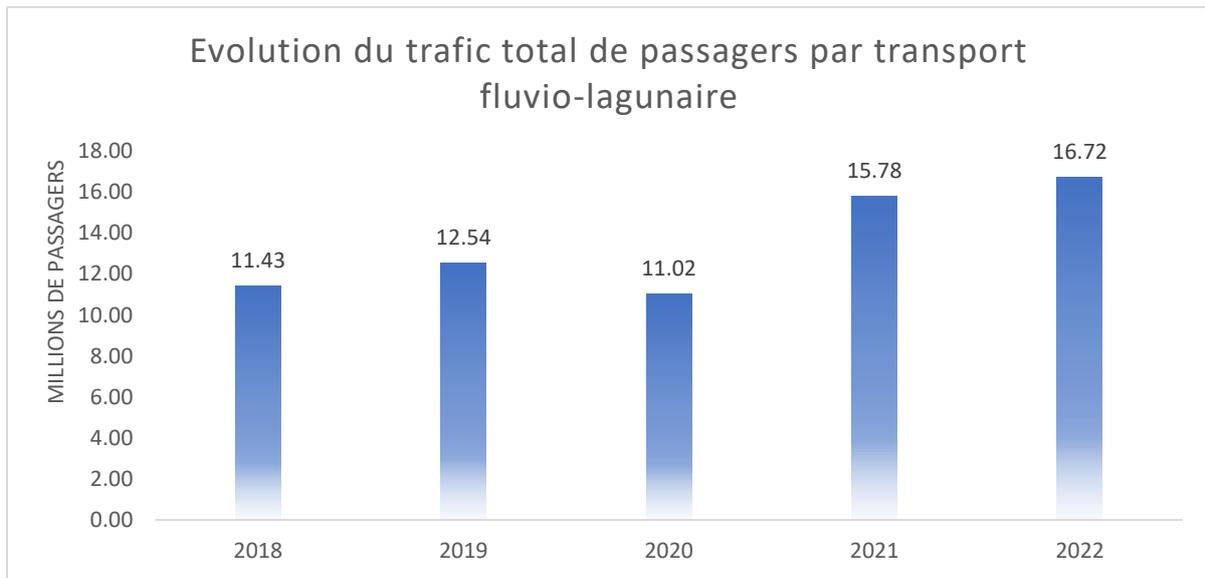
Selon [businessfrance.fr](https://businessfrance.fr), pour une demande estimée à près de 225 000 passagers à transporter par jour, les opérateurs réunis n'en transportent que 109 000 par jour soit seulement 48,5%, ce qui laisse entrevoir l'énorme potentiel de marché.

Les pinasses sont des embarcations traditionnelles construites en bois, en polyester ou en acier et équipées d'un moteur. Elles sont soit fabriquées en Côte d'Ivoire ou importées du Ghana voisin.

Selon le Syndicat National des Pinassiers de Côte d'Ivoire (SNPCI), près de 100 pinasses sont mises à contribution chaque jour pour assurer les dessertes.

Comparativement au transport terrestre, le transport lagunaire a un impact environnemental réduit, en ce sens qu'il est moins polluant. C'est un mode de transport qui a un fort potentiel de développement à Abidjan. Toutefois, il faut noter que ce transport est moins coté sur la place Abidjanaise du fait de la vétusté de la flotte de bateaux-bus, ainsi que l'aquaphobie, qui est une peur intense et irrationnelle de l'eau qui peut aller de la simple appréhension à une panique totale. Les personnes aquaphobe peuvent ressentir une forte anxiété ou une peur panique face à l'eau, même lorsqu'elle est peu profonde ou calme.

Néanmoins, il convient de noter une bonne adoption de ce mode de transport par les abidjanais avec le trafic qui s'accroît, dans le sillage de la modernisation de la flotte.



Source : Ministère des transports

### 3.3.3 Le transport terrestre

#### 3.3.3.1 Le transport routier

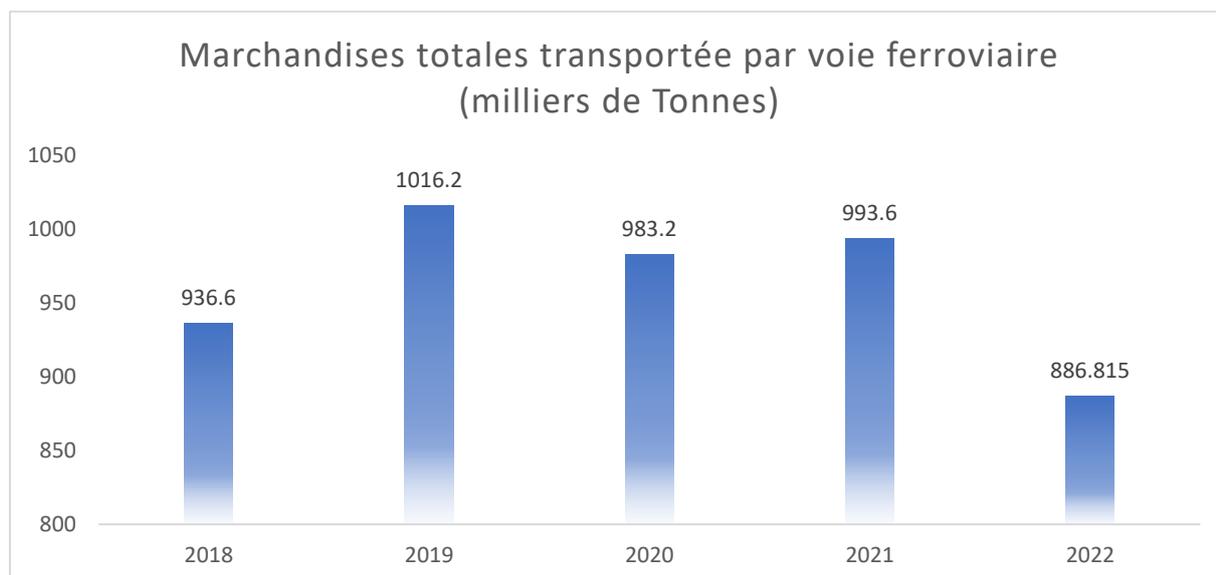
Le transport terrestre est le mode de transport le plus utilisé par les populations ivoiriennes. Il est assuré par une flotte de véhicules privés, taxis et de véhicules de transport en commun. Le transport routier représente environ 90% (10% ferroviaire) du transport de marchandises et 80% du transport de voyageurs. Cette dynamique s'explique par un réseau routier de 82 000 km, représentant environ 50% du réseau routier de l'UEMOA, du fait de la porte d'entrée que constitue la Côte d'Ivoire au regard d'autres pays tels que le Mali, le Niger et le Burkina Faso. Comportant 7 500 km de routes bitumées dont plus de 270 km d'autoroutes, ce réseau est en plein chantier pour joindre les pays de l'hinterland. Si l'Etat s'est positionné comme un acteur majeur de l'activité avec la Sotra, il convient de noter que certains acteurs privés s'y illustrent brillamment.

- **UTB une success-story à l'ivoirienne**

UTB, Union des transports de Bouaké, créée depuis 1984, et appartenant à feu Kouamé Konan N'Sikan, est champion dans le segment du transport terrestre en Côte d'Ivoire, avec un chiffre d'affaires de 18,75 milliards FCFA. En plus des villes de l'intérieur du pays, la compagnie dessert également la sous-région avec les lignes vers Accra, Lomé, Cotonou et Lagos.

### 3.3.3.2 Le transport ferroviaire

Le réseau ferroviaire d'une longueur d'environ 1 147 kilomètres, dont 639 kilomètres en Côte d'Ivoire est exploité par la société Sitarail. Il relie Abidjan, la capitale économique ivoirienne, à Ouagadougou, la capitale du Burkina Faso. En 2022, le trafic de marchandises sur le réseau ferroviaire ivoirien a été de 886 815 tonnes, en baisse de 10,75 % par rapport à 2021. Cette baisse est due à la crise économique liée à la pandémie de COVID-19. Le trafic de passagers est quant à lui suspendu depuis 2020 en raison de la même crise.



\* Y compris le trafic intra Burkina-Faso

Source : Ministère des transports

Le gouvernement ivoirien a annoncé plusieurs projets de développement du transport ferroviaire, dont la construction d'un métro urbain à Abidjan et la réhabilitation de la ligne Abidjan-Ouagadougou.

### 3.3.4 Le transport Aérien

En 2022, le transport aérien en Côte d'Ivoire a connu une reprise significative après la pandémie de COVID-19. Le trafic passagers a augmenté de 45% par rapport à 2021, passant de 2,5 millions à 3,6 millions de passagers. Cette croissance a été portée par la reprise du tourisme et des affaires, ainsi que par l'expansion de la flotte et des réseaux des compagnies aériennes nationales et internationales.

Le marché du transport aérien en Côte d'Ivoire est dominé par la compagnie aérienne nationale, Air Côte d'Ivoire qui opère un réseau de plus de 20 destinations en Afrique. En 2022, le chiffre d'affaires réalisé par Air CI était de 113,47 milliards FCFA, en croissance de 41,41% en glissement annuel par rapport à 2021 et de 138,21% en comparaison à l'année 2020 dont la conjoncture avait été ternie par la Covid-19.

Les autres compagnies aériennes actives en Côte d'Ivoire sont entre autres Corsair, Air France, Ethiopian Airlines, Turkish Airlines, Royal Air Maroc, Emirates Airlines...

L'aéroport international Félix Houphouët-Boigny est le principal aéroport de Côte d'Ivoire. Il a accueilli 3,6 millions de passagers en 2022, soit une augmentation de 45% par rapport à 2021, avec un fret de 15 000 tonnes. Ce flux de passagers s'est également répercuté sur les revenus générés par l'aéroport d'Abidjan. Les recettes réalisées en 2022 s'évaluaient à 29,23 milliards FCFA, en hausse de 28,43% par rapport à l'année précédente.

Ce secteur devrait continuer à croître dans les années à venir. La croissance économique du pays, ainsi que l'expansion de l'infrastructure aéroportuaire, devraient stimuler la demande de transport aérien.

Le transport aérien en Côte d'Ivoire est confronté à quelques défis, notamment la congestion aéroportuaire et la hausse des coûts du carburant. Le gouvernement ivoirien travaille à résoudre ces défis afin de favoriser le développement du secteur.

### 3.3.5 La logistique en Côte d'Ivoire

La logistique est un segment en pleine expansion en Côte d'Ivoire. Le pays dispose d'un certain nombre d'entrepôts et de zones logistiques, notamment les zones industrielles d'Abidjan et la zone industrielle de San Pedro. Le segment de la logistique est porteur d'emplois et de croissance économique. Il est important pour le développement du commerce et de l'industrie en Côte d'Ivoire.

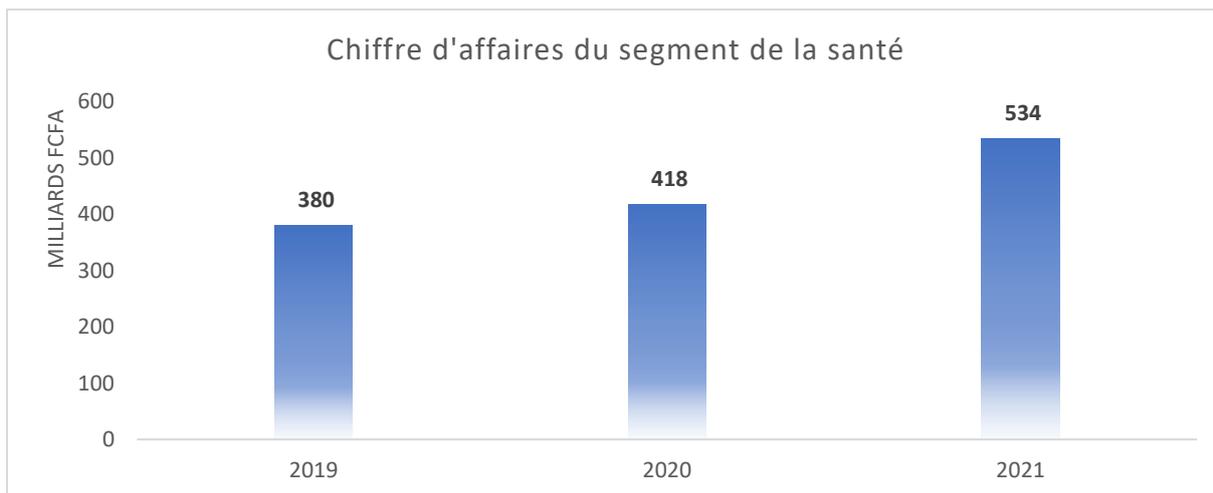
N°	Sociétés de logistique	Chiffre d'affaires 2021 (millions FCFA)	Capital
1	PETRO SEA LOGISTICS	5 416	Ivoirien
2	IVORY COAST EXCAVATIONS SARL	3 389	NA
3	SAN PEDRO MANUTENTION	2 487	Luxembourgeois
4	FRACHT COTE D'IVOIRE	1 566	USA
5	TRANSPORT INTERNATIONAL MARITIME AERIEN ET ROUTIER - CI	1 090	NA

Source : Sikafinance Pro

### 3.4. Les soins de santé

Le segment de la santé en Côte d'Ivoire est en pleine évolution, avec des progrès significatifs réalisés ces dernières années. Le gouvernement ivoirien a fait de la santé une priorité nationale, et a investi massivement dans le domaine, avec un budget de la santé qui a augmenté de 70 % depuis 2011.

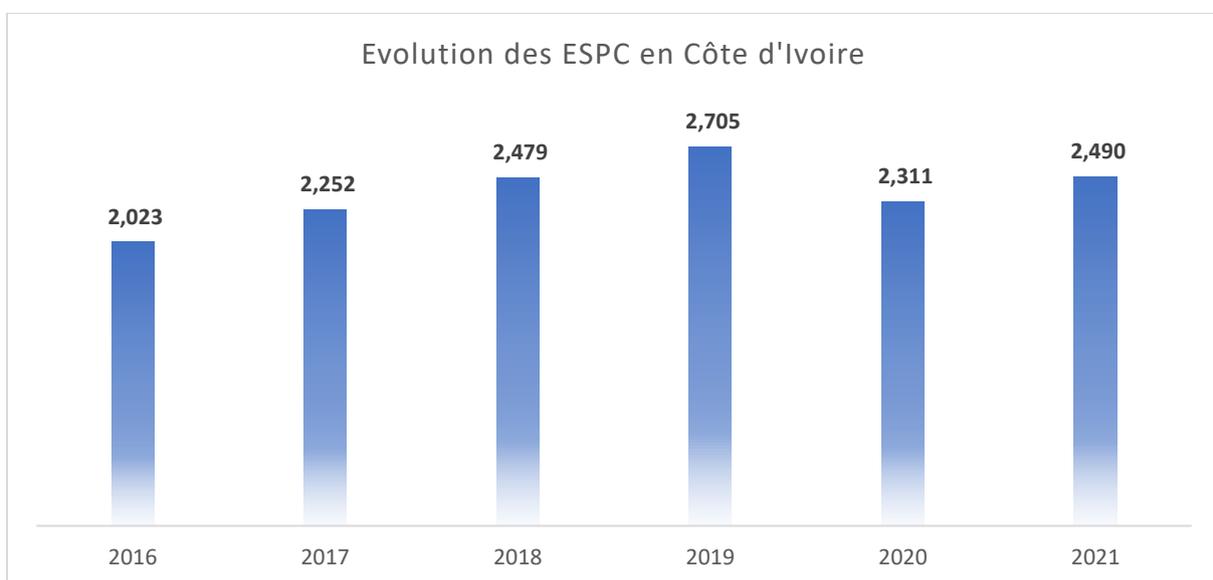
Le système de santé ivoirien est divisé en deux sections : le réseau public et le réseau privé. Le réseau public est le principal pourvoyeur de soins de santé, avec des centres de santé, d'hôpitaux et de cliniques répartis sur l'ensemble du territoire. Le réseau privé est également important, et offre une gamme de services de santé plus complète, y compris des soins spécialisés et des services de santé de pointe.



Source : Sikafinance Pro

Ces chiffres comprennent aussi bien l'activité hospitalière que pharmaceutique et auxiliaire d'assurance. Toutefois, ce segment est fortement dominé par l'industrie pharmaceutique avec UBIPHARM CI, COPHARMED et Distribution Pharmaceutique de Côte d'Ivoire constituant le top 3 des sociétés ayant réalisé les plus importants revenus en 2021.

L'accès aux soins dans le pays affiche quant à lui une bonne dynamique ces dernières années avec 271 établissements sanitaires de 1<sup>er</sup> contact ont été construits entre 2011 et 2019. En 2021, le nombre d'établissements sanitaires de premier contact s'est établi à 2 490, en progression de 7,7% comparativement à 2020.



Source : Gouvernement de Côte d'Ivoire

Ce secteur dominé par les hôpitaux à capitaux majoritairement ivoirien avec un top 10 constitué d'établissements ayant un chiffre d'affaires excédant le milliard FCFA.

N°	Etablissements de santé	Chiffre d'affaires 2021 (millions FCFA)	Capital
1	POLYCLINIQUE FARAH	20 771	Ivoirien
2	PISAM	9 484	Ivoirien
3	CMGC-CABINET MEDICAL LE	3 029	Ivoirien
4	SOCIETE LA PROVIDENCE SARL	2 439	Ivoirien
5	POLYCLINIQUE HOTEL DIEU D'ABIDJAN	2 289	Ivoirien

Source : Sikafinance Pro

Les principales pathologies en Côte d'Ivoire sont les maladies infectieuses, telles que le paludisme, le VIH/SIDA et la tuberculose. Le pays a réalisé des progrès importants dans la lutte contre ces maladies, mais elles restent un défi majeur pour le système de santé.

Dans son communiqué de presse du 17 août 2022, une enquête d'Afrobarometer relevait que la santé émerge comme le deuxième enjeu majeur du pays selon la perception de ses citoyens, se positionnant juste derrière le problème du chômage.

Selon cette étude, parmi les résidents ivoiriens ayant fréquenté une clinique ou un hôpital public au cours des 12 derniers mois, la majorité déplore des difficultés d'accès aux soins, avec un nombre significatif ayant été contraint de verser des pots-de-vin pour obtenir les services médicaux indispensables.

En outre, des proportions significatives de la population signalent des problèmes tels que l'absence de personnel médical, le manque de fournitures, la détérioration des infrastructures, et des délais d'attente prolongés. Ces constats soulignent des défis substantiels au sein du système de santé ivoirien, nécessitant une attention urgente pour améliorer l'accès, renforcer les ressources médicales, et remédier aux lacunes structurelles qui impactent la prestation des services de santé.

Toutefois des améliorations ont été observées ces dernières années. Ce sont entre autres ;

- L'accès aux soins a été amélioré. En 2022, 72% de la population vivait à moins de 5 km d'un centre de santé, contre 44% en 2012.
- La couverture vaccinale a été augmentée. En 2022, 98% des enfants de moins de 1 an ont reçu le vaccin BCG, contre 80% en 2012.
- La lutte contre les maladies transmissibles a été renforcée. En 2022, le taux de mortalité maternelle est passé de 614 à 385 décès pour 100 000 naissances vivantes, et le taux de mortalité des enfants de moins de 5 ans est passé de 96 à 74 pour 1 000 naissances vivantes.
- La Côte d'Ivoire a été le deuxième pays en Afrique à éliminer la trypanosomiase humaine africaine.
- 100% des cas de paludisme simple ont été traités par les antipaludiques.
- Plus de 19 000 femmes souffrant du cancer du col de l'utérus ont été dépistées et prises en charge.

Le gouvernement ivoirien a pris des mesures pour améliorer la situation des services de santé. Ces mesures comprennent la généralisation de la couverture maladie universelle (CMU), le

renforcement des capacités des professionnels de santé, et l'amélioration de l'infrastructure sanitaire.

Si ces mesures sont mises en œuvre efficacement, la situation des services de santé en Côte d'Ivoire devrait continuer à s'améliorer dans les années à venir.

Il reste encore des progrès à faire, mais la Côte d'Ivoire est sur la bonne voie pour améliorer la santé de sa population.

- Polyclinique Farah, une référence à l'échelle régionale

Dans la longue liste des établissements de santé à capitaux locaux, certains se distinguent par leur savoir-faire, à l'image de la Polyclinique Farah. Fondée en 2010 par le Dr. Farah, un médecin ivoirien, d'origine libanaise La clinique offre une large gamme de services médicaux, notamment la chirurgie, la médecine interne, la pédiatrie, la gynécologie-obstétrique et la dentisterie. La Polyclinique Farah est équipée d'un matériel de pointe et dispose d'une équipe de médecins et de personnel soignant hautement qualifiés. La clinique est ouverte 24h/24 et 7j/7 pour répondre aux besoins urgents des patients. Elle est l'une des cliniques privées les plus réputées d'Abidjan et est fréquentée par des patients de tous les horizons, y compris des résidents ivoiriens, des expatriés et des touristes.

L'on y trouve plusieurs spécialités médicales, notamment la cardiologie, la chirurgie digestive, la dermatologie, la gynécologie-obstétrique, la neurologie à la pédiatrie... La clinique dispose également d'un service d'imagerie médicale, d'un laboratoire d'analyses médicales et d'une pharmacie.

Concernant la performance financière, les revenus générés par l'établissement se sont accrus ces dernières années, passant de 13,97 milliards FCFA en 2019, à 20,77 milliards FCFA en 2021, soit une forte progression de 48,68%. Cette performance témoigne notamment du potentiel qu'offre ce secteur et également de l'attention que la population ivoirienne porte à la qualité de service des établissements de santé.

### 3.5 La distribution

Le segment de la distribution en Côte d'Ivoire est dynamique et en pleine croissance. Il représente un important contributeur à l'économie nationale, avec un chiffre d'affaires annuel de plus de 8 750 milliards de FCFA (environ 14,23 milliards de dollars).

Le segment est dominé par la grande distribution, qui représente environ 70% du marché. Les principaux acteurs de la grande distribution en Côte d'Ivoire sont présents dans les hydrocarbures, l'alimentation et les ventes des produits agricoles. Elle se concentre principalement dans les grandes villes, notamment Abidjan, Bouaké et Yamoussoukro. Cependant, le secteur est en train de se développer dans les zones rurales, notamment grâce à l'essor du commerce en ligne.

Outre la grande distribution, l'activité comprend également le commerce de détail traditionnel, le commerce spécialisé (quincaillerie, parfumerie...) et le commerce en ligne. Le commerce de détail traditionnel est le principal mode de distribution en Côte d'Ivoire, représentant environ

30 % du marché. Il est dominé par les petits commerces de proximité, tels que les boutiques, les marchés et les vendeurs ambulants. Le commerce spécialisé est quant à lui un secteur en croissance rapide, représentant environ 10 % du marché. Il comprend notamment les magasins d'électroménager, de vêtements, de chaussures et de produits électroniques. Pour sa part, le commerce en ligne demeure un secteur émergent, mais connaissant une croissance rapide. Il est encore limité aux grandes villes et a le potentiel de se développer dans les zones rurales grâce à l'amélioration des infrastructures de télécommunications.

Les principaux facteurs de croissance du secteur de la distribution en Côte d'Ivoire sont la croissance économique, l'urbanisation et l'évolution des modes de consommation.

La croissance économique ivoirienne a permis d'augmenter le pouvoir d'achat des consommateurs, ce qui a stimulé la demande de produits et de services de distribution. L'urbanisation croissante de la Côte d'Ivoire a également favorisé le développement de la grande distribution, qui est plus adaptée aux besoins des consommateurs urbains. L'évolution des modes de consommation, avec l'émergence d'une classe moyenne plus exigeante, peut expliquer cette croissance du secteur.

N°	Etablissements de distribution	Chiffre d'affaires 2021 (millions FCFA)	Capital
1	TOTALENERGIES (pétrole)	494 433	Français
2	SDTM (agroalimentaire)	468 644	Ivoirien
3	VIVO ENERGY CI (pétrole – Shell)	366 644	Pays-Bas
4	IVOIRIENNE DE DISTRIBUTION (Prosuma)	333 310	Français
5	PETROCI HOLDING (hydrocarbure)	332 808	Etat ivoirien

Source : Sikafinance Pro

Fort est de constater que la grande majorité des entreprises de ce classement sont à capitaux étrangers, à l'image de TotalEnergies Marketing CI, Vivo Energy CI, Prosuma... Toutefois, l'initiative ivoirienne est bien présente dans ce domaine sur le segment produits pétroliers à travers Petro Ivoire.

- Petro Ivoire, un exemple de success-story

Petro Ivoire, fondée en 1994 par Kadio Morokro, avec un chiffre d'affaires de 173 milliards FCFA en 2021, est la première entreprise du secteur de la distribution de produits pétroliers contrôlée par des capitaux ivoiriens. L'entreprise dispose d'un réseau de 77 stations-service modernes, réparties sur l'ensemble du territoire ivoirien, le troisième plus vaste réseau du pays. Pétro Ivoire avait lancé en fin d'année 2022, un emprunt obligataire de 30 milliards FCFA sur le marché financier régional destiné essentiellement au financement d'un portefeuille de 22 projets inscrits dans son plan de développement.

Le segment de la grande distribution en Côte d'Ivoire est confronté à un certain nombre de défis, notamment la concurrence internationale, la réglementation et la logistique. La concurrence internationale est de plus en plus forte, avec l'arrivée de nouveaux acteurs, tels qu'Auchan et Carrefour.

La réglementation est également un défi, avec des normes sanitaires et de sécurité qui peuvent être contraignantes pour les entreprises locales. La logistique est un autre défi, avec des infrastructures de transport et de stockage qui ne sont pas toujours adaptées aux besoins des entreprises.

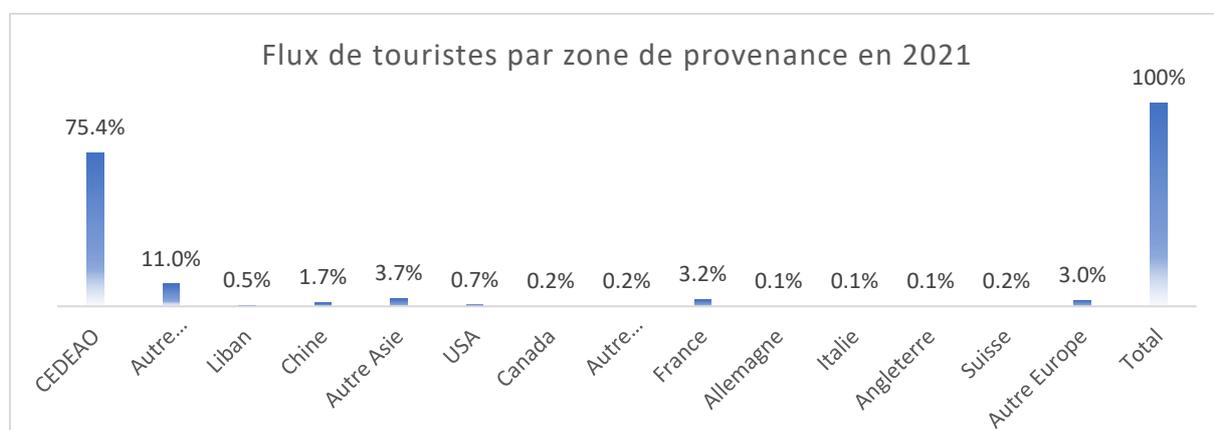
Malgré ces défis, le secteur de la distribution en Côte d'Ivoire a le potentiel de poursuivre sa croissance dans les années à venir.

Voici quelques perspectives pour le secteur de la distribution en Côte d'Ivoire :

- La poursuite de la croissance économique ivoirienne devrait stimuler la demande de produits et de services de distribution.
- L'urbanisation croissante de la Côte d'Ivoire devrait favoriser le développement de la grande distribution, qui est plus adaptée aux besoins des consommateurs urbains.
- L'évolution des modes de consommation, avec l'émergence d'une classe moyenne plus exigeante, devrait également contribuer à la croissance du secteur.
- Le secteur de la distribution en Côte d'Ivoire est un secteur dynamique et en pleine croissance. Il a le potentiel de jouer un rôle important dans le développement économique du pays.

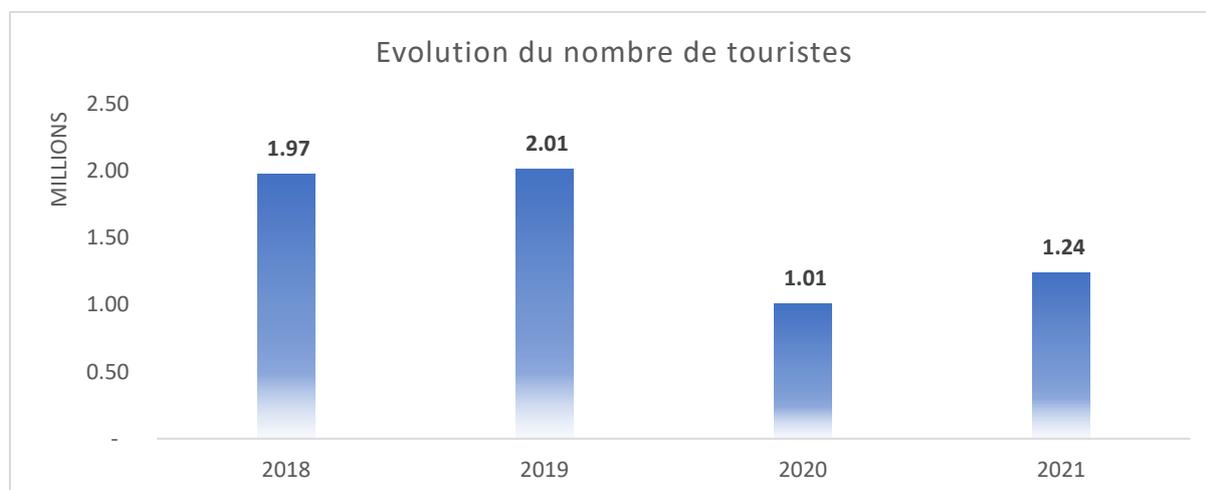
### 3.6 Le tourisme

La Côte d'Ivoire est une destination touristique attractive, avec un patrimoine culturel et naturel riche. Le pays dispose également d'importantes infrastructures hôtelières, avec des établissements de tous les standing, adaptés à tous les budgets. Le tourisme pratiqué en Côte d'Ivoire reste essentiellement un tourisme d'affaires (2<sup>ème</sup> place en Afrique, Cabinet McKinsey). Avec les restrictions induites par la Covid-19, la principale voie d'entrée en 2021 a été aérienne avec 575 819 touristes internationaux enregistrés, alors que l'ensemble des transports (Aérien, Routier et Ferroviaire) avait connu un flux de 668 162, avec une prépondérance du transport routier. Les touristes venant de la CEDEAO ont représenté plus des trois-quarts (¾) de ces entrées, suivis d'autres africains (10,98%), d'Asie (3,68%), de France (3,18% et d'autres Européens (2,95%).



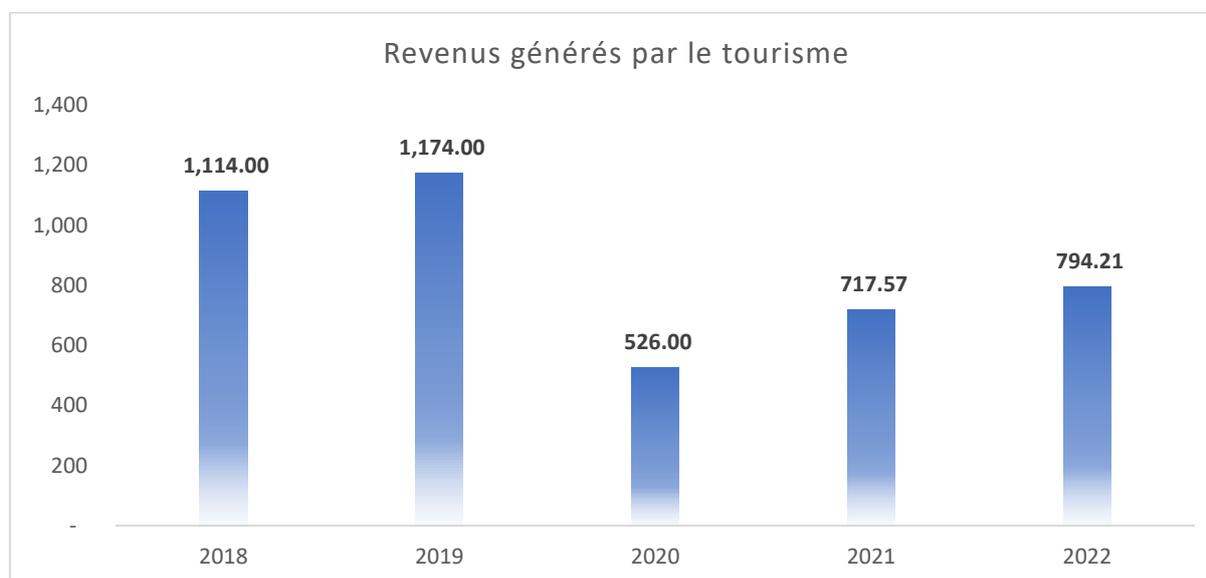
Source : Mintour-Loisirs/DPAP

Après un retrait de 50% observé en 2020 en raison de la crise sanitaire de la Covid-19, le nombre de touriste a enregistré un bond de 22,7% en 2021 pour s'établir à 1,24 million.



Source : Mintour-Loisirs/DPAP

Les revenus générés par l'industrie touristique ivoirienne se sont inscrits dans la même tendance que l'afflux de touristes en Côte d'Ivoire. Si les recettes générées n'atteignent par le niveau d'avant Covid-19, ces dernières se sont évaluées à 794,21 milliards FCFA, en progression de 50,99% comparativement à 2020.

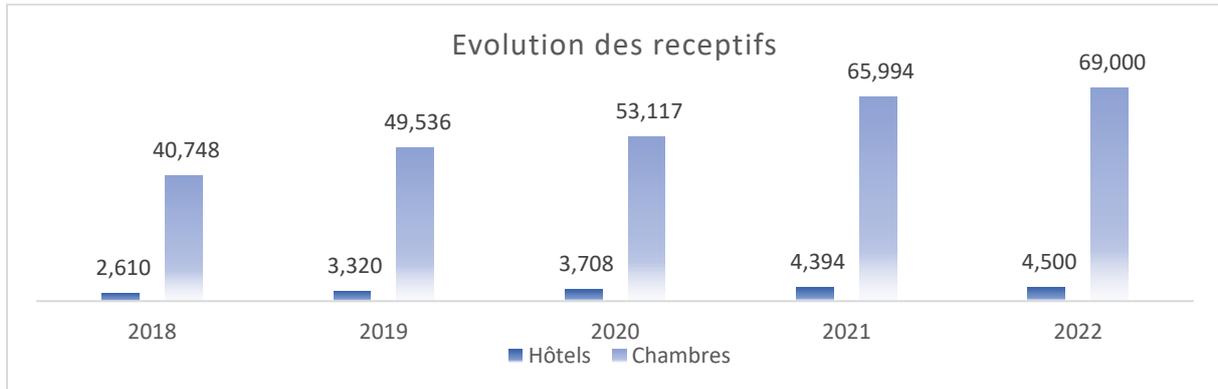


Source : Mintour-Loisirs/DPAP

La Côte d'Ivoire a pour objectif de devenir une destination touristique de premier plan en Afrique. Le développement du secteur de l'hôtellerie est un élément clé de la réalisation de cet objectif. Le pays bénéficie d'un emplacement stratégique en Afrique de l'Ouest ; ce qui en fait une destination attrayante pour les voyageurs d'affaires et les touristes. Le gouvernement ivoirien apporte son soutien au développement de l'industrie hôtelière, ce qui crée un environnement propice aux investissements.

### 3.6.1 L'hôtellerie

Le segment de l'hôtellerie en Côte d'Ivoire est en plein essor. Le nombre d'hôtels a augmenté de 72,41% entre 2018 et 2022, passant de 2 610 à 4 500 établissements. La capacité d'accueil a également augmenté ces cinq dernières années de 69,33%, passant de 40 748 à 69 000 chambres. Ce segment est un secteur important pour l'économie du pays. Il contribue à la création d'emplois avec 270 000 emplois à son actif en 2022. Il participe également au développement du tourisme et à la promotion de l'image du pays.



Source : Ministère du Tourisme

Les principaux axes de développement du secteur de l'hôtellerie en Côte d'Ivoire sont :

- La diversification de l'offre hôtelière ;
- Le développement du tourisme durable ;
- La formation des professionnels de l'hôtellerie.

Cette croissance est due à plusieurs facteurs, notamment :

- La stabilité politique du pays ;
- L'amélioration des infrastructures ;
- L'augmentation du nombre de touristes ;
- Les investissements du secteur privé.

Si certains groupes internationaux sont des références de ce secteur, il convient de souligner une bonne présence de complexes à capitaux locaux.

- Le groupe Teyliom

Créé en 2001 par l'entrepreneur ivoiro-sénégalais Yérim Sow, le groupe Teyliom est propriétaire des établissements Noom Hotel et Seen Hotel situés en plein cœur du Plateau à Abidjan. Ces établissements constituent les plus importantes infrastructures hôtelières de droit ivoirien.

Seen Hotel a été inauguré en juillet 2017 pour un montant estimé à 13 milliards FCFA. Puis s'en est suivi Noom Hotel qui a ouvert ses portes 4 ans plus tard, soit en septembre 2021, pour un investissement estimé à 35 milliards FCFA. La réalisation de ces réceptifs s'inscrit dans le programme touristique ivoirien "Sublime Côte d'Ivoire" du gouvernement visant à positionner le pays comme un hub touristique en Afrique. Ces deux réalisations du groupe Teyliom viennent donc renforcer l'offre hôtelière du marché ivoirien.

### 3.6.2 La restauration

La restauration en Côte d'Ivoire est une industrie en pleine expansion, qui reflète la diversité culturelle du pays. Selon le ministre Siandou FOFANA, la Côte d'Ivoire compte un peu plus de 4000 restaurants et 1300 centres de loisirs dans le pays.

L'on trouve des restaurants de toutes les catégories, des petits maquis servant des plats traditionnels aux grands restaurants gastronomiques proposant des cuisines du monde entier.

La cuisine ivoirienne est riche et variée, et est basée sur les produits locaux. Les ingrédients les plus courants sont le riz, les tubercules (manioc, igname, patate douce), les bananes plantains, les poissons, la viande et les légumes. Les plats traditionnels sont souvent épicés, avec une forte présence de piment.

Parmi les plats ivoiriens les plus populaires, on peut citer :

le foutou, une purée de banane ou de tubercules (manioc, igname, taro, patate), servie avec une sauce ;

- l'attiéké, une semoule de manioc, servie avec du poisson frit, du poulet ou une sauce...;
- le riz gras ou accompagné de sauce;
- le poisson braisé;
- le poulet braisé ;
- l'alloco, frites de banane plantain.

Les maquis sont des petits restaurants traditionnels, situés dans les quartiers populaires. Ils proposent des plats ivoiriens à des prix très abordables. Les maquis sont un lieu de convivialité, où les gens se retrouvent pour manger, boire et discuter.

Les restaurants gastronomiques sont plus récents, et proposent des cuisines du monde entier. On trouve des restaurants français, italiens, chinois, japonais, etc. Les restaurants gastronomiques sont généralement plus chers que les maquis.

La restauration en Côte d'Ivoire est en plein essor, et offre une grande variété de choix aux visiteurs et aux habitants.

# Focus environnement fintech

## ➤ Définition de fintech

Le terme "fintech" est une contraction de "finance" et "technologie". Il fait référence à des entreprises qui utilisent la technologie pour fournir des services financiers innovants. Ces entreprises exploitent la puissance de la technologie, notamment les applications mobiles, les plateformes en ligne, l'analyse de données, l'intelligence artificielle, la blockchain et d'autres technologies émergentes, pour améliorer et automatiser la prestation de services financiers.

Elles ont pour rôle de transformer le secteur financier traditionnel en offrant des solutions plus efficaces, accessibles, transparentes et souvent moins coûteuses que celles proposées par les institutions financières traditionnelles telles que les banques. Les fintechs participent à l'inclusion financière en offrant des services aux couches de populations n'ayant pas accès aux services bancaires traditionnels.

## ➤ L'écosystème fintech en Côte d'Ivoire

D'une entreprise en 2008, le nombre de fintechs en Côte d'Ivoire est passé à 37 en 2020. Cette évolution s'explique d'une part par l'éclosion de la téléphonie mobile et d'autre part par l'offre de services de proximité de ces entreprises.

Ces nouvelles technologies, qui ont fait leur entrée sur le marché ivoirien à travers la téléphonie mobile, sont de plus en plus adoptées par des institutions bancaires compte tenu des facilités que ces dernières offrent aux clients. Ces flexibilités, offertes aux clients sont entre autres les paiements et les transactions de compte à compte depuis leurs salons.

En 2020, une étude menée par la banque mondiale sur les fintechs en Côte d'Ivoire a fait stipuler que le pays présentait un fort potentiel en termes de développement de fintechs. Le principal défi que la plupart des fintechs interrogées avaient relevé est l'accès au financement.

Conformément à l'étude menée conjointement par la Banque Mondiale et l'Agence de la Promotion de l'Inclusion Financière (APIF-CI), les Fintechs opérant en Côte d'Ivoire peuvent être catégorisées en quatre (4) groupes distincts. Ces entités se spécialisent ou exercent leurs activités selon trois types de modèles économiques, à savoir le modèle B2B, le modèle B2C, ou une combinaison des deux (B2B et B2C). Ainsi, les quatre (4) groupes identifiés se déclinent comme suit :

- Les Fintechs Indépendants : ces entreprises, telles que Djamo, Wave, Mojaride, Panelys Cash, Xikka et Cinetpay, se distinguent par leur structure actionnariale. Elles se positionnent comme des acteurs novateurs dans le domaine des paiements marchands, en offrant des solutions avant-gardistes. Notamment, CinetPay et Mojaride se

distinguent par la mise en place de plates-formes d'agrégation des moyens de paiement. Leur modèle économique est stratégiquement orienté vers les secteurs B2C et B2B.

- Les Fintechs appartenant à un groupe bancaire (Wizall- Filiale de BCP) ont été lancées ou achetées dans le cadre d'une stratégie de groupe bancaire visant à cibler les segments de la population exclus financièrement (micro-entreprises et particuliers du secteur informel ou semi-informel) mais aussi pour attirer les flux financiers que les opérateurs Telco qui ont pris de l'avance captent.
- Les Fintechs financées par des groupes internationaux (In Touch incubé par Total) avec pour objectif final une intégration dans leurs stratégies de conquête de nouveaux marchés et/ou le maintien de leurs parts marchés via le développement d'un vaste réseau de distribution de leurs produits.
- Les fintechs implantées en Europe, ayant une filiale en Côte d'Ivoire (Bizao, HUB2, Julaya) sont de plus en plus présentes. La clientèle entreprise est leur cœur de cible. Bénéficiant des avancées technologiques de la maison mère basée en Europe, leurs solutions digitales sont beaucoup plus innovantes que celles proposées par les fintechs locales. Leur surface financière semble aussi plus consistante.

L'étude a permis de faire observer que globalement les fintechs ivoiriennes sont très actives dans les solutions de paiements numériques, avec comme principale modèle d'affaires le B2B & B2C. Environ 95 % des solutions apportées par les fintechs ivoiriennes sont liées aux paiements numériques (paiements marchands, paiements des factures, des salaires, des bourses, des taxes municipales, etc.) et aux solutions de transfert d'argent (réseaux d'agents, les applications web et smartphone).

Les Fintech de la Côte d'Ivoire s'appuient sur les opérateurs historiques pour accéder au marché et surmonter les obstacles réglementaires pour les produits de deuxième génération.

### ➤ Les fintechs dans les habitudes des Ivoiriens

Les fintechs les plus populaires en Côte d'Ivoire ne sont pas développées par les banques, mais plutôt par des indépendants. Ces dernières interviennent dans les transactions financières et les solutions de paiement et font l'objet de plébiscite.

Voici quelques fintechs qui facilitent le quotidien des Ivoiriens en offrant des services de porte-monnaie électronique, agrégations des moyens de paiement et des solutions de transfert d'argent rapide.

- **Wave** ; une fintech fondée en 2018 par les Américains Drew Durbin et Lincoln Quirk, wave fait son entrée dans l'UEMOA à travers le marché sénégalais avec une concurrence agressive ; dépôts et retraits gratuits, 1% de frais de transaction. Cette intrusion est venue bouleverser le fleuve tranquille dans lequel baignaient les opérateurs de mobile money. Cette dynamique favorable a conduit à l'expansion de Wave en Côte d'Ivoire en 2021, où la fintech a réussi à captiver l'adhésion des consommateurs. En conséquence de cette concurrence accrue et de l'attrait des consommateurs pour les offres de Wave, les opérateurs historiques ont été contraints de revoir à la baisse leurs

tarifs pour rester compétitifs sur le marché en mutation de la finance numérique. Cette révision tarifaire témoigne de l'influence significative exercée par Wave, non seulement en termes d'expansion géographique, mais également en termes de transformation des dynamiques concurrentielles au sein de l'UEMOA.

- **Djamo** ; créée en janvier 2020 par Régis Bamba et Hassan Bourgi, Djamo est une solution fintech permettant d'effectuer des transactions en ligne grâce à une carte bancaire Visa et à permettre des flux monétaires entre différents opérateurs mobile money et des comptes bancaires. Cette dernière se distingue selon le niveau de réponse aux besoins des populations comme la meilleure fintech en Côte d'Ivoire avec plus d'un million d'utilisateurs. En 2022, la start-up a levé 14 millions de dollars US pour s'étendre en Afrique francophone.
- **Cinetpay** ; une société spécialisée dans le paiement mobile, le digital, l'Intelligence Artificielle (AI) et l'Internet des Objets (IOT). CINETPAY a mis en place une passerelle de paiement et de transfert d'argent qui agrège les moyens de paiement mobiles money, VISA, MASTERCARD, et autres moyens de paiements dans plusieurs pays en Afrique et est partenaire d'institutions financières. C'est une solution appropriée pour les entreprises ivoiriennes.

#### ➤ **Les défis des fintechs en Côte d'Ivoire**

L'accès au financement : si les fintechs apportent des solutions permettant d'inclure les couches de populations qui ne sont pas encore bancarisées, elles n'arrivent pas pour l'instant à attirer les investisseurs locaux. Cela se perçoit à travers les récentes récoltes de fonds. En 2021, pour étendre son activité, Wave s'est tourné vers le marché international pour lever 200 millions de dollars US. De même, pour sa levée de 14 millions de dollars US (soit 8,9 milliards FCFA), Djamo est passé pour le marché international.

De fait, les besoins de ces start-ups tournent essentiellement autour de l'axe financier, notamment :

- Suivi et financement du stade d'amorçage ;
- Clauses de financement moins rigides et plus flexibles et réalistes ;
- Modèles de financement également portés par les institutions d'investissement étatiques locales ;
- Établissement d'un écosystème de confiance entre fintechs et investisseurs.

La réticence des apporteurs de fonds peut s'expliquer par un certain nombre de facteurs.

- **La capacité des start-ups fintech et de leurs équipes dirigeantes** : le management et le savoir-faire de ces fintechs devraient permettre une visibilité des flux financiers aux investisseurs et une pérennité de l'activité.
- **Les solutions innovantes qui doivent vraiment cibler le marché pays** : les investisseurs souhaitent que les fintechs fassent plus de recherche de marché pour mieux connaître leurs cibles et créer des produits et services innovants qui ne sont pas seulement des imitations.

- **Plus de collaboration dans l'écosystème** : les investisseurs veulent que les start-ups fintechs, qui sont nombreuses sur le marché et qui offrent souvent le même produit, trouvent des synergies pour attaquer de gros marchés.

Toutefois l'environnement ivoirien demeure favorable au développement des fintechs en vue de la prise en compte dans le système financier, une plus vaste population.

➤ **Les opportunités exploitables par les fintechs en Côte d'Ivoire**

L'interopérabilité des services financiers en cours de déploiement de la BCEAO

- Accès à l'USSD<sup>1</sup> au-delà des opérateurs de téléphonie mobile
- La disponibilité des instituts d'enseignement technologiques
- Le partenariat avec les opérateurs télécom
- Des pouvoirs publics impliqués dans l'inclusion financière
- La présence du comité fintech de la BCEAO

Dans le but de stimuler ces innovations qui constituent un relais pour les banques traditionnelles dans le cadre de l'amélioration du niveau de bancarisation de la Côte d'Ivoire, il faille joindre à ces potentialités.

➤ **Les points d'amélioration pouvant faciliter l'éclosion des fintechs en Côte d'Ivoire**

- La mise à nouveau de la réglementation avec l'avancée notable de l'écosystème
- Encourager l'adoption des fintechs par les consommateurs en offrant des faveurs (réduction des frais à partir d'un certain montant).
- Encourager les opportunités d'apprentissage entre acteurs existants et FinTech
- Encourager à la création d'une banque dédiée au financement des start-ups technologiques comme la Silicon Walley Bank qui avait permis le boom des start-ups aux USA.

La mise en place de ces éléments serait favorable à la Côte d'Ivoire qui est en passe de devenir un hub de la fintech en Afrique subsaharienne. Les perspectives des fintechs en Côte d'Ivoire sont prometteuses, offrant de nouvelles opportunités pour l'inclusion financière, la croissance économique et l'amélioration de la qualité de vie des populations.

<sup>1</sup>USSD, qui signifie "Unstructured Supplementary Service Data" en anglais, est un protocole de communication utilisé par les téléphones mobiles pour établir une session de communication entre l'appareil et le réseau de l'opérateur mobile. Contrairement aux SMS (Short Message Service) qui sont stockés et transférés, les USSD permettent une communication en temps réel entre le téléphone mobile et le serveur de l'opérateur.

## Conclusion

L'étude de la compétitivité des entreprises ivoiriennes a révélé des défis significatifs mais également des opportunités prometteuses pour le développement économique du pays. L'environnement des affaires en Côte d'Ivoire est en constante évolution, et il est crucial que les entreprises adoptent des stratégies novatrices pour rester compétitives sur le marché national et international. Les facteurs tels que la technologie, la formation du personnel, la qualité des produits et services, ainsi que la gestion efficace des ressources, sont essentiels pour renforcer la compétitivité relative du secteur privé ivoirien. Des efforts sont donc à consentir et ce, à plusieurs niveaux.

Au niveau agricole, des investissements devraient être réalisés dans le cadre de la modernisation des pratiques agricoles pour améliorer les rendements des cultures d'exportation et des cultures vivrières qui ont un impact direct sur l'autosuffisance alimentaire recherchée. Pour surpasser la question du financement, les agriculteurs devraient être regroupés en coopératives pour empêcher une dispersion des mesures d'accompagnement (formations, subvention...). Les politiques de soutien à la filière agricole doivent être accompagnées d'un suivi évaluation pour permettre une révision continue des stratégies.

Outre le renforcement de la recherche et le développement, l'on gagnerait à œuvrer à réduire les coûts de production. Cette ambition sera atteinte en actionnant des leviers tels qu'une main-d'œuvre qualifiée et moins chère par rapport aux pays asiatiques, des facilités en termes d'énergies afin de permettre la transformation de la production agricole. Cela participera non seulement à attirer les investisseurs qui préfèrent l'environnement asiatique mais également à encourager l'initiative locale. Le fonctionnement des usines à plein régime constitue un facteur de compétitivité des entreprises, mais cela reste conditionné à la disponibilité des intrants et à un manque de savoir-faire local pour l'entretien des installations industrielles.

Sur le volet des services financiers, compte tenu du faible niveau de bancarisation (moins de 30%), l'accompagnement et la promotion des fintechs pourraient contribuer à inclure l'ensemble des couches sociales. Une cybersécurité performante devrait participer à renforcer la confiance des clients dans les services financiers en ligne. Cela sera possible par la sensibilisation des populations sur les bonnes pratiques en ligne.

La formation du personnel pour garantir un service client exceptionnel, couplée au renforcement de la promotion touristique en mettant en valeur la richesse culturelle et naturelle du pays. L'amélioration continue des infrastructures touristiques pour offrir une expérience de qualité aux visiteurs en formant des équipes locales dédiées à la protection des acquis touristiques. À cela, la création de packages adaptés aux niveaux de revenus locaux pourrait stimuler le tourisme intérieur qui est de plus en plus pratiqué par les Ivoiriens.

L'intégration ubiquitaire des Technologies de l'Information et de la Communication (TIC) est impérative afin d'optimiser les opérations et de favoriser une diffusion généralisée des outils parmi la population. Cette démarche nécessite une mise en place facilitée de l'accès aux ordinateurs, à une connectivité Internet à haut débit, et ce, à des coûts accessibles, afin de demeurer en parfaite concordance avec les avancées technologiques mondiales, notamment dans le domaine de l'intelligence artificielle.

En mettant en œuvre ces recommandations, les entreprises ivoiriennes peuvent améliorer leur compétitivité, contribuant ainsi à la croissance économique durable du pays.